



Déclaration de projet

Commune de Camiers

Evaluation Environnementale

Mai 2023

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
METHODOLOGIE.....	6
AVANT PROPOS	9
I. Les grands principes	9
II. Contexte réglementaire	9
III. Contenu réglementaire du document.....	10
IV. Contexte de la procédure spécifique au projet.....	11
V. Place de l'évaluation environnementale.....	11
PRESENTATION DES PROJETS	12
I. Objet de la mise en compatibilité	12
II. Contexte géographique et administratif de la commune	14
III. Description du projet urbain	14
1. Description du projet.....	14
a. Localisation et accès au projet	14
b. Parcelles concernées par le projet	16
2. Objectifs du projet.....	16
IV. Caractéristiques environnementales du projet d'extension.....	18
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	19
I. Milieu physique	19
1. Topographie	19
2. Géologie et pédologie	21
II. Ressource en eau.....	23
III. Climat.....	25
IV. Milieu naturel	27
1. Description générale du site et des milieux naturels environnants.....	27
a. Habitats naturels	27
b. Agriculture	30
2. Zones naturelles	31
a. Zones Natura 2000	31
b. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique	40
c. Schéma Régional de Cohérence Ecologique	44
d. Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)	46

V.	Risques.....	48
1.	Ambiance sonore.....	48
2.	Risques naturels	49
a.	Mouvement des argiles.....	49
b.	Risque inondation.....	51
3.	Risques technologiques.....	53
a.	Risques technologiques.....	53
b.	Pollution des sols.....	53
c.	Servitudes d'utilité publique	54
VI.	Déchets.....	56
VII.	Synthèse	57
	IMPACTS ET MESURES « EVITER, REDUIRE, COMPENSER » POUR L'ENVIRONNEMENT.....	58
I.	Milieu physique	58
1.	Impacts	58
2.	Mesures.....	59
a.	Mesures d'évitement	59
b.	Mesures de réduction	59
c.	Mesures de compensation	60
II.	Evaluation des services écosystémiques.....	61
1.	Présentation des services écosystémiques et de la méthode d'évaluation	61
2.	Evaluation des services écosystémiques dans le cadre de la déclaration de projet du PLU de Camiers.....	67
III.	Risques.....	75
1.	Impacts	75
2.	Mesures.....	75
a.	Mesures d'évitement	75
b.	Mesures de réduction	75
c.	Mesures de compensation	76
IV.	Milieu naturel	77
1.	Impacts	77
2.	Mesures.....	77
a.	Mesures d'évitement	77
b.	Mesures de réduction	77
c.	Mesures de compensation	77

V.	Agriculture	78
1.	Impacts	78
2.	Mesures	78
a.	Mesures d'évitement	78
b.	Mesures de réduction	78
c.	Mesures de compensation	78
VI.	Paysage et patrimoine	79
1.	Incidences sur le paysage	79
a.	Les impacts visuels depuis le belvédère de l'aire des Falaises de Widehem ouest à l'est – vue n°1 sur le plan :	81
b.	Les impacts visuels depuis la rue des Usines par-delà la voie ferrée à l'est – vues n°2 sur le plan :	82
c.	Les impacts visuels depuis la RD148E6 à l'ouest – vues n°3 sur le plan :	83
d.	Les impacts visuels depuis la rue de la Gare au nord – vues n°4 sur le plan :	84
e.	Les impacts visuels depuis la passerelle piétonne au nord – vues n°5 sur le plan :	85
2.	Incidence sur le patrimoine bâti	86
VII.	Déchets	90
1.	Impacts	90
2.	Mesures	90
a.	Mesures d'évitement	90
b.	Mesures de réduction	90
c.	Mesures de compensation	90
VIII.	Climat et déplacement	91
1.	Impacts	91
2.	Mesures	91
a.	Mesures d'évitement	91
b.	Mesures de réduction	91
c.	Mesures de compensation	94
	COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	95
I.	Le SDAGE Artois-Picardie	96
II.	LE SAGE du bassin côtier du Boulonnais	106
III.	Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois	109
IV.	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue	111
V.	Le SRADDET	113
VI.	La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral	119

VII.	Le PGRI Artois-Picardie	140
VIII.	Le Parc Naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale	143
INCIDENCES NATURA 2000.....		148
I.	Contexte réglementaire	148
1.	DOCOB.....	148
2.	Charte Natura 2000	148
II.	Les Sites Natura 2000	149
III.	Prise en compte des sites	150
1.	Intégrité des sites et liens écologiques	150
2.	Assainissement	150
IV.	Conclusion	150
FIL de L'EAU		151
I.	Consommation d'espace possible.....	151
II.	Protection du milieu naturel	151
III.	Prise en compte de l'environnement.....	151
IV.	Zones de risques	151
V.	Patrimoine urbain et paysager	152
INDICATEURS DE SUIVI		153

METHODOLOGIE

De façon générale, la méthodologie retenue pour la construction de l'évaluation environnementale s'appuie sur l'évaluation de 16 sous thématiques environnementales :

Grandes thématiques	Sous thématiques
Milieus physiques & Ressources naturelles	☞ Consommation d'espaces agricoles et naturels
	☞ Qualités des sols, réseau hydrographique et zones humides
	☞ Ressource en eau
	☞ Entités naturelles et continuités écologiques
Cadre de vie, paysage et patrimoine	☞ Paysage naturel et de campagne
	☞ Accès à la nature, espaces vert
Risques, nuisances et pollutions	☞ Risques naturels
	☞ Risques technologiques
	☞ Nuisances
Forme urbaine & Stratégie climatique	☞ Forme urbaine
	☞ Bioclimatisme & performances énergétiques
	☞ Développement des énergies renouvelables
	☞ Déplacements doux et qualité de l'air
Urbanisme, réseaux et équipement	☞ Approvisionnement en eau potable
	☞ Collecte et traitement des eaux usées
	☞ Gestion des déchets

Pour chaque thématique, sont analysés les points suivants :

- Les enjeux du territoire,
- Les incidences positives et négatives sur l'environnement.

L'évaluation environnementale porte sur les différentes pièces du PLU (PADD, document graphique et règlement) et s'effectue à plusieurs échelles :

- À l'échelle territoriale avec l'explication : des choix d'orientations générales, des zones définies et de leur règlement ;
- À l'échelle des futures zones urbanisées (zone AU) ;
- À l'échelle des sites Natura 2000 présents sur le territoire.

SIX ETAPES ONT ETE NECESSAIRES POUR ANALYSER TOUTES LES FACETTES DU DOCUMENT :

Synthèse de l'Etat initial de l'environnement et hiérarchisation des enjeux

L'état initial de l'environnement comprend les différentes thématiques environnementales à aborder dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Cette étape permet d'identifier les premiers enjeux environnementaux qui ont servis de base à la réflexion pour la suite de la modification.

Une synthèse a ensuite été réalisée puis les enjeux ont été hiérarchisés selon un critère d'importance ainsi qu'au regard des possibilités d'action que le document d'urbanisme offre pour faire évoluer la situation.

Vérification de la cohérence externe du document

Le plan local d'urbanisme doit être en **compatibilité avec des documents de rang supérieur** qui impose des objectifs qualitatifs et quantitatifs liés au développement durable des territoires.

Cette étape a permis de vérifier que les objectifs du SCOT, du SDAGE et du SAGE ont bien été pris en compte pour établir le futur plan local d'urbanisme.

D'autres documents ont également été pris en compte, SDRADDET ...

Analyse des incidences environnementales du document graphique et du règlement

L'analyse des incidences environnementales du document graphique permet de vérifier qu'il a bien été élaboré de façon à préserver au mieux les éléments naturels et paysagers.

L'analyse du règlement de chaque zone met en avant toutes les prescriptions prévues pour limiter les incidences négatives.

Analyse des incidences Natura 2000

L'évaluation des incidences a pour but de vérifier la compatibilité d'une activité avec les objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000. Plus précisément, il convient de déterminer si le projet peut avoir un effet significatif sur les habitats et les espèces végétales et animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000.

La réglementation a prévu une procédure par étape et la possibilité de ne fournir qu'un dossier « simplifié ». La première phase consiste en un **pré-diagnostic de la situation (l'évaluation préliminaire)** qui détermine s'il faut ou non poursuivre l'étude. A ce stade, une analyse détaillée des habitats et des espèces présents ne s'impose pas (réalisation d'inventaires ou de prospections de terrain). **Si le pré diagnostic conclut à l'absence d'impact sur le ou les sites Natura 2000, un dossier simplifié suffit.**

Si le projet a une ou des incidences potentielles sur le site Natura 2000 concerné, il faut réaliser une **analyse approfondie** prenant en compte des paramètres tels que la sensibilité de l'espèce concernée, son cycle de vie etc.).

L'analyse approfondie aboutie à la proposition de mesures compensatoires. Il s'agit d'offrir des contreparties à des effets dommageables non réductibles, mesures exigées au titre de l'article L 122-1 à L 122-3 du code de l'Environnement.

Proposition d'Indicateurs de suivi par thématique.

Des indicateurs de suivi sont proposés pour permettre l'évaluation environnementale de la mise en œuvre du PLU dans le temps.

Les indicateurs rendent compte de l'état de l'environnement, peuvent permettre une évaluation directe de l'efficacité des politiques mises en œuvre et évaluent les efforts pour améliorer l'état de l'environnement ou réduire les sources de dégradation.

La commune aura à sa charge le suivi d'une grande partie des indicateurs.

AVANT PROPOS

I. Les grands principes

L'évaluation environnementale est une **démarche continue et itérative** réalisée sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du porteur de projet, **proportionnée à l'importance du projet**, du plan, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux de la zone considérée. Elle doit permettre au maître d'ouvrage d'analyser les effets sur l'environnement d'un projet, plan ou programme et de prévenir ses conséquences dommageables sur l'environnement.

L'intégration des préoccupations environnementales doit être hiérarchisée en appliquant le triptyque éviter > réduire > compenser. C'est-à-dire chercher à éviter et supprimer les impacts avant de les réduire et s'il reste des impacts résiduels significatifs, les compenser dans la mesure du possible. Également privilégier l'action à la source et utiliser les meilleures technologies disponibles économiquement acceptables.

L'évaluation environnementale est un **outil d'aide à la décision**. Elle doit donc être amorcée le plus en amont possible et s'insérer suffisamment tôt dans la procédure d'autorisation ou d'approbation pour permettre d'orienter les choix du pétitionnaire et de l'autorité décisionnaire.

L'évaluation a pour objectif d'éclairer les décideurs dans leurs choix et n'a donc pas de sens si elle est réalisée *a posteriori*.

II. Contexte réglementaire

La directive européenne n°2001/42/CE du 21 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a complété le système d'évaluation existant qui portait essentiellement sur les impacts des projets.

Désormais, une évaluation environnementale est nécessaire au niveau de la planification pour les plans et programmes qui répondent aux critères de la directive. La directive européenne a été transposée en droit français par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004. Ce texte (publié au Journal officiel du 05/06/2004) rappelle les modifications effectuées au sein du Code de l'Environnement, du Code de l'Urbanisme et du Code général des collectivités territoriales, qui sont relatives à la mise en place d'une évaluation environnementale pour certains plans et documents d'urbanisme pouvant avoir une incidence notable sur l'environnement national ou sur un État membre de la Communauté Européenne.

Cette ordonnance précise qu'avant l'adoption d'un plan ou d'un programme, l'autorité compétente sera tenue de réaliser une évaluation environnementale et de rédiger, un rapport environnemental détaillant entre autres :

- Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu ;
- La teneur du plan ou du programme et ses principaux objectifs ;
- Les caractéristiques environnementales de la zone susceptible d'être affectée par le plan ou le programme ;

- Les incidences environnementales susceptibles de découler de la mise en œuvre du plan ou du programme ;
- Toute mesure envisageable pour éviter, réduire et compenser les incidences négatives sur l'environnement ;
- Les mesures de suivi envisagées.

III. Contenu réglementaire du document

Actuellement, l'évaluation environnementale doit être conforme à l'article **R.104-11 du Code de l'Urbanisme modifié par le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021**.

Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 - art. 6 :

I.- Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

II. Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque :

1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;

2° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme intercommunal concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un dix-millième (0,1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha).

Conformément à l'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021, ces dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme pour lesquelles une décision

de dispense d'évaluation environnementale, prise par l'autorité environnementale en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, est intervenue avant son entrée en vigueur. Les autres procédures pour lesquelles une décision de l'autorité environnementale est intervenue en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme avant la date d'entrée en vigueur dudit décret restent régies par les dispositions antérieurement applicables.

Cette procédure est soumise à évaluation environnementale suite à l'examen au cas par cas de la MRAE. Etant donné que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, le projet est soumis à évaluation environnementale.

IV. Contexte de la procédure spécifique au projet

La procédure est soumise à évaluation environnementale au sens de l'article R.104-13 du Code de l'Urbanisme.

En effet, la déclaration de projet concerne un site qui emporte les mêmes effets qu'une révision, puisque le projet consiste à :

- Modifier le plan de zonage en classant les parcelles concernées, actuellement classées en zone mixte d'urbanisation future 2AUa depuis plus de 9 ans, en zone mixte dédiée à l'habitat, aux équipements et aux espaces publics et de loisirs.
- Modifier le règlement écrit par la création du règlement du secteur 1AUc
- Créer une orientation d'aménagement et de programmation sur la zone du projet.

V. Place de l'évaluation environnementale

L'élaboration d'un document d'urbanisme est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement. Ainsi, l'extension et la multiplication des zones constructibles à vocation résidentielle ou économique peut avoir des impacts négatifs (consommation d'espace, multiplication des transports, destruction d'habitats naturels, de sols agricoles, dégradation de paysages).

A l'inverse, le PLU en lui-même peut contribuer à maîtriser ces impacts (limitation des extensions et du mitage, choix pertinent des zones constructibles, réserves d'emprises foncières pour des équipements collectifs, protection d'éléments naturels, etc.).

L'objectif de cette évaluation est d'évaluer le plus tôt possible l'impact sur l'environnement des projets autorisés dans le PLU en amont de leur réalisation, afin de mieux prendre en compte les incidences éventuelles et d'envisager des solutions pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document d'urbanisme. C'est pourquoi, l'évaluation environnementale à travers le contenu détaillé ci-dessus, sera intégrée dans toutes les pièces du PLU. Cette évaluation, pour répondre au mieux à ses objectifs, sera présente tout au long de la procédure de mise en compatibilité de ce PLU.

PRESENTATION DES PROJETS

I. Objet de la mise en compatibilité

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire, la commune de Camiers soutient une opération à vocation d'habitat. Ce projet viendra renforcer l'offre du centre-ville de la commune en répondant aux besoins du territoire et en proposant des typologies de logements différentes. Ce projet est également lié à un enjeu de requalification des espaces ferroviaires en friche situés à l'est du centre-ville de Camiers. Ces espaces délaissés figurent dans la liste du Préfet de région dans le cadre de l'Engagement National Logement, ils sont mobilisables afin d'être cédés dans le cadre de la production de programmes sociaux. Le projet permettra également de mettre le pôle gare Dannes-Camiers au cœur du nouveau quartier mais également de revaloriser ses abords en créant une continuité jusqu'au centre-bourg.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a délibéré sur le lancement de la procédure de déclaration de projet au titre de l'intérêt général. Ce projet entraîne la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune, approuvée en juillet 2011.

En effet, le site du projet se situe dans la zone 2AUa qui est une « Zone mixte d'urbanisation future à longue échéance s'inscrivant en continuité du village de Camiers ». Cette zone peut être ouverte à l'urbanisation uniquement par modification du PLU.

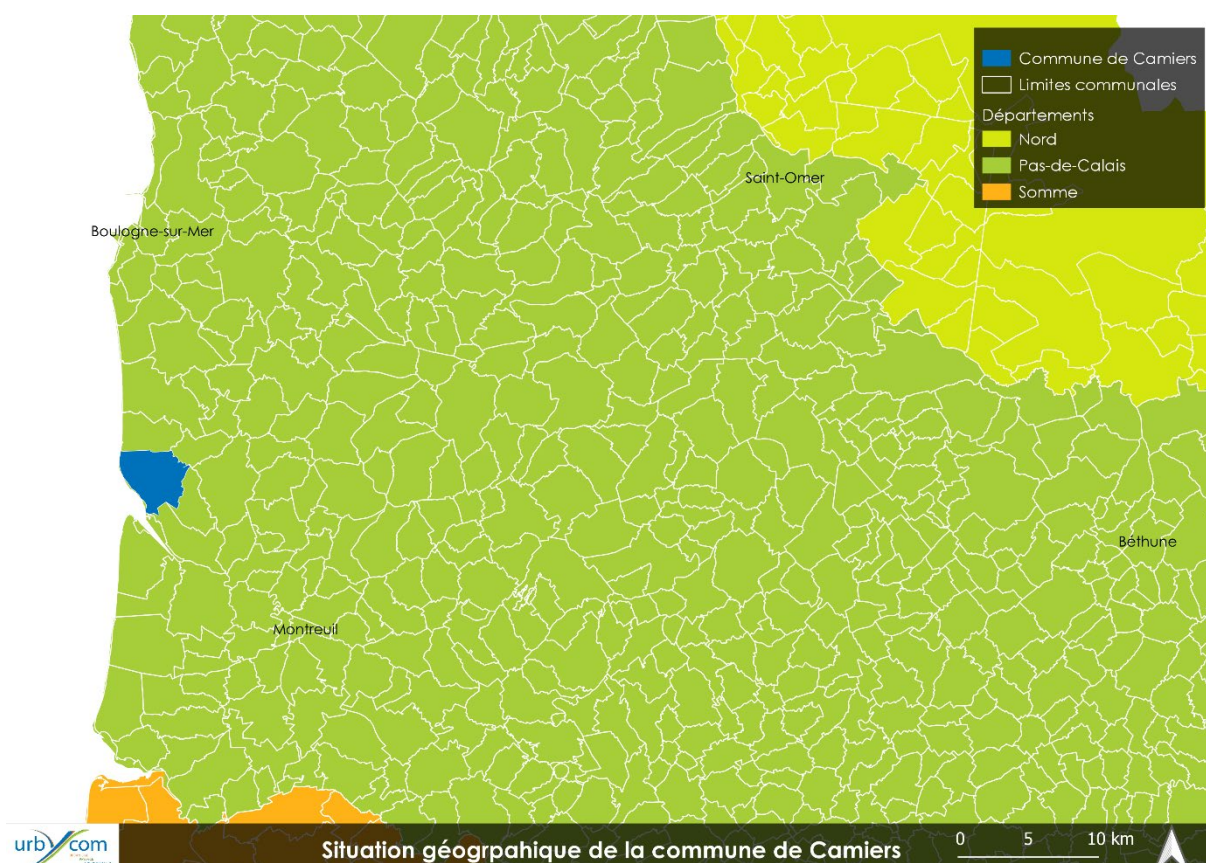
C'est dans ces conditions que la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois a décidé de mettre en œuvre cette procédure de déclaration de projet, prévue à l'article L.300-6 du code de l'Urbanisme, permettant ainsi de procéder aux adaptations du Plan Local d'Urbanisme.



II. Contexte géographique et administratif de la commune

La commune de Camiers se situe dans le département du Pas-de-Calais, dans la région Hauts-de-France. Elle est également incluse dans la Communauté de Communes des deux Baies en Montreuillois regroupant 46 communes.

Les pôles urbains les plus proches sont : Montreuil à environ 21 km, Abbeville à environ 62 km, Boulogne-sur-Mer à environ 22 km, Béthune à 105 km et Saint-Omer à environ 62 km.



Source : Cartographie Urbycom

III. Description du projet urbain

1. Description du projet

a. Localisation et accès au projet

Le projet se situe au centre de la commune de Camiers. Cette dernière est composée de deux entités : la station balnéaire de Sainte-Cécile et le centre-ville de Camiers, situé en retrait du littoral.

Le centre de Camiers représente la zone urbaine de la commune regroupant ainsi habitat, équipements, services et commerces. Le site de projet s'insère au cœur de cette zone. Le site de projet longe les rues de Boulogne et du Vieux Moulin ainsi que la voie ferrée desservant le pôle de Dannes-Camiers.



Source : Cartographie Urbycom

L'axe routier D148E6 traverse la commune et est le seul accès possible au site de projet. Des axes structurants, tels que la départementale D940 et l'autoroute A16, assurent les liaisons vers les pôles du département et hors de la région. Par ailleurs, la desserte entre Camiers centre et Sainte-Cécile est assurée par le boulevard de Sainte Cécile.

b. Parcelles concernées par le projet

Le projet ne concerne que deux parcelles : les parcelles AC402 et AC0004. Ces dernières ne seront qu'en parties utilisées pour le projet.

Par ailleurs, ces parcelles appartiennent au domaine privé de la SNCF. Elles constituent des terrains à vocation d'habitat mobilisables dans le cadre de l'Engagement National pour le logement (arrêté préfectoral d'août 2018). Ce foncier inexploité et laissé en friche peut être mobilisé pour la production d'une nouvelle offre de logement et notamment de logements sociaux selon la loi 2013-61, relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social.

2. Objectifs du projet

■ **Un projet adapté aux besoins des ménages sur le territoire**

Le projet peut justifier son utilité publique notamment pour la thématique habitat. En effet, cette opération consiste à réaliser un nouveau quartier confortant le centre de la commune de Camiers. Le projet permet également la réhabilitation d'une friche détenue par la SNCF.

La volonté de ce projet est de répondre aux besoins existants et futurs des habitants en termes de logements. Le programme sera mixte tant au niveau des typologies de logement que dans le fonctionnement de la zone. L'étude de faisabilité a montré un réel besoin en logement de grande taille de type T4 et T5 notamment pour permettre l'accueil de nouveaux ménages avec ou sans enfants. Afin d'assurer la mixité sociale de la zone, des logements aidés sont également prévus.

Par ailleurs, et étant donné sa proximité avec le centre-bourg, le projet prévoit la réalisation de commerces mais également l'intégration de jardins familiaux. Ces services permettront de conforter l'offre de la commune mais également de renforcer la cohésion au sein du quartier.

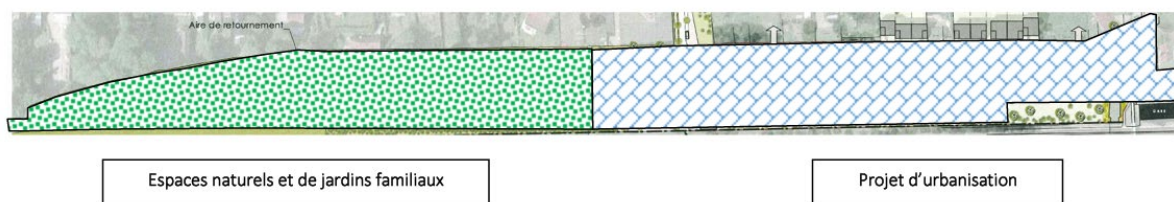
■ **La valorisation du cadre de vie**

En plus d'une vocation habitat, le projet s'inscrit dans un objectif de valorisation du cadre de vie urbain présentant une réelle utilité publique pour le territoire communal. En effet, les parcelles choisies pour le projet sont des parcelles de friches, actuellement non exploitées par la SNCF.

Cet espace, visible depuis les voies de circulation, n'est pas mis en valeur. En effet, étant non entretenu, la végétation y est libre. Cela a un effet dépréciateur du territoire communal et du parvis de la gare.



Dans le projet, la réhabilitation de cette friche sera accompagnée d'un travail paysager permettant une bonne intégration du projet dans son environnement. En effet, pour apporter une envergure à la fois paysagère, naturelle mais aussi sociale, le nouveau quartier est pensé pour être accompagné d'espaces naturels à aménager en jardins familiaux.



Extrait de la notice explicative

■ Réaménagement autour du pôle gare Dannes-Camiers

La réalisation du projet permettra également le réaménagement du pôle gare Dannes-Camiers. La place de cet équipement sera alors revalorisée et affirmée au centre de la commune. Actuellement, la gare est légèrement excentrée du centre de la commune de Camiers. La friche sur laquelle le projet va s'implanter cache en partie ce bâtiment. La position de la friche à proximité immédiate de la gare amplifie l'effet d'isolement du bâtiment.

L'opération d'aménagement projetée sur cette friche permettra de recréer une continuité urbaine jusqu'à la gare de Dannes-Camiers ainsi qu'une requalification des abords et plus particulièrement du parvis de la gare. L'enjeu est de profiter de cette opportunité pour faire de la gare de Dannes-Camiers un pôle gare tel que ceux de Rang-du-Fliers et d'Etaples-Le Touquet.

Plan masse (document de travail)



Extrait de l'étude de faisabilité – extrait du plan masse du projet réflexion. Implantations non opposables, traitements paysagers de suggestion

IV. Caractéristiques environnementales du projet d'extension

Le projet s'inscrit dans une zone ouverte à l'extension à long terme (et seulement après modification du PLU en vigueur). Cependant, le projet ne s'implantera que sur une surface de 3,86 ha au sein de cette zone 2AUa recouvrant quant à elle 10,90ha. Ce site est actuellement en friche et s'insère dans le tissu bâti de la commune, à proximité immédiate des axes routiers, des équipements et services.

Etant donné qu'il a déjà été artificialisé, le site de projet ne présente que peu d'enjeu et/ou risque majeur sur son périmètre.

SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

I. Milieu physique

1. Topographie

La commune Camiers se situe sur le littoral de la Côte d'Opale. Le territoire est caractérisé par un relief relativement plat et bas sur la partie ouest de la commune et par un relief plus marqué à l'est. Une pente globale de l'est du territoire communal vers l'ouest est observée.

Une zone de carrière, située au nord-est de la commune, marque également la topographie du territoire.

La zone de projet se situe au nord du territoire, à une altitude de comprise entre + 22,5 et + 25 mètres.



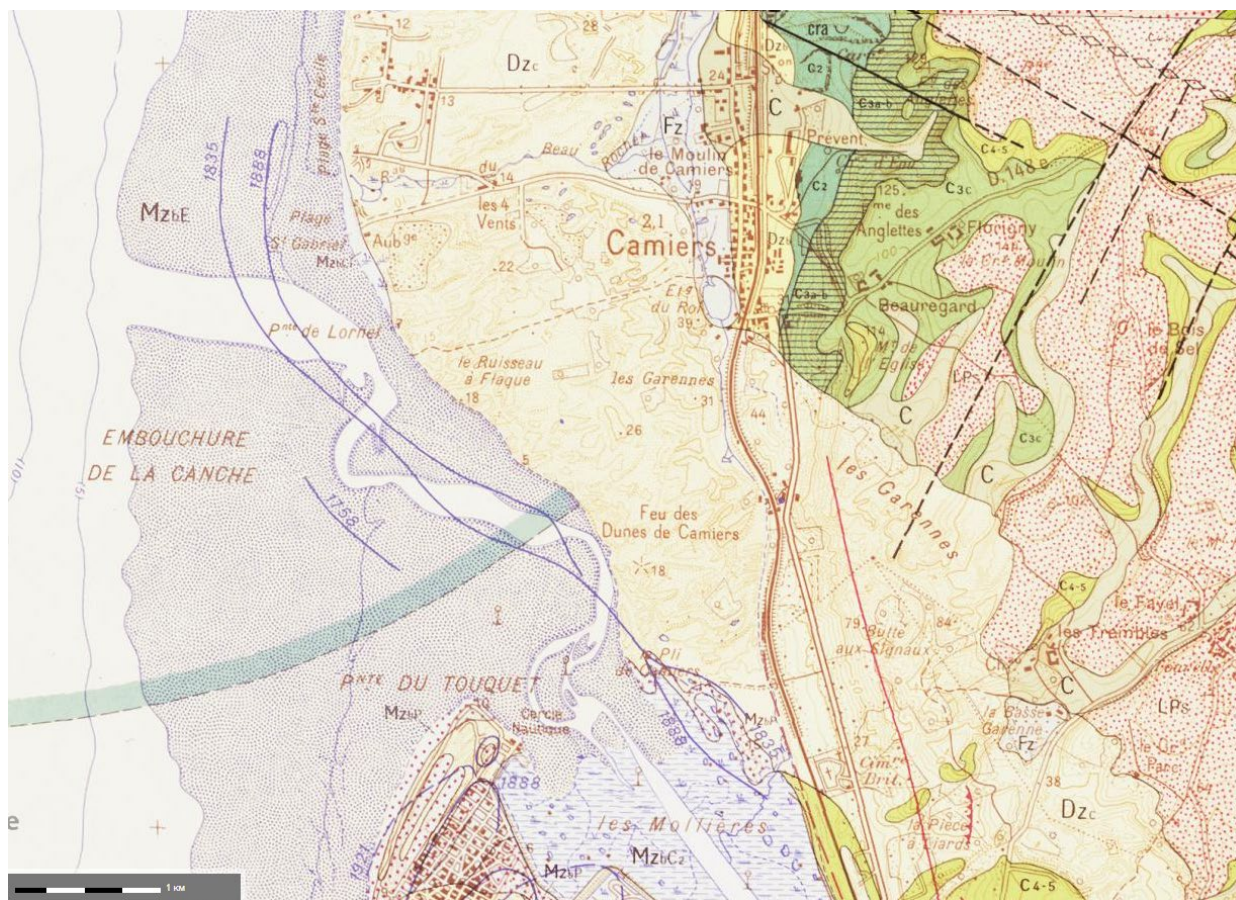
Source : Google Earth

2. Géologie et pédologie

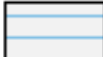


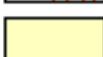
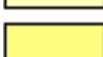
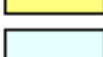
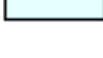
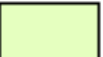



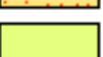


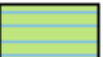

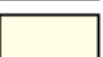
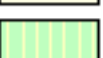
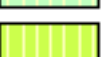
D'après le BRGM, les formations suivantes sont présentes sur le territoire communal :

- Marnes,
- Argiles à silex de l'Artois,
- Formations calcaires,
- Limons,
- Formations sableuses, ...

L'emprise du projet se situe entièrement sur un sol « brun calcaires à calcaires, argileux des reliefs peu accusés de la cuvette du Boulonnais ».



Feuille n°16 – Montreuil

	MzbC2 Sédiments de colmatage marin encore submergés par les hautes mers (molières)
	MzbC1 Sédiments de colmatage marin endigués ou déposés à l'abri des cordons littoraux et des dunes
	MzbP Dépôts marins sur la ligne de rivage, cordons littoraux et poulies
	Dzc Dunes littorales récentes
	Dzb Dunes littorales anciennes
	Fz Alluvions fluviales récentes
	Fy Alluvions fluviales anciennes: cailloutis de silex, sables et graviers
	C Colluvions de fond de vallées sèches et dépôts meubles sur les pentes
	LP "Limon des plateaux"
	LPs Limons rouges à silex
	c4-5 Sénonien, Craie blanche à silex
	c3c Turonien, Craie blanche à silex
	c3a-b Turonien, Craie marneuse
	c2 Cénomanien, Craie blanche à grise
	(Mzb) Zone marine: formations dunaires submergées (Flandrien terminal)
	(Mzb/n6-c2) Zone marine : Formation dunaire sur sables, puis calcaires gréseux
	(Mzb/c3-5) Zone marine : Formation dunaire sur craie
	(MzbE/n6-c2) Sable d'estran sur sables puis calcaires gréseux
	(MzbE/c3-5) Sable d'estran sur craie

Source : Bureau des Recherches Géologiques et Minières

II. Ressource en eau

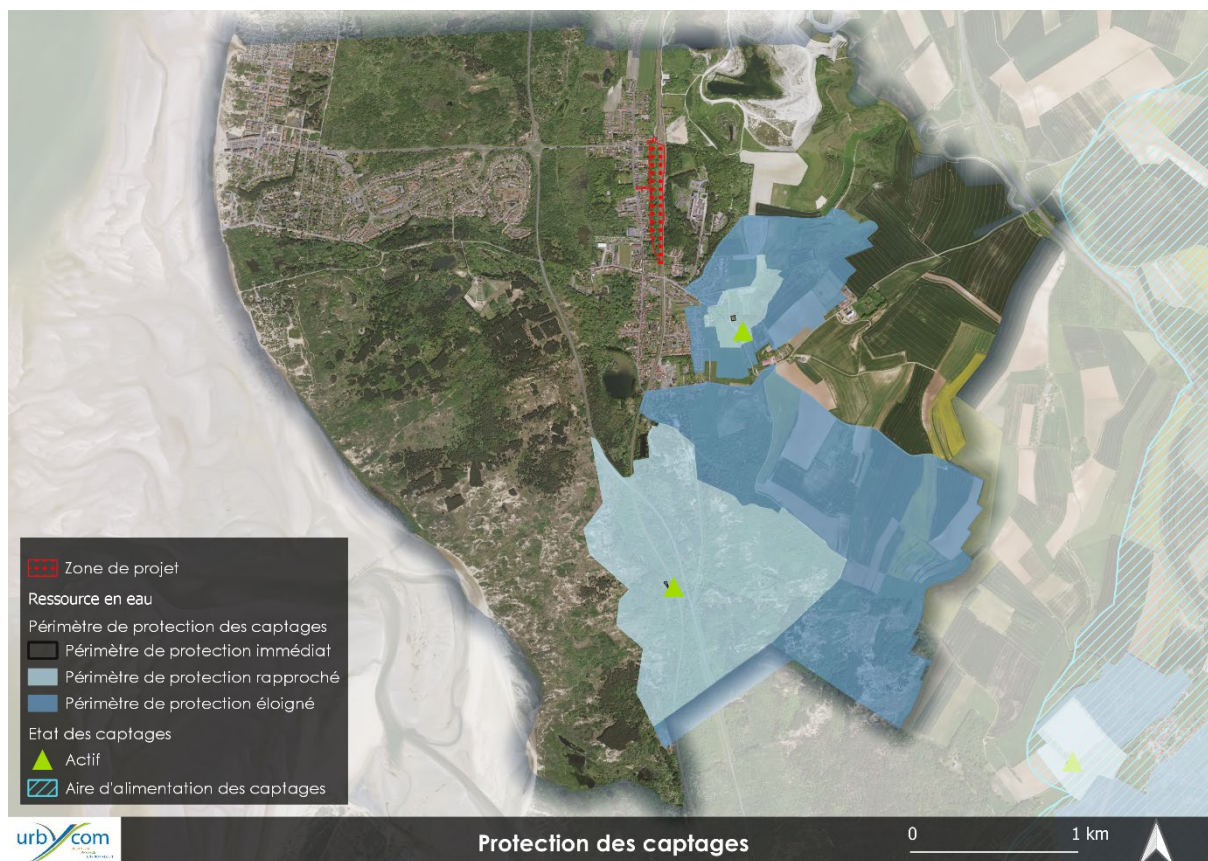
La commune se situe dans le bassin versant Artois-Picardie et sur la masse d'eau souterraine n°FRAG005 « Craie de la vallée de la Canche aval ». Elle est traversée par un réseau hydrographique composé notamment par les ruisseaux de Camiers, le Rohard et du Beau Rocher.

Par ailleurs, des zones à dominante humide sont présentes le long de ces cours d'eau et à proximité de la zone de projet. Ces zones sont recensées par le SDAGE Artois-Picardie. La zone de projet n'est pas concernée par ces éléments.



Source : Cartographie Urbycom

Le site du projet se situe à moins d'un kilomètre des deux captages en eau potable actifs présents sur le territoire communal et de leurs périmètres de protection. Aucune aire d'alimentation des captages n'est présente sur le territoire communal.



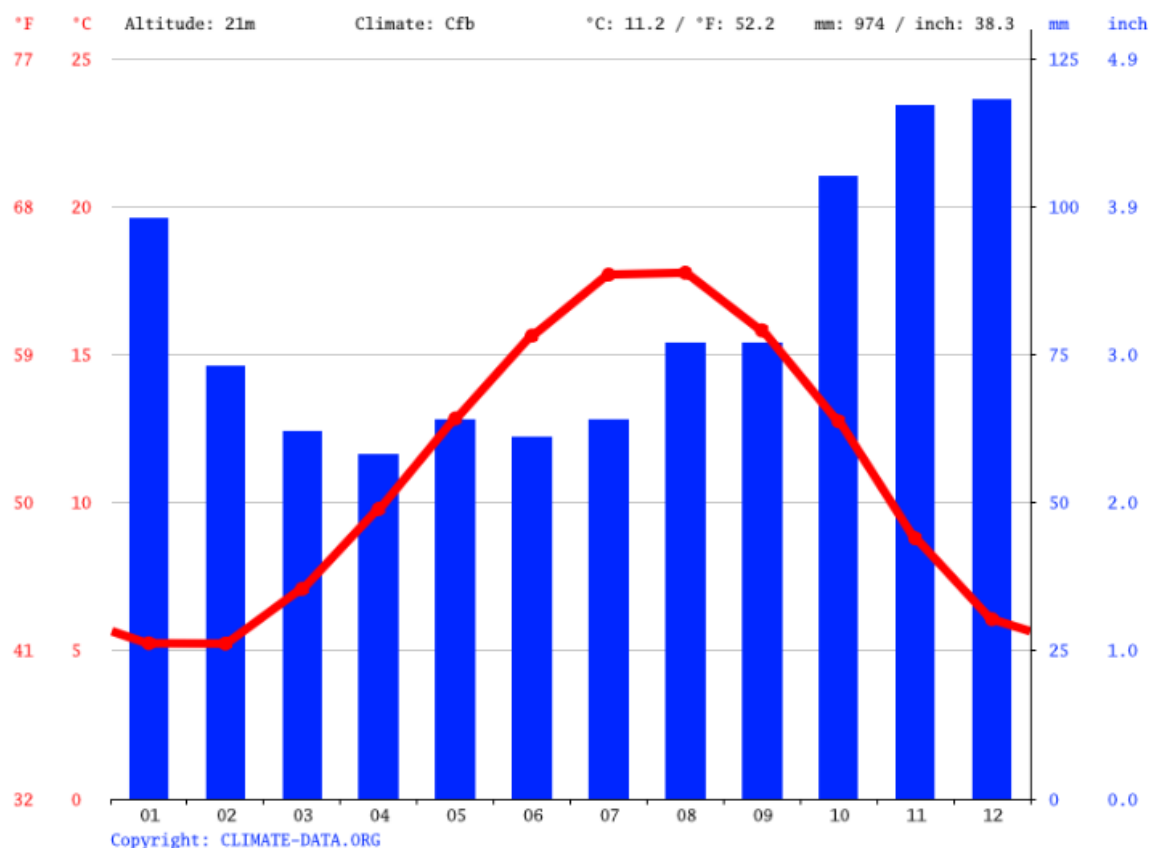
Source : Cartographie Urbycom

III. Climat

La commune de Camiers est concernée par un climat de type océanique, avec des températures douces et une pluviométrie relativement abondante.

En moyenne, les précipitations sont de 81 mm, avec une plus forte abondance pendant les mois d'hiver.

Diagramme ombrothermique



Source : Climate-data.org

Les températures sont douces avec des maximums relevés entre les mois de juin et septembre et des minimums relevés durant les mois d'hiver, entre décembre et février. La température moyenne est d'environ 11°C.

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Température moyenne (°C)	5.3	5.2	7.1	9.8	12.8	15.6	17.7	17.8	15.8	12.8	8.8	6.1
Température minimale moyenne (°C)	3.3	3.1	4.4	6.5	9.7	12.4	14.7	14.9	13.1	10.4	6.8	4.2
Température maximale (°C)	7.1	7.5	9.9	13.1	15.9	18.7	20.7	20.7	18.6	15.2	10.7	7.9
Précipitations (mm)	98	73	62	58	64	61	64	77	77	105	117	118
Humidité(%)	83%	81%	80%	76%	77%	76%	75%	76%	77%	80%	84%	83%
Jours de pluie (j/ée)	11	9	9	8	9	8	9	9	9	11	12	12
Heures de soleil (h)	3.5	4.4	5.9	8.3	8.8	9.7	10.1	9.3	7.3	5.5	4.0	3.6

Source : climate-data.org

IV. Milieu naturel

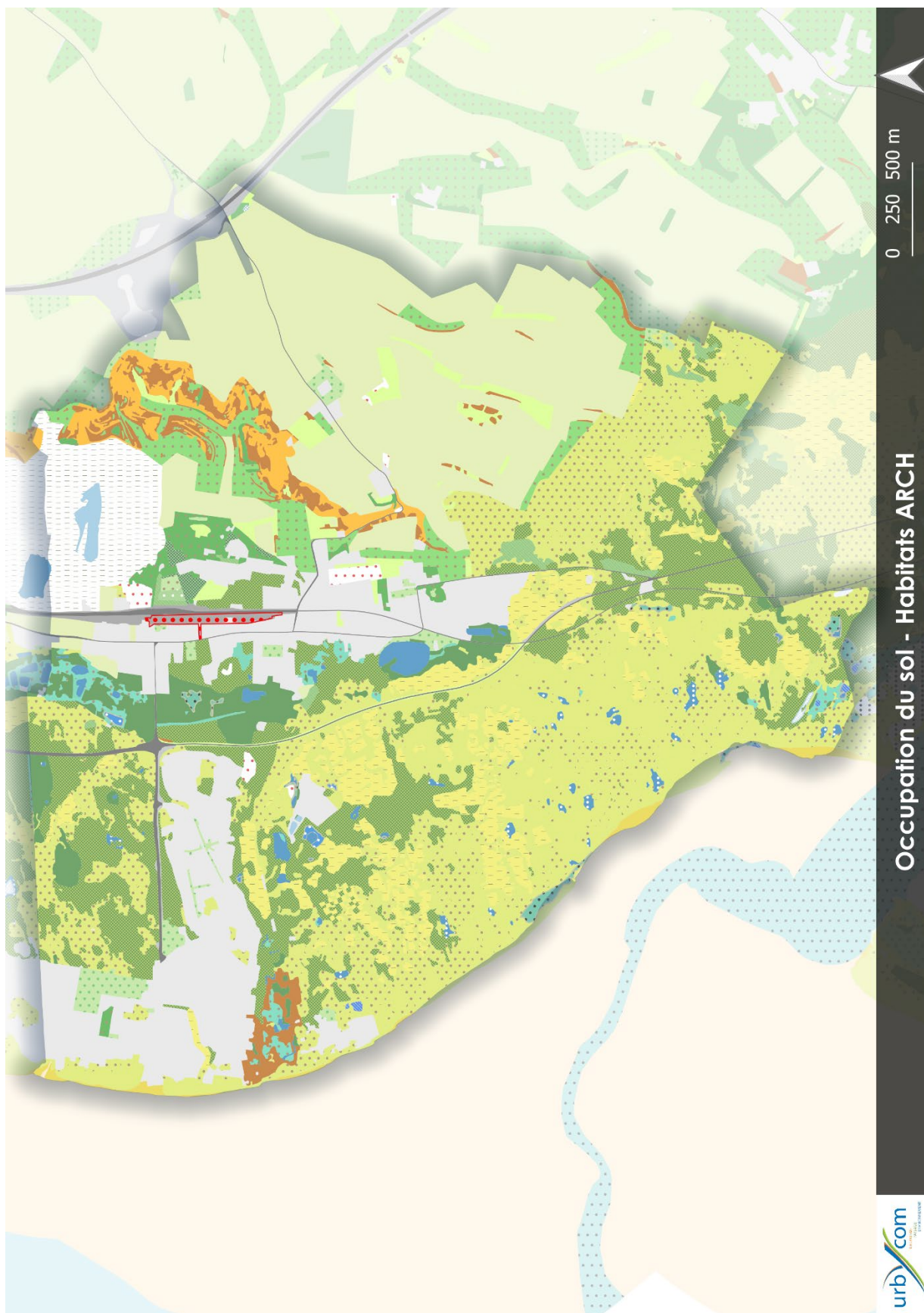
1. Description générale du site et des milieux naturels environnants

a. Habitats naturels

D'après le projet ARCH (*Assessing Regional Changes to Habitats*), la zone de projet est occupée principalement par des abords de réseaux ferrés, friches, réseaux ferrés et espaces urbanisés.

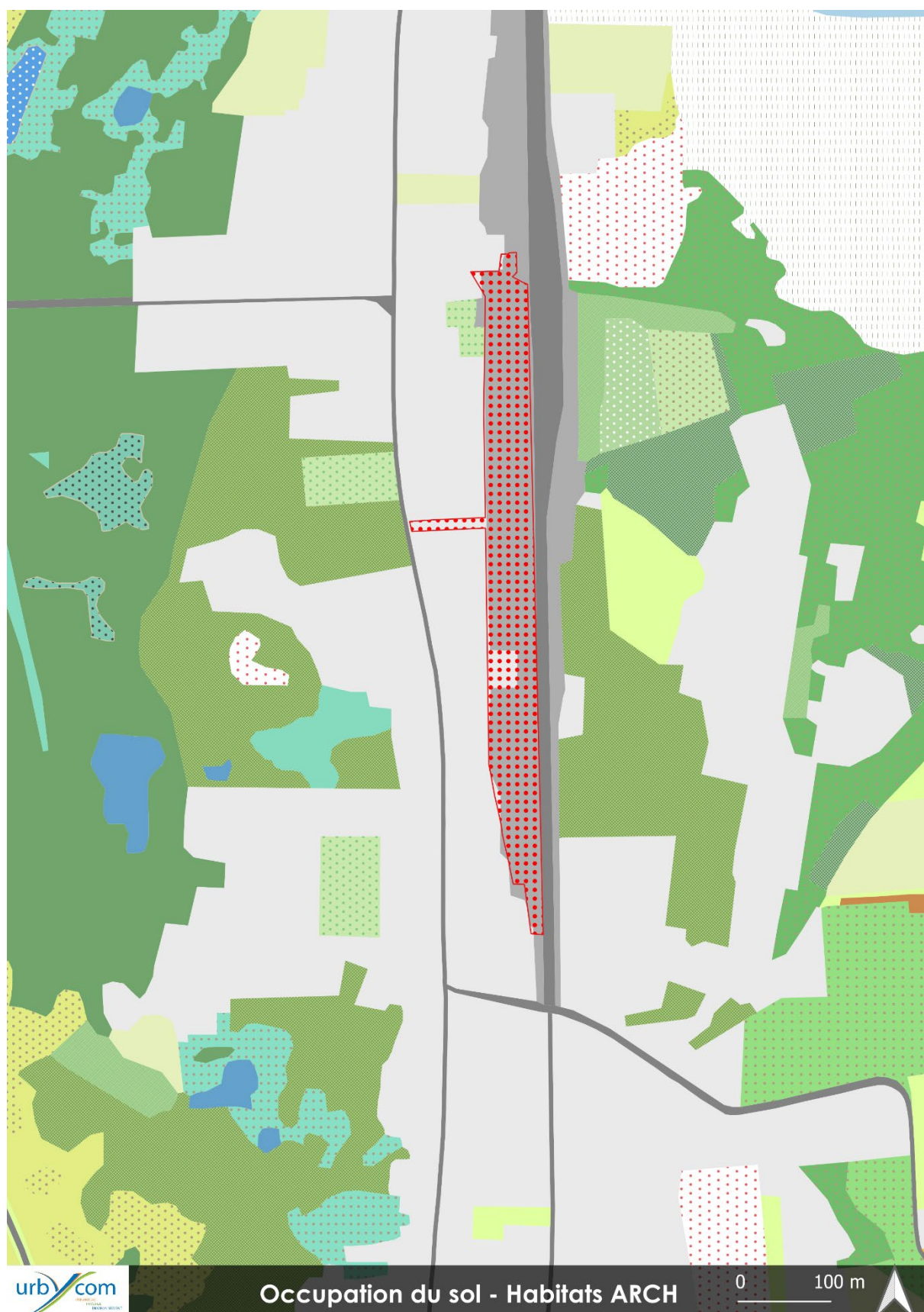
Habitats Arch

 Zone de projet	 Lagunes et réservoirs industriels
Occupation du sol - ARCH	 Lettes dunaires humides
 Abords de réseaux ferrés	 Lisières humides à grandes herbes
 Abords routiers	 Marais sales, pres sales (schorres), steppes et fourrés sur gypse
 Bas marais, tourbières de transition, sources	 Milieux aquatiques non marins
 Carrières en activité	 Parcs urbains et grands jardins
 Communautés amphibies	 Pâtures mesophiles
 Conifères sur dunes	 Plages de sable
 Cultures	 Plantations de conifères
 Dunes	 Plantations de peupliers
 Dunes avec fourrés, bosquets	 Plantations indéterminées
 Eaux courantes	 Prairies à fourrage des plaines
 Eaux douces	 Prairies humides
 Eaux saumâtres ou salées sans végétation	 Prairies mesophiles
 Eaux saumâtres ou salées végétalisées	 Réseaux ferrés
 Estuaires	 Réseaux routiers
 Feuillus sur dunes	 Steppes et prairies calcaires sèches
 Forêts caducifoliées	 Vasières et bancs de sable sans végétation
 Forêts riveraines, forêts et fourrés très humides	 Végétations aquatiques
 Fourrés	 Végétations de ceinture de bords des eaux
 Friches	 Vergers
 Galets ou vasières non végétalisées	 Villes, villages et sites industriels
 Jeunes plantations	



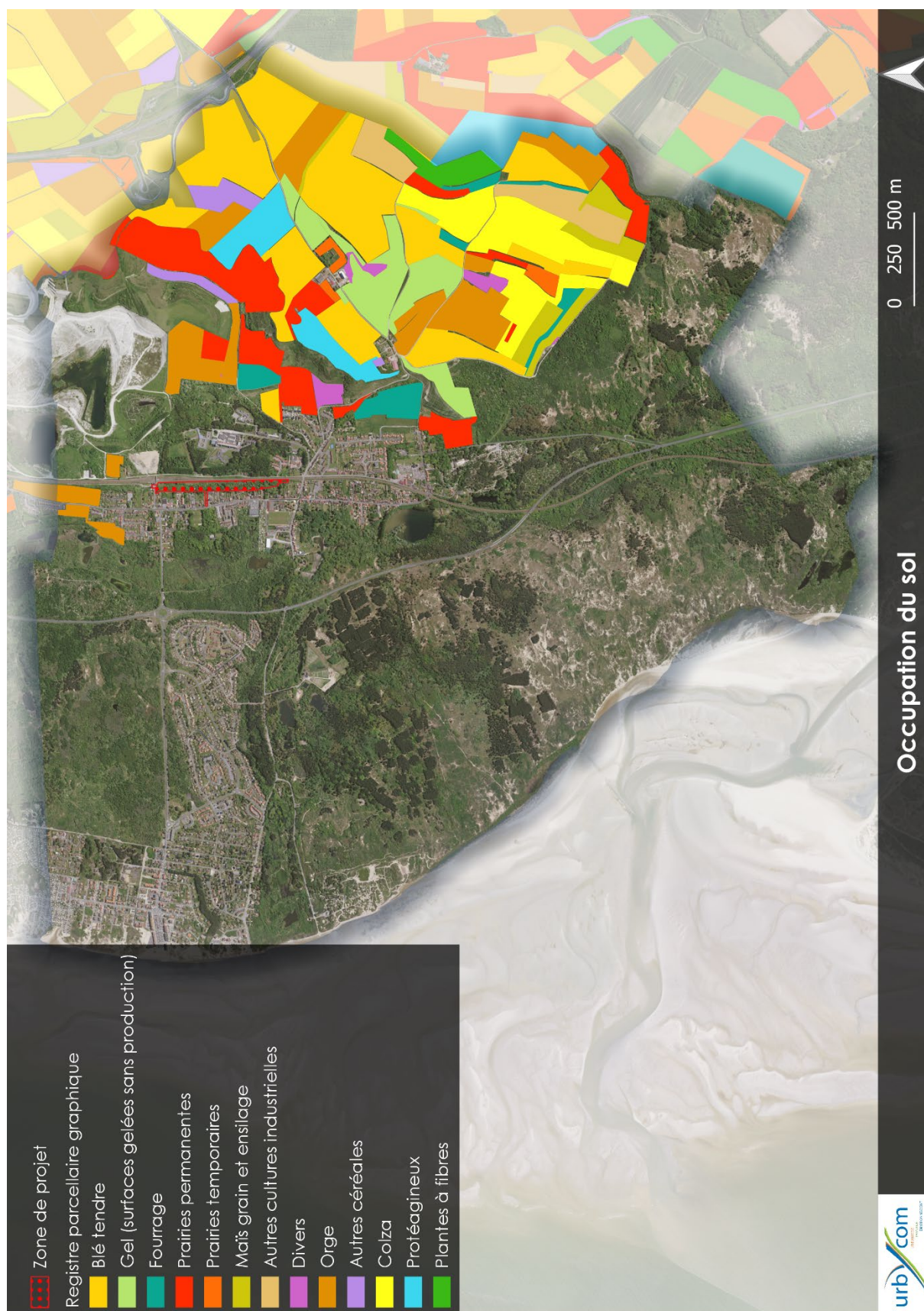
Source : Cartographie Urbyscom

Habitats Arch – Zoom sur la zone de projet



Source : Arch

b. Agriculture



Source : Cartographie Urbycom

L'emprise du projet s'étend entièrement sur des terres non cultivées. Le projet se situe à distance de tout espace cultivé et de toute prairie permanente.

2. Zones naturelles

a. Zones Natura 2000

Le territoire communal recense plusieurs sites Natura 2000. En effet, on recense une Zone de Protection Spéciale (ZPS) et trois Zones Spéciale de Conservation.

- **Zone Protection Spéciale :**
 - FR3110038 – « Estuaire de la Canche »

- **Zone Spéciale de Conservation :**
 - FR3102005 – « Baie de Canche et couloir des trois estuaires »
 - FR3100480 – « Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen »
 - FR3100483 – « Coteau de Dannes et de Camiers »



Source : Cartographie Urbycom

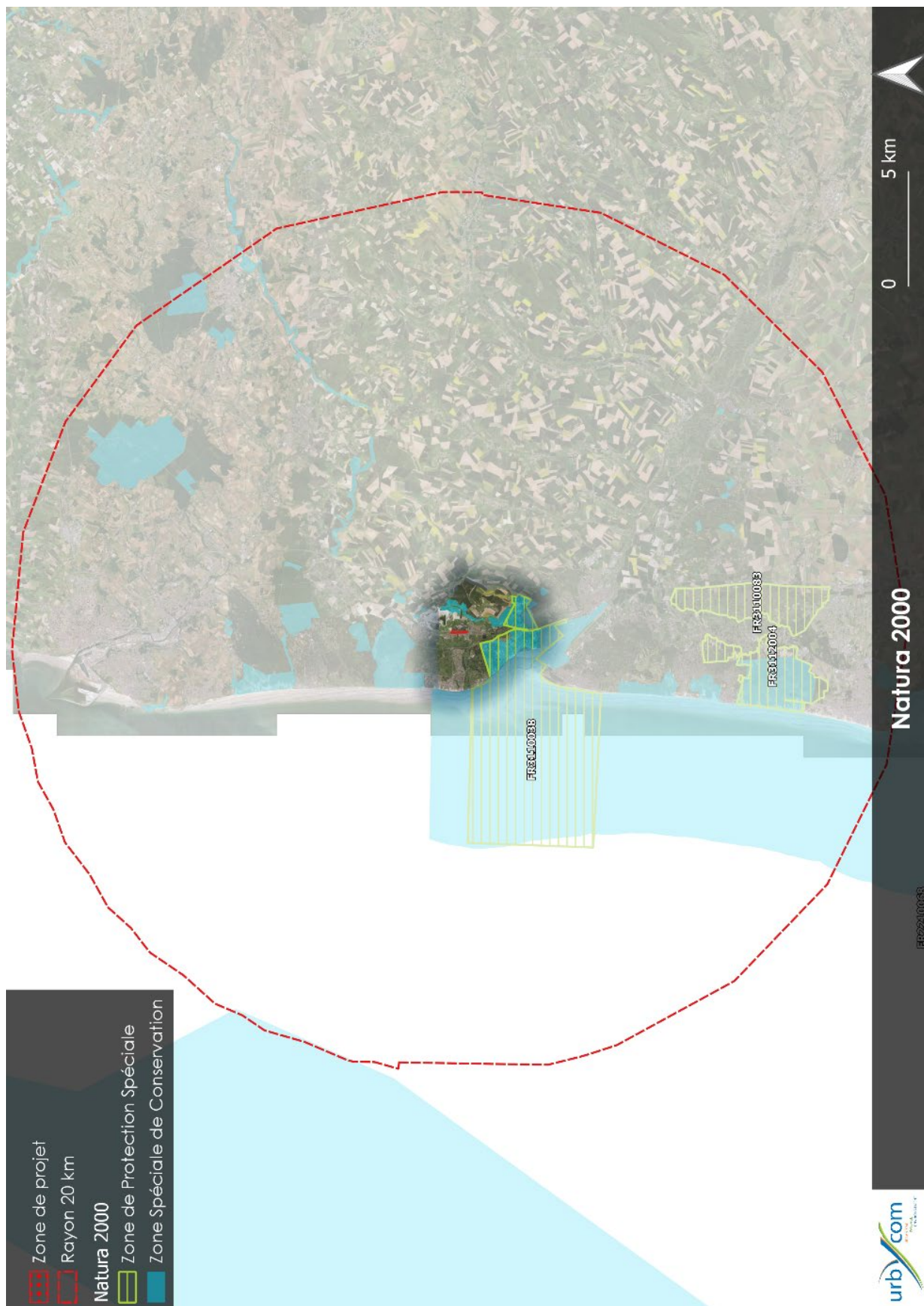
La zone de projet se situe à moins de 2 km de ces sites. Par ailleurs, dans un rayon de 20 km, on recense trois Zones de Protection Spéciale et neuf Zones Spéciales de Conservation.

- **Zone Protection Spéciale :**

- FR3110038 – « Estuaire de la Canche »
- FR3110083 – « Marais de Balançon »
- FR3112004 – « Dunes de Merlimont »

- **Zone Spéciale de Conservation :**

- FR3102005 – « Baie de Canche et couloir des trois estuaires »
- FR3100480 – « Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen »
- FR3100483 – « Coteau de Dannes et de Camiers »
- FR3102004 – « Ridens et dunes hydrauliques du détroit du Pas-de-Calais »
- FR3100484 – « Pelouses et bois neutrocalcicoles de la Cuesta Sud du Boulonnais »
- FR3100499 – « Forêts de Desvres et de Boulogne et bocage prairial humide du Bas-Boulonnais »
- FR3100481 – « Dunes et marais arrière-littoraux de la Plaine Maritime Picarde »
- FR3100482 – « Estuaire, dunes de l'Authie, Mollières de Berck et prairies humides arrière-littorales »
- FR3100491 – « Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil (62) »



Source : Cartographie Urbycom

ZPS	FR3110038	Estuaire de la Canche	780 m	5032 ha
Généralité : Sur ce site, les objectifs de protection sont orientés vers la pleine mer et l'estran sableux au pied de falaises et de dunes. Les estuaires picards constituent l'une des plus célèbres haltes européennes utilisées lors des flux migratoires par l'avifaune. Située en prolongement du littoral, de la Mer Baltique et de la Mer du Nord, les baies de Canche, de Somme et d'Authie représentent des sites primordiaux de la façade maritime occidentale.				
38 espèces inscrites à l'annexe I de la Directive oiseaux ont été recensées :				
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DO
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	PIII	LC	DOI
<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpré	PIII	EN	DOI
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais	PIII	NT	DOI
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	PIII	LC	DOI
<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	PIII	NT	DOI
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe	PIII	LC	DOI
<i>Charadrius alexandrinus</i>	Gravelot à collier interrompu	PIII	-	DOI
<i>Chlidonias niger</i>	Guifette noire	PIII	LC	DOI
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	PIII	-	DOI
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	PIII	-	DOI
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	PIII	CR	DOI
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	PIII	CR	DOI
<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	PIII	LC	DOI
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	PIII	EN	DOI
<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	-	-	DOI;DOII
<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	PIII	LC	DOI
<i>Gavia arctica</i>	Plongeon arctique	PIII	LC	DOI
<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin	PIII	LC	DOI
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	PIII	VU	DOI
<i>Haliaeetus albicilla</i>	Pygargue à queue blanche	PIII	NT	DOI
<i>Himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	PIII	VU	DOI
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain	PIII	LC	DOI
<i>Limosa lapponica</i>	Barge rousse	PIII	NAb	DOI
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	-	NAb	DOI;DOII
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir	PIII	NT	DOI
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	PIII	VU	DOI
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	PIII	LC	DOI
<i>Nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris	PIII	LC	DOI
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	PIII	CR	DOI
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	PIII	-	DOI
<i>Phalaropus lobatus</i>	Phalarope à bec étroit	PIII	LC	DOI
<i>Philomachus pugnax</i>	Combattant varié	PIII	EN	DOI
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	PIII	NT	DOI
<i>Porzana porzana</i>	Marouette ponctuée	PIII	LC	DOI
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	PIII	NT	DOI
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	PIII	LC	DOI
<i>Sterna paradisaea</i>	Sterne arctique	PIII	-	DOI
<i>Tringa glareola</i>	Chevalier sylvain	PIII	LC	DOI

ZPS	FR3110083	Marais de Balançon	9341 m	1007 ha
Généralité : Le marais de Balançon est situé entre les vallées de la Canche et de l'Authie dans un complexe de zones humides d'intérêt majeur, notamment pour l'accueil des oiseaux de passage. Il appartient à la plaine maritime picarde et fait partie des marais arrière-littoraux du sud-ouest du Pas-de-Calais.				
Le marais est composé de zones drainées (cultivées ou pâturées) dans ses zones périphériques et de zones tourbeuses au centre principalement utilisées pour la chasse à la hutte où plans d'eau, tremblants, roselières, gouilles et fossés s'entremêlent.				
Sur le site Natura 2000, les tourbières et bas marais dominent l'occupation du sol en couvrant environ 293 ha, soit 29% de la surface. Les prairies sont le deuxième type d'occupation du sol avec environ 194 ha, soit 19% de la surface du site et sont suivies par les plans d'eau (12%). 8 habitats élémentaires différents dont un prioritaire ont été identifiés sur les 300 hectares prospectés dans le cadre de l'élaboration du Document d'objectifs. L'essentiel de ces habitats est lié aux végétations aquatiques et hygrophiles d'une part et aux bas-marais alcalins d'autre part. En termes de surface cela représente au minimum 183ha, soit 62% de la surface de la zone prospectée. De nombreuses espèces exploitent cette zone, dont l'Orchis des marais et la Grenouille des champs, très rare dans la région.				
25 espèces inscrites à l'annexe I de la Directive oiseaux ont été recensées :				
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DO
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	PIII	VU	DOI
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais	PIII	VU	DOI
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	PIII	VU	DOI
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	PIII	LC	DOI
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	PIII	NT	DOI
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	PIII	LC	DOI
<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	PIII	NT	DOI
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	PIII	LC	DOI
<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon	PIII	-	DOI

<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	PIII	LC	DOI
<i>Gallinago media</i>	Bécassine double	PIV	NAb	DOI
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	PIII	CR	DOI
<i>Himantopus himantopus</i>	Échasse blanche	PIII	LC	DOI
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain	PIII	EN	DOI
<i>Limosa lapponica</i>	Barge rousse	-	-	DOI;DOIII
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir	PIII	LC	DOI
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	PIII	VU	DOI
<i>Nycticorax nycticorax</i>	Bihoreau gris	PIII	NT	DOI
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	PIII	VU	DOI
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	PIII	LC	DOI
<i>Philomachus pugnax</i>	Combattant varié	-	NAb	DOI;DOIII
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	PIII	NT	DOI
<i>Porzana porzana</i>	Marouette ponctuée	PIII	VU	DOI
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante	PIII	LC	DOI
<i>Tringa glareola</i>	Chevalier sylvain	PIII	-	DOI

ZPS	FR3112004	Dunes de Merlimont	10685 m	1033 ha
Généralité : Ce site alterne les dunes humides, les dunes blanches, les dunes grises, les dunes arborées, les dunes boisées. La zone de protection spéciale alterne des dunes humides, des dunes blanches, des dunes grises, des dunes arborées, des dunes boisées qui permettent d'accueillir une grande diversité d'oiseaux. 80 espèces d'oiseaux se reproduisent sur le site (Bondrée apivore, râle des genêts, Engoulevent d'Europe, Pic noir), 44 espèces sont considérées comme hivernantes et 163 espèces migratrices ont été vues sur le site.				
14 espèces inscrites à l'annexe I de la Directive oiseaux ont été recensées :				
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DO
<i>Acrocephalus paludicola</i>	Phragmite aquatique	PIII	-	DOI
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	PIII	VU	DOI
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais	PIII	VU	DOI
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	PIII	VU	DOI
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe	PIII	LC	DOI
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	PIII	EN	DOI
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	PIII	NT	DOI
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	PIII	LC	DOI
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir	PIII	LC	DOI
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	PIII	LC	DOI
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir	PIII	LC	DOI
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	PIII	VU	DOI
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	PIII	LC	DOI
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche	PIII	NT	DOI
<i>Acrocephalus paludicola</i>	Phragmite aquatique	PIII	-	DOI
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	PIII	VU	DOI
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais	PIII	VU	DOI
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	PIII	VU	DOI
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe	PIII	LC	DOI
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	PIII	EN	DOI
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	PIII	NT	DOI
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin	PIII	LC	DOI
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir	PIII	LC	DOI
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette	PIII	LC	DOI
<i>Luscinia svecica</i>	Gorgebleue à miroir	PIII	LC	DOI

ZSC	FR3102005	Baie de Canche et couloir des trois estuaires	2570 m	33306 ha
Généralité : Situé au large de la côte sableuse picarde et du sud du Pas-de-Calais, le site "Baie de Canche et couloir des trois estuaires", d'une surface d'environ 330 km2, permet de compléter le réseau Natura 2000 existant qui couvre d'ores et déjà la baie de Somme, une partie de la baie d'Authie et de la baie de Canche, et les massifs dunaires du littoral. Ce site se caractérise par un complexe d'estuaires et d'estrans vaseux en connexion écologique. Ce complexe est majeur à l'échelle de la façade. Il joue un rôle essentiel de nurserie de poissons et constitue, pour les poissons amphihalins, la limite amont des niches écologiques en estuaire. Les estuaires concernés présentent l'ensemble des habitats atlantiques caractéristiques de la slikke et du shorre, soit plus d'une vingtaine de groupements, dont certains très remarquables et fragiles, liés aux contacts des dunes et prés salés et dépendants des degrés de salinité. Le site se justifie également par la présence de trois espèces de mammifères marins d'intérêt communautaire qui fréquentent régulièrement ce secteur, comme le Phoque veau-marin, sédentaire et reproducteur en baie de Somme, le Phoque gris présent hors période de reproduction et le Marsouin commun, dont la fréquentation est moins bien connue.				
6 habitats inscrits à l'annexe I de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensés :				
Code	Nom			Surface
1110	Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine			29309
1130	Estuaires			666
1140	Replats boueux ou sableux exondés à marée basse			2664
1210	Végétation annuelle des laissés de mer			33,31
1310	Végétations pionnières à <i>Salicornia</i> et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses			0,1

1330	Prés-salés atlantiques (<i>Glauco-Puccinellietalia maritimae</i>)				0,1	
7 espèces inscrites à l'annexe II de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensées :						
Nom scientifique		Nom vernaculaire		Protection	LRN	DHFF
Alosa alosa		Grande alose, Alose vraie		PI	CR	DHII;DHIV
Lampetra fluviatilis		Lamproie de rivière		PI	VU	DHII;DHIV
Petromyzon marinus		Lamproie marine		PI	EN	DHII;DHIV
Salmo salar		Saumon de l'Atlantique		PI	NT	DHII;DHIV
Halichoerus grypus		Phoque gris		PIII	NT	DHII
Phoca vitulina		Phoque veau marin		PIII	NT	DHII
Phocoena phocoena		Marsouin commun		PII	NT	DHII;DHIV

ZSC	FR3100480	Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen	768 m	1021 ha
-----	-----------	--	-------	---------

Généralité : Les intérêts spécifiques de ce vaste site résident dans le regroupement de tous les types de côtes existant sur le littoral du Nord de la France :

- L'estuaire de la baie de Canche : c'est le seul estuaire de type picard ayant conservé une rive nord, "le musoir", indemne de tout endiguement et altération notable, constituant ainsi, un site unique que l'on peut qualifier d'exceptionnel avec son système complexe de contre poulrier du Pli de Camiers, associé par ailleurs à un vaste ensemble de dunes plaquées sur l'ancienne falaise crétacique.
- Les dunes médiévales et contemporaines récentes, d'altitude faible à moyenne (5 à 30 m) ; elles sont creusées de plus ou moins vastes dépressions inondables où affleure la nappe d'eau douce.
- Les dunes plus anciennes, plaquées sur l'ancienne falaise de craie culminant à 151 m au Mont Saint-Frieux ou pénétrant vers l'intérieur des terres et recouvrant, vers le Nord, les affleurements jurassiques du Boulonnais (placages sableux du Val d'Ecault).
- La falaise d'Equihen représentant après le site du Cap Gris Nez, un des deux plus remarquables exemples, à l'échelle du littoral français, de falaise jurassique d'argiles, de marnes et de grès du Kimméridgien. - les marais littoraux

30 habitats inscrits à l'annexe I de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensés :

Code	Nom	Surface
1130	Estuaires	26,5
1140	Replats boueux ou sableux exondés à marée basse	7,81
1170	Récifs	4,65
1210	Végétation annuelle des laissés de mer	4,39
1220	Végétation vivace des rivages de galets	0,1
1230	Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques	4,28
1310	Végétations pionnières à <i>Salicornia</i> et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses	0,05
1330	Prés-salés atlantiques (<i>Glauco-Puccinellietalia maritimae</i>)	6,75
2110	Dunes mobiles embryonnaires	2,72
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à <i>Ammophila arenaria</i> (dunes blanches)	71
2130	Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)	132,64
2160	Dunes à <i>Hippophaë rhamnoides</i>	303,62
2170	Dunes à <i>Salix repens</i> spp. <i>argentea</i> (<i>Salicion arenariae</i>)	6,76
2180	Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale	477,61
2190	Dépressions humides intradunaires	15,93
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflorae</i> et/ou des <i>Isoeto-Nanojuncetea</i>	0,45
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.	0,08
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>	3,41
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)	13,77
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	1,14
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	10,94
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	11
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	0,21
7140	Tourbières de transition et tremblantes	0,7
7230	Tourbières basses alcalines	0,09
91D0	Tourbières boisées	0,09
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	19,14
9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>)	34,35
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>	8,03
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>	1,78

9 espèces inscrites à l'annexe II de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensées :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Halichoerus grypus</i>	Phoque gris	PIII	NT	DHII
<i>Phoca vitulina</i>	Phoque veau marin	PIII	NT	DHII
<i>Euplagia quadripunctaria</i>	Ecaille chinée	-	-	DHII

<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	PIII	LC	DHII
<i>Liparis loeselii</i>	Liparis de Loesel	PNi	NT	DHII
<i>Vertigo angustior</i>	Vertigo étroit	-	-	DHII
<i>Triturus cristatus</i>	Triton crête	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreilles échancrées	PII	LC	DHII;DHIV

ZSC	FR3100483	Coteau de Dannes et de Camiers	806 m	97 ha
Généralité : Falaise crayeuse fossile en situation sous-littorale, avec séquences géologiques et géomorphologiques exceptionnelles au niveau de coteaux abrupts festonnés occupés par un "complexe dynamique pelousaire ou d'origine pelousaire", dominant un vaste complexe dunaire littoral.				
Pelouses boulonnaises d'influence maritime comportant notamment :				
<ul style="list-style-type: none">Un type d'habitat uniquement représenté en France dans le Boulonnais et proche des pelouses anglaises de Douvres qui forment avec les pelouses de Scandinavie une unité phytosociologique particulière (pelouses calcicoles occidentales du Nord de l'Europe). Il s'agit du noyau majeur avec le site du Cap Blanc-Nez de la série calcicole centrée sur la pelouse thermoatlantique xérophile du <i>Thymo drucei</i> - <i>Festucetum hirtulae</i> subass. <i>hippocrepidetosum comosae</i>, celle-ci occupant une grande partie du site.Une pelouse marnicole hygrophile à la base de ce coteau, également endémique des collines boulonnaises et rapportée à la sous-association thermophile du <i>Succiso pratensis-Brachypodietum pinnati</i> (subass. <i>hippocrepidetosum comosae</i>).				
Intérêt floristique majeur avec, en particulier, un cortège important d'espèces végétales protégées et/ou menacées dont certaines rarissimes à l'échelle française (<i>Gentianella amarella</i> , <i>Euphrasia tetraquetra</i>).				
Trois habitats inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » sont recensés :				
Code	Nom			Ha
5130	Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires			8,49
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)			53,8
6510	Pelouses maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)			0
Quatre espèces inscrites à l'annexe II de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » ont été inventoriées sur la ZSC :				
Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	PIII	LC	DHII;DHIV
<i>Erucastrum supinum</i>	Sisymbre couché	PNi	NT	DHII
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Petit Rhinolophe	PIII	NT	DHII;DHIV
<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreilles échancrées	PIII	LC	DHII;DHIV

ZSC	FR3100484	Pelouses et bois neutrocalcicoles de la Cuesta Sud du Boulonnais	6265 m	97 ha	
Généralité : Ce site forme une côte crayeuse festonnée dominant le bocage du Bas-Boulonnais et correspondant à la partie Sud de la cuesta qui délimite cette boutonnière. Il rassemble les deux séries calcicoles majeures de la partie occidentale du Haut-Boulonnais crayeux. L'une de ces séries, rattachée à la pelouse littorale du <i>Thymo drucei-Festucetum hirtulae</i> , principalement la subass. thermophile <i>hippocrepidetosum comosae</i> , occupe les affleurements crayeux secs du Sénonien et du Turonien supérieur, en haut de coteau et apparaît en relation directe avec des fragments de forêts neutro-calcicoles. L'autre, plus mésophile et rattachée à la pelouse littorale marnicole du <i>Succiso pratensis-Brachypodietum pinnati</i> , correspond aux craies marneuses fraîches du Turonien moyen et inférieur du versant et du bas de pente. Cette série s'inscrit dans les potentialités neutrophiles à neutrocalcicoles de la Frénaie - Acéraie à Mercuriale vivace (<i>Mercurialis perennis-Aceretum campestris</i>), climax édaphique original des collines crayeuses du Nord-Ouest de la France. Ainsi, la cuesta Sud peut-elle être considérée comme tout à fait représentative de ces deux séries calcicoles xérothermes à mésothermes sur craie, l'ensemble des stades dynamiques (pelouses-ourlets, ourlets, fourrés, manteaux et forêts) étant particulièrement bien développés spatialement et d'une réelle diversité floristique.					
Sept habitats inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » sont recensés :					
Code	Nom			Ha	
5130	Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires			0,9	
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometalia</i>) (* sites d'orchidées remarquables)			23,65	
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin			0	
6510	Pelouses maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)			3	
7220	Sources pétrifiantes avec formation de travertins (<i>Cratoneurion</i>)			0,03	
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>			210	
9180	Forêts de pentes, éboulis ou ravins du <i>Tilio-Acerion</i>			0,3	
Une seule espèce inscrite à l'annexe II de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » a été inventoriée sur la ZSC :					
Nom scientifique		Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Euphydryas aurinia</i>		Damier de la Succise	PIII	LC	DHII

ZSC	FR3100481	Dunes et marais arrière-littoraux de la Plaine Maritime Picarde	9670 m	1021 ha
Généralité : Vaste système dunaire associé à un exceptionnel complexe de tourbières basses alcalines encore actives, qui témoigne de toute l'histoire géologique et géomorphologique de la Plaine maritime picarde depuis les dernières glaciations (formation de tourbes en système lagunaire, déplacement et remaniement de grandes dunes paraboliques marquant les transgressions flandriennes et dunkerquiennes). Parmi la vingtaine d'habitats d'intérêt communautaire caractéristiques de l'hygrosère dunaire nord-atlantique, nous insisterons sur les plus précieux d'entre tous car en voie de disparition dans la plupart des systèmes dunaires où ils sont potentiels : Bas-marais dunaire alcalin du				

Carici trinervis-Schoenetum nigricantis, Végétation oligotrophe amphibie de haut niveau du *Carici scandinavicae-Agrostietum maritimi*, un des habitats préférentiels de *Liparis loeselii* en système dunaire, Végétation oligotrophe amphibie de bas-niveau du *Samolo valerandi-Littorelletum uniflorae*, et bien sûr la plus vaste forêt naturelle hygrophile sur sables du littoral français (*Ligustro vulgaris-Betuletum pubescentis*).

Malgré leur valeur actuelle, les différents systèmes dunaires proposés ne représentent encore qu'une partie du plus vaste complexe écologique de dunes et de marais arrière littoraux des plaines du Nord-Ouest de l'Europe témoignant de l'histoire géomorphologique de la plaine maritime picarde correspondant à la proposition scientifique initiale. Le site retenu ne prendra donc toute sa valeur et ne deviendra unique sur le plan européen que si l'exceptionnel complexe de tourbières basses alcalines des marais arrière- littoraux de Cucq et de Merlimont lui est bien associé à terme au titre de la directive Habitats.

14 habitats inscrits à l'annexe I de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensés :

Code	Nom	Surface
1210	Végétation annuelle des laissés de mer	1,99
2110	Dunes mobiles embryonnaires	0,12
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à <i>Ammophila arenaria</i> (dunes blanches)	114,35
2130	Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)	101,6
2160	Dunes à <i>Hippophaë rhamnoides</i>	111,7
2180	Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale	355,05
2190	Dépressions humides intradunaires	55,07
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	0,19
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	2,05
2410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinia caerulea</i>)	2,99
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	0,27
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	18,37

7 espèces inscrites à l'annexe II de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensées :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Liparis loeselii</i>	Liparis de Loesel	PNI	NT	DHII
<i>Triturus cristatus</i>	Triton crêté	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Leucorrhinia pectoralis</i>	Leucorrhine à gros thorax	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Vertigo angustior</i>	Vertigo étroit	-	-	DHII
<i>Vertigo moulinsiana</i>	Vertigo de Des Moulins	-	-	DHII

ZSC	FR3100482	Estuaire, dunes de l'Authie, Mollières de Berck et prairies humides arrière-littorales	12240 m	193 ha
-----	-----------	--	---------	--------

Généralité : Ensemble écologique littoral complexe d'une grande originalité géomorphologique et écologique :

- système dunaire moyennement développé avec xérosère et hygrosère présentant cependant la plupart des communautés végétales typiques du système dunaire nord-atlantique,
- système prairial arrière-littoral avec mosaïque de prairies mésotrophes subsaumâtres ou tourbeuses des Mollières de Berck, d'une extrême qualité floristique et phytosociologique et hébergeant de nombreuses espèces et habitats très rares et menacés, dont l'Ache rampante (espèce végétale de l'annexe II) aux populations particulièrement développées ici.

Quinze habitats inscrits à l'annexe I de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » sont recensés :

Code	Nom	Ha
1140	Replats boueux ou sableux exondés à marée basse	25,55
1210	Végétation annuelle des laissés de mer	0,19
2110	Dunes mobiles embryonnaires	0,75
2120	Dunes mobiles du cordon littoral à <i>Ammophila arenaria</i> (dunes blanches)	13,98
2130	Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)	5,02
2160	Dunes à <i>Hippophaë rhamnoides</i>	13,26
2170	Dunes à <i>Salix repens</i> spp. <i>argentea</i> (<i>Salicion arenariae</i>)	0
2180	Dunes boisées des régions atlantique, continentale et boréale	22,44
2190	Dépressions humides intradunaires	0
3110	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (<i>Littorelletalia uniflorae</i>)	0,23
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp	0,09
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	0
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	0,62
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	1,81
7230	Tourbières basses alcalines	16,02

Quatre espèces inscrites à l'annexe II de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » ont été inventoriées sur la ZSC :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Helosciadium repens</i>	Ache rampante	PNI	EN	DHII
<i>Phoca vitulina</i>	Phoque veau marin	PIII	NT	DHII
<i>Vertigo angustior</i>	Vertigo étroit	-	-	DHII
<i>Triturus cristatus</i>	Triton crêté	PII	NT	DHII;DHIV

ZSC	FR3100491	Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St-Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil	11445 m	60 ha	
Généralité : Deux entités peuvent être différenciées au sein du site : les écosystèmes landicoles et associés de Sorrus/Saint-Josse d'une part, et les sites à chiroptères de Montreuil-sur-mer d'autre part. Les systèmes landicoles se développent sur le plateau de Sorrus/St Josse et le feuilletage stratigraphique permet l'existence de nombreux ruisseaux et mares alimentés par des nappes perchées. Cette singularité hydrogéologique a favorisé le développement de végétations très originales que l'on retrouve que sur quelques sites du Nord de la France. Les nombreuses végétations différentes en mosaïque forment, de fait, des paysages très particuliers qui ont été façonnés par des siècles de pratiques respectueuses de l'environnement : pastoralisme extensif, exploitation raisonnée de la terre de bruyère ou de l'argile pour la poterie...Ces usages confortent la valeur patrimoniale du site en lui donnant une dimension historique et culturelle. Au niveau floristique l'intérêt du site est également majeur avec la présence d'espèces en station unique dans le Nord-Pas-de-Calais (Scirpe cespiteux, Millepertuis des marais, Rynchospora blanc, Rynchospora brun) mais aussi de 29 espèces menacées de disparition ou vulnérables et de 25 espèces protégées. A cet égard, le complexe d'habitats liés au système landicole nord - atlantique abrite des végétations rarissimes toutes menacées et en voie de disparition (<i>Calluna vulgaris</i> - <i>Ericetum tetralicis</i> , <i>Hyperico elodis</i> - <i>Potametum polygonifolii</i> , <i>Rynchosporion albae</i> à <i>Rynchospora alba</i> et <i>R. fusca</i> , <i>Junco acutiflori</i> - <i>Molinietum caeruleae</i> , végétations à <i>Radiola linoides</i> et <i>Centunculus minimus</i>). Les remparts de la ville fortifiée de Montreuil-sur-mer offrent quant à eux un refuge indispensable pour l'hibernation de dix espèces de chauves-souris dont trois sont inscrites en annexe II de la Directive Habitats : le Grand Rhinolophe, le Grand Murin et le Murin à oreilles échancrées.					
14 habitats inscrits à l'annexe I de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensés :					
Code	Nom			Surface	
3110	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (<i>Littorelletalia uniflorae</i>)			0,03	
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>			0	
4010	Landes humides atlantiques septentrionales à <i>Erica tetralix</i>			1,51	
4030	Landes sèches européennes			0,17	
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)			1,27	
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinietum caeruleae</i>)			2,88	
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin			0,83	
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)			0	
7150	Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>			0	
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)			0,93	
9120	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>)			2,3	
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>			2,72	
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>			0,62	
9190	Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à <i>Quercus robur</i>			2,78	
5 espèces inscrites à l'annexe II de la directive Faune, Flore et Habitats ont été recensés :					
Nom scientifique		Nom vernaculaire	Protection	LRN	DHFF
<i>Myotis myotis</i>		Grand Murin	PII	LC	DHII;DHIV
<i>Triturus cristatus</i>		Triton crêté	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>		Grand Rhinolophe	PII	NT	DHII;DHIV
<i>Barbastella barbastellus</i>		Barbastelle d'Europe	PII	LC	DHII;DHIV
<i>Myotis emarginatus</i>		Murin à oreilles échancrées	PII	LC	DHII;DHIV

b. Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Plusieurs Zones Naturelles d'intérêt Ecologique Faunistique et Floristique sont recensées sur le périmètre communal. La ZNIEFF la plus proche est limitrophe à la zone de projet. Il s'agit de la ZNIEFF de type I « Coteaux crayeux de Dannes et de Camiers ». Le territoire ne recense aucune ZNIEFF maritime.

Dans un rayon de 20 km autour de la commune, on recense également 47 ZNIEFF de type I et 5 ZNIEFF de type II. Il s'agit :

ZNIEFF de type I :

- 310007275-Coteau crayeux de Nesles-Verlincthun et bois de Tingry et motte féodale
- 310007247-Landes et Bois de Saint-Josse
- 310007240-Rive Nord de la Baie d'Authie
- 310030017-Vallée de Saint-Martin-Boulogne
- 310007264-Bois de l'Eperche, coteau de Longfosse et Pelouse du Molinet

- 310013294-Vallée du Wimereux entre Wimille et Belle-et-Houllefort
- 310030089-Bois des Monts, Mont Graux, Mont-Hulin, Mont de la Calique et anciennes carrières du Mont-Pelé à Desvres
- 310007269-La vallée de la Course à l'aval d'Enquin-sous-Baillon
- 310030068-Vallée de la Liane près d'Hesdin-l'Abbé
- 310007281-Pelouses siliceuses d'Ecault
- 310030106-Zone humide du Fond du Valigot à Etaples
- 310030023-Vallons d'Outreau et Equihen-Plage
- 310013284-Le Communal de Merlimont
- 310013318-Bocages et prairies humides de Verton
- 310007280-Dunes de Dannes et du Mont Saint-Frieux
- 310013737-Mollières de Berck
- 310030063-Bois de Longvilliers
- 310013725-Dunes de Stella-Plage
- 310030022-Forêt du Touquet
- 310013278-Glaisière de Nesles
- 310030021-Prairies humides de la Grande Tringue
- 310007274-Coteaux crayeux de Dannes et de Camiers
- 310007016-Pointe de la Crêche et falaise entre Boulogne-sur-Mer et Wimereux
- 310030020-Prairies humides péri-urbaines de Cucq
- 310007238-Marais de Cucq-Villiers
- 310007015-Dunes de Camiers et Baie de Canche
- 310007282-Falaises d'Equihen
- 310007279-Etang de la Claire Eau
- 310007236-Marais de Balançon
- 310007278-Forêt domaniale d'Hardelot et ses lisières
- 310007277-Dunes de Mayville
- 310007239-Dunes d'Ecault et de Condette
- 310030059-Bois de Crébert-Menty
- 310007234-Dunes de Merlimont
- 310030085-Marais de la Nocq
- 310013690-Bois tourbeux et Marais de Marles-sur-Canche
- 310030071-Coteau et Bois du Mont-Culé
- 310007012-Forêt domaniale de Desvres
- 310007273-Forêt et Pelouse de Montcavrel
- 310030080-Réservoir biologique de la Liane
- 310030073-Le Franc-Marais de Brimeux
- 310030067-Bocage et bois de Bellebrune
- 310030072-Les Coteaux de Bezinghem
- 310030076-Coteaux de la Haute vallée de la Course à Doudeauville et Courset
- 310013691-Marais et Bois tourbeux de la Calotterie, Attin et la Madelaine-sous-Montreuil
- 310013692-Prairies humides de Visemarest
- 310007013-Forêt domaniale de Boulogne-sur-Mer et ses lisières

ZNIEFF de type II :

- 310013724 - Vallée de la Course
- 310013721 - La Cuesta du Boulonnais entre Neufchâtel-Hardelot et Colembert
- 310007276 - Le complexe bocager du Bas-Boulonnais et de la Liane
- 310013700 - La basse Vallée de l'Authie et ses versants entre Douriez et l'Estuaire
- 310013699 - La basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin



Source : Cartographie Urbycom

c. Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le site de projet n'est pas concerné par des éléments recensés par le SRCE. Le SRCE recense cependant des réservoirs aquatiques correspondant au réseau hydrographique présent sur le territoire mais également un espace de bocage à renaturer au sud-ouest de la commune.



Source : SRCE

d. Zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO)

Créé en 1989 par l'Union Européenne, le répertoire ZICO vise à établir une liste de sites importants pour les oiseaux. Pour cela, les sites doivent remplir les conditions suivantes :

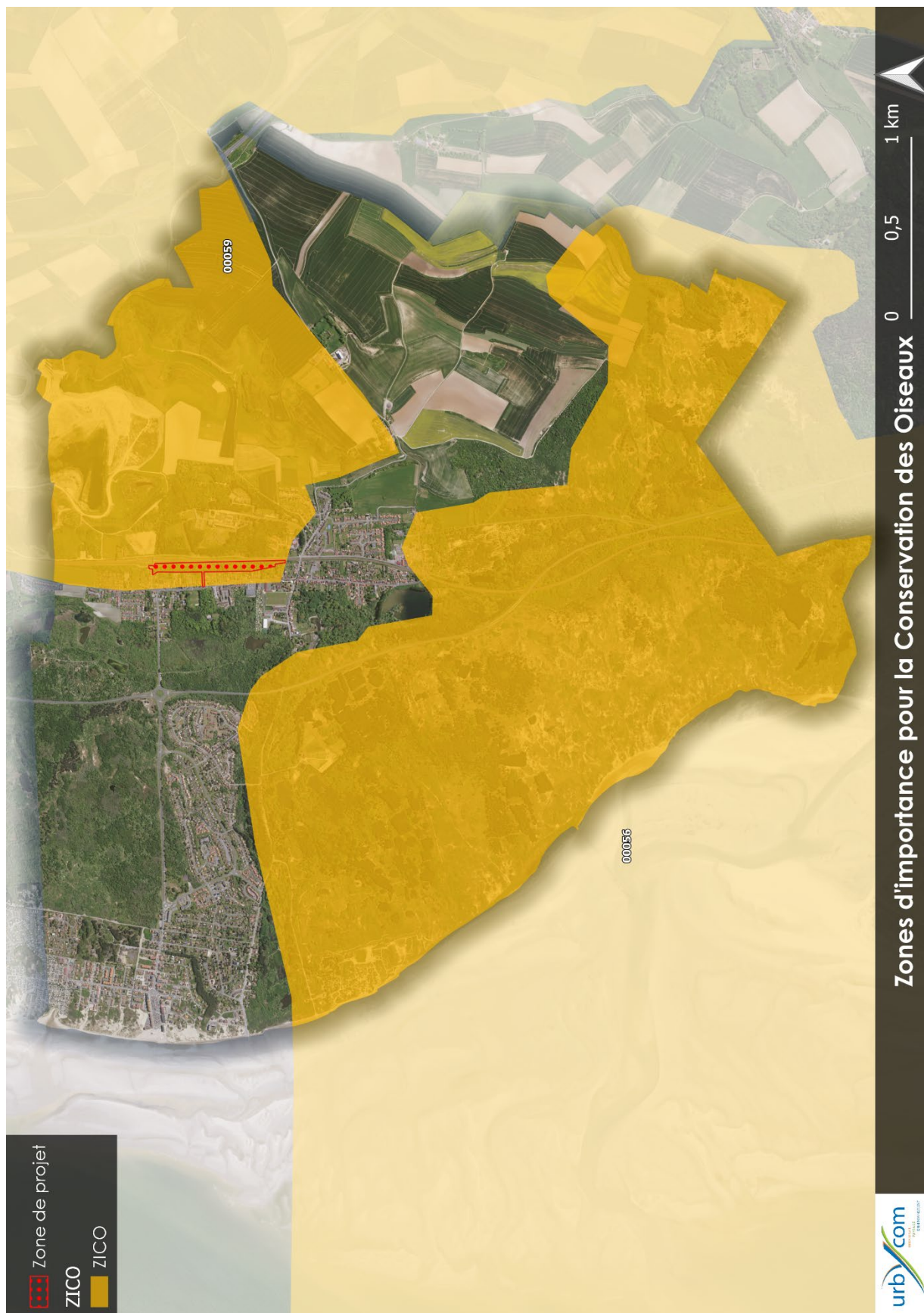
- Pouvoir être l'habitat d'une population d'une espèce reconnue internationalement comme étant en danger d'extinction,
- Être l'habitat d'un grand nombre ou d'une forte concentration d'oiseaux migrateurs, d'oiseaux côtiers ou d'oiseaux de mer,
- Être l'habitat d'un grand nombre d'espèces au biotope restreint.

Ces critères doivent être chiffrés en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants.

Ces Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux avaient pour but, en France, de servir de base à l'inventaire des Zones de Protection Spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000.

Une grande partie de la commune de Camiers ainsi que la totalité du site de projet est localisé dans une zone d'importance pour la conservation des oiseaux (ZICO).

Une ZICO est recensée au niveau du site d'étude : Plateau agricole des environs de Frencq. Par la présence d'une ZICO au niveau de la zone d'étude, mais par l'absence de milieu favorable pour la majorité des espèces, les enjeux liés à ces zones sont jugés comme moyens.

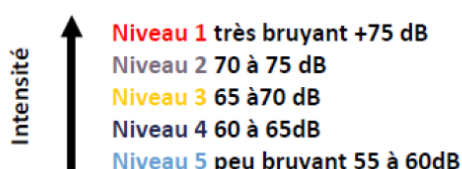


Source : Cartographie Urbycom

V. Risques

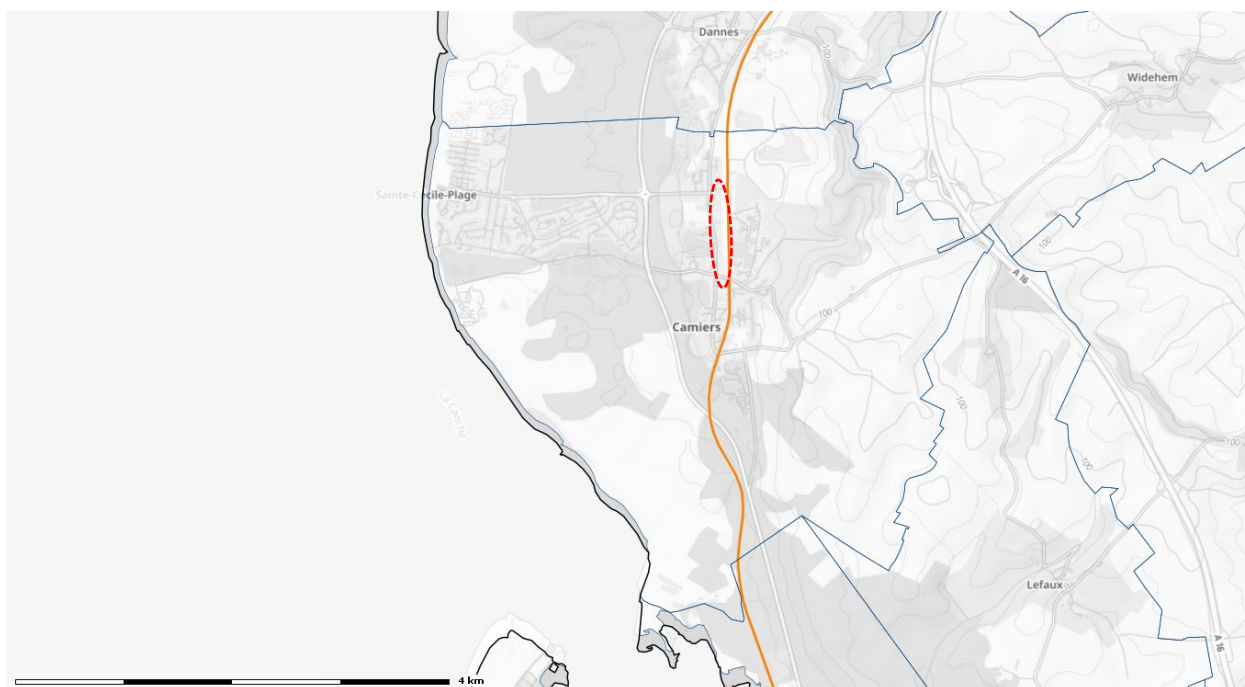
1. *Ambiance sonore*

La zone de projet est longée par un axe bruyant de catégorie 3. Il s'agit de la voie ferrée reliant Calais à Amiens. Cette voie dessert également les pôles ferroviaires de Boulogne, Etaples-Le Touquet, Rang-du-Fliers et Abbeville.









Ce classement aboutit à la détermination d'un secteur de part et d'autre de la voirie, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire. Ainsi, la largeur affectée par le bruit est de 100 m de part et d'autre de cette voie qui borde l'emprise du projet. Dans ce périmètre, des mesures devront être mises en place pour une isolation acoustique renforcée.

	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m



Source : géorisques

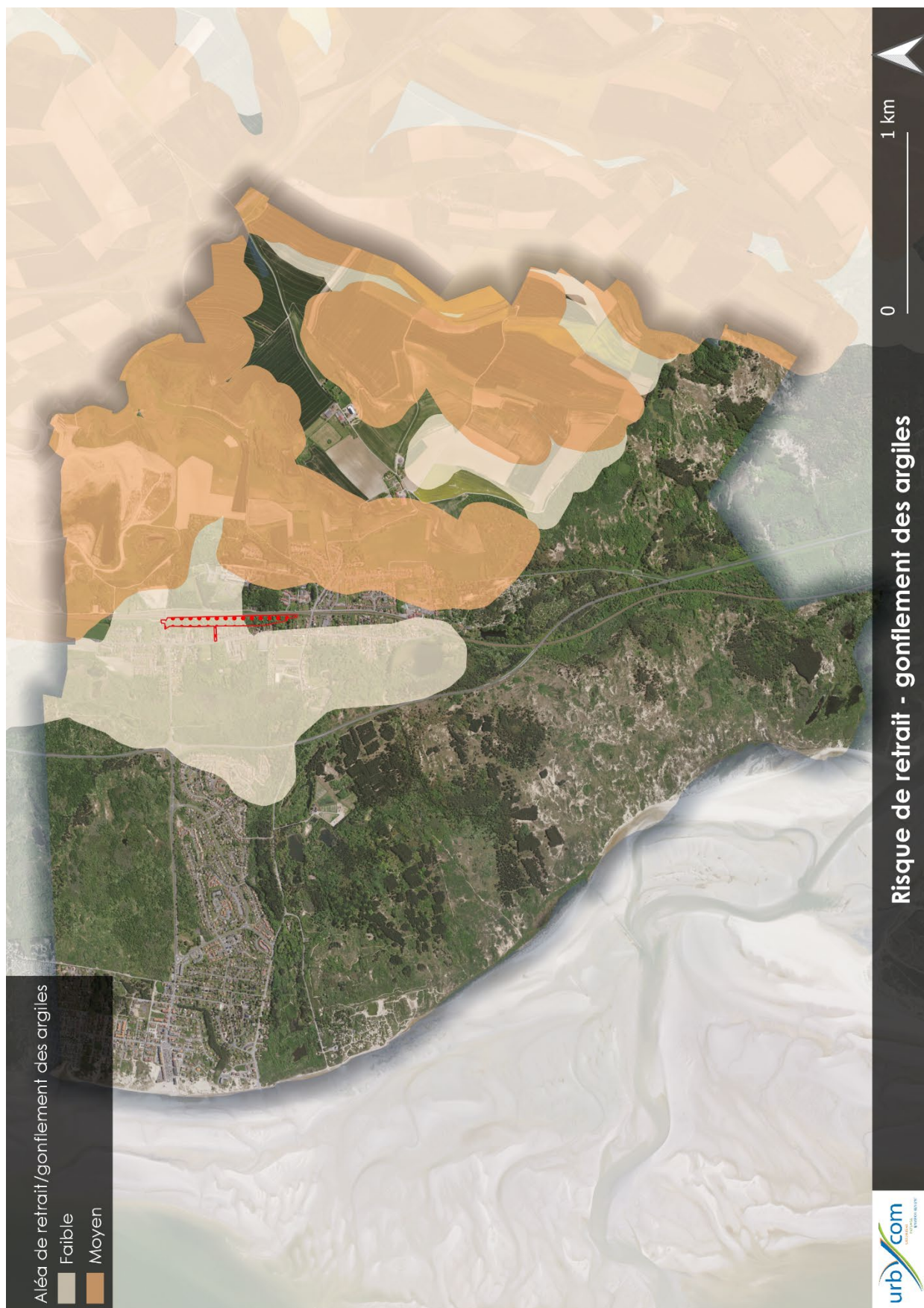
Catégorie de classement

-  Cat. 2 (250 m)
-  Cat. 3 (100 m)
-  Cat. 4 (30 m)
-  Cat. 5 (10 m)
-  Non classé
-  Hors catégorie

2. *Risques naturels*

a. *Mouvement des argiles*

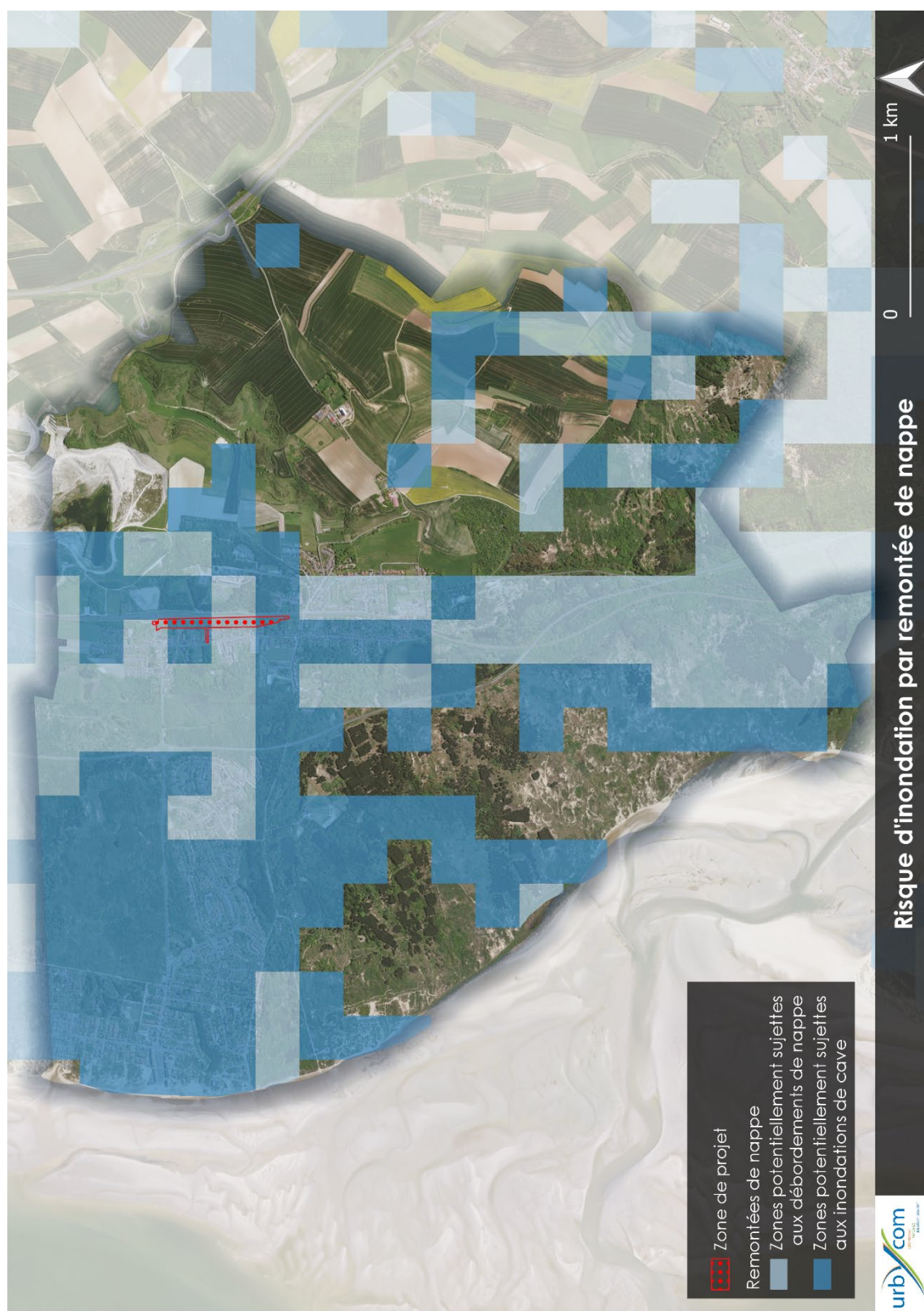
L'est de la commune de Camiers est concerné par un risque de mouvement des argiles dont l'aléa oscille entre faible et moyen. La zone de projet est concernée par un aléa faible sur la partie nord de son périmètre. Rappelons que la partie du nord du site accueillera des logements et la partie sud sera aménagée en jardins familiaux et espaces naturels.



Source : Géorisque

b. Risque inondation

Concernant le risque inondation, le périmètre de projet est soumis à des zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe et aux inondations de cave.



Source : Cartographie Urbycom

La commune est également concernée par des zones inondées constatées. Cependant, le site de projet n'est pas concerné par ce risque. Aucune zone inondée n'a été constatée sur le périmètre du projet.



Source : Cartographie Urbycom

3. Risques technologiques

a. Risques technologiques

Le périmètre de la zone de projet se situe à moins de deux kilomètres de trois Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La plus proche correspond aux carrières de l'entreprise EQIOM Ciment localisée à Dannes mais exploitant une partie à Camiers.



Source : Géorisques

b. Pollution des sols

Une étude de pollution des sols a été réalisée en 2011 dans le cadre de la cession des parcelles AC0004 et AC0402. Cette étude a permis d'évaluer les risques éventuels de pollution des sols relatifs aux activités précédemment réalisées sur ces parcelles, à proximité de la gare. En effet, le site actuellement laissé en friche et boisé, était initialement utilisé pour le stockage de matériaux divers et notamment de métaux.

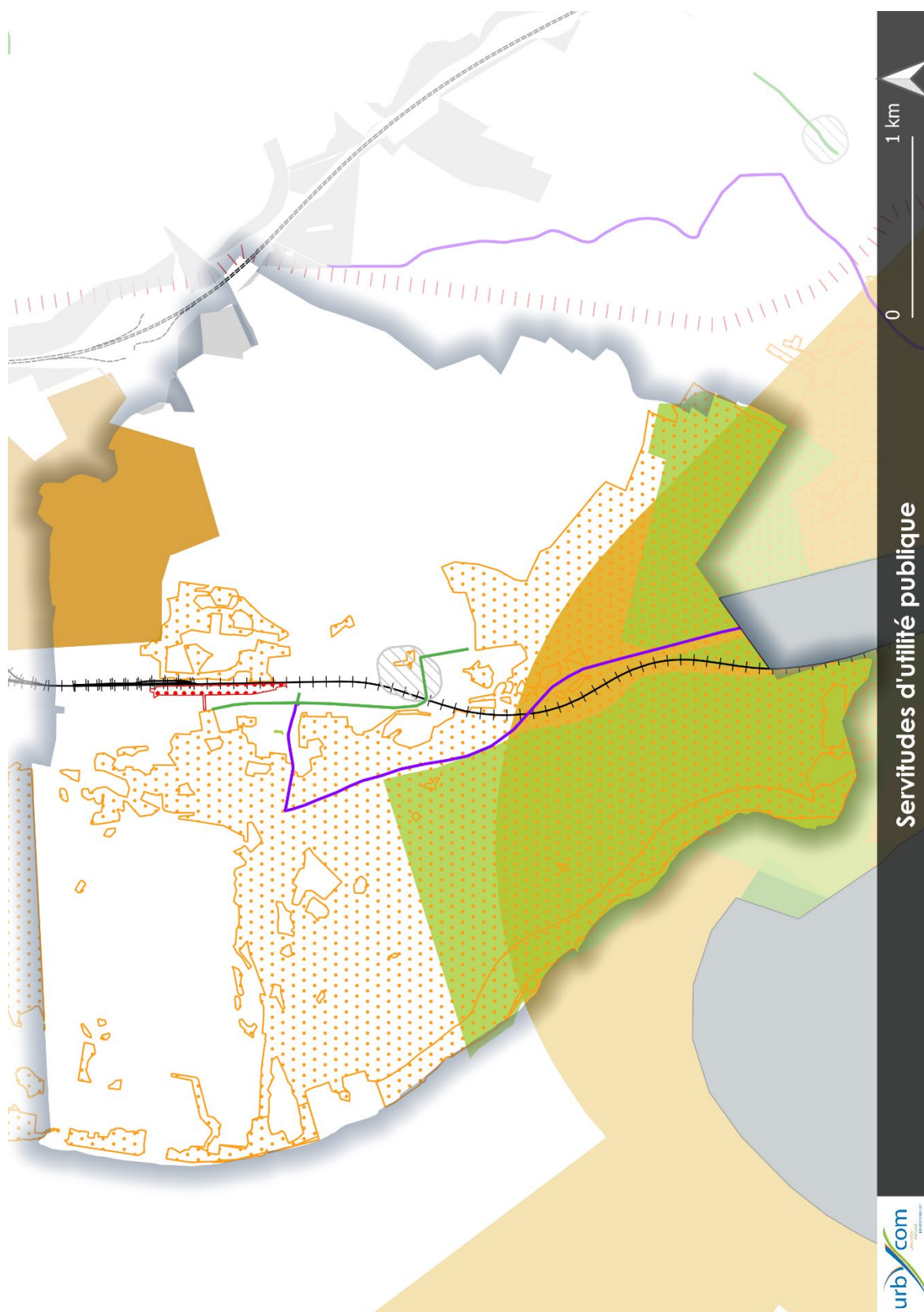
Les investigations ont permis de mettre en évidence la présence de différents métaux. Seule la concentration de cuivre présente un dépassement de la valeur de référence, au sud des parcelles. Les autres concentrations de métaux ne présentent pas de dépassement des valeurs de références.

L'étude de pollution des sols de 2011 conclue donc à l'absence de pollution significative sur ces parcelles.

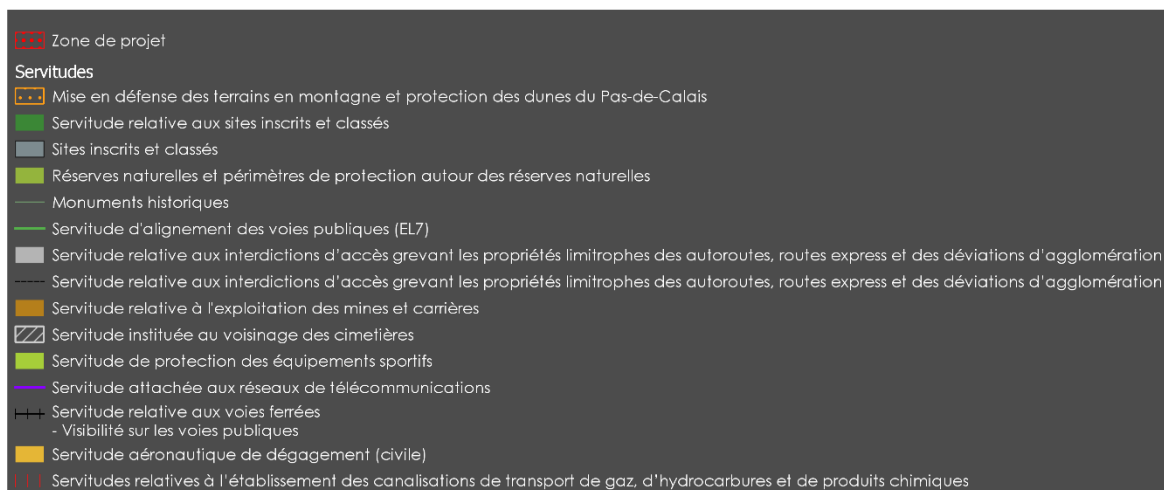
c. Servitudes d'utilité publique

La commune est contrainte par de nombreuses servitudes d'utilité publique. Parmi elles, deux concernent le projet de requalification de la friche SNCF :

- La servitude A8, mise en défense des terrains en montagne et protection des dunes du Pas-de-Calais.



Source : Cartographie Urbycom



VI. Déchets

Les déchets communaux sont collectés par la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois.

Les déchets sont collectés de la manière suivante :

- Déchets ménagers ;
- Emballages ménagers ;
- Déchets verts (en porte à porte toutes les trois semaines ou en dépôt volontaire dans les plateformes de déchets verts);
- Collecte du verre (dépôt volontaire dans les colonnes de collecte);
- Encombrants (dépôt en déchèterie ou collecte sur rendez-vous).

L'agglomération prend en charge la collecte des déchets en porte-à-porte. Certains déchets font cependant l'objet d'un dépôt volontaire dans les points d'apport du territoire. L'agglomération compte 3 déchetteries et 4 points d'apports de végétaux, dont un au sein de la commune de Camiers.

Les déchets collectés sont ensuite emmenés dans des centres de valorisation énergétiques, des centres de tri ou de compostages afin d'être revalorisés lorsque cela est possible.

VII. Synthèse

Avantages de la zone de projet	Inconvénients de la zone de projet
<ul style="list-style-type: none"> - Requalification d'espaces en friches - A distance des zones d'intérêt écologique et des corridors biologiques ; - A distance des terres agricoles cultivées ; <ul style="list-style-type: none"> - A distance des captages d'eau ; - Terrain non humide ; - Aléa de mouvement des argiles faible à nul 	<ul style="list-style-type: none"> - Au sein des zones de bruit dues à la voie ferrée classée bruyante (catégorie 3) ; - Remontées de nappe et inondations de cave possibles (essais géotechniques nécessaires) ; - Présence de sites pollués de type ICPE à moins de 2 km ; - Au sein d'une Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux
<p style="text-align: center;">Enjeux</p> <p>À la suite de l'analyse de l'état initial de l'environnement, les enjeux ont été hiérarchisés selon un critère d'importance (de priorité) et au regard des possibilités d'action que le PLU offre pour faire évoluer la situation. Voici les enjeux hiérarchisés :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion des eaux pluviales → les eaux pluviales seront infiltrées à la parcelle ou au plus près, par le biais de techniques alternatives telles que tranchées d'infiltration, noues ... Si le sol ne permet pas l'infiltration, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement est autorisé après stockage temporaire des eaux (réalisation des structures réservoirs ...) et restitution à débit contrôlé. - Gestion des risques → La zone de projet est sujette aux risques d'inondation (par remontée de nappe et/ou inondation de cave). Ces risques devront faire l'objet d'études géotechniques et les caves et sous-sols devront également être évités. 	

IMPACTS ET MESURES « EVITER, REDUIRE, COMPENSER » POUR L'ENVIRONNEMENT

I. Milieu physique

1. *Impacts*

Le projet de requalification de la friche située le long de la voie ferrée n'a pas d'impact majeur sur le milieu physique du territoire. En effet, le milieu sur lequel s'implantera le projet est déjà en partie artificialisé ou a été artificialisé.

Aucune modification significative de la topographie ne semble nécessaire.

Le site de projet est principalement composé de formations calcaires, argileux et de limons. La majeure partie de ces formations permet une bonne infiltration.

Le projet se situe en dehors de tout périmètre de protection des captages, d'aire d'alimentation des captages, de zones humides et à distance des cours d'eau.

Concernant l'assainissement, la commune dispose d'un assainissement collectif réalisé par le Syndicat Mixte d'Assainissement et de Gestion de l'Épuration de Dannes-Camiers. La commune dispose également d'une station d'épuration.

Station de CAMIERS
Charge maximale en entrée :
9 801 EH
Capacité nominale : 9 833 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 1 620 m3/j
Percentile95 : 1 620 m3/j
Débit de référence retenu :
1 620 m3/j
Production de boues : 111 TMS/an
Résultats des conformités
Conformité équipement : oui
Conformité performance : oui

Notons qu'une station est en cours de construction au sien de la commune de Dannes. Les eaux usées de cette commune devraient donc être déracordées à l'échéance 2024-2025 de la station de Camiers, amenant une charge organique à 9 615 équivalent/habitants sur cette dernière.

2. Mesures

a. Mesures d'évitement

Le projet se situe en dehors des zones humides du territoire et en dehors du périmètre de protection des captages d'eau.

b. Mesures de réduction

Les eaux usées devront être rejetées au réseau d'assainissement, si un prétraitement est nécessaire, il sera réalisé avant rejet. Par ailleurs, le règlement de la zone impose un raccordement au réseau d'assainissement collectif.

3) ASSAINISSEMENT
a) Eaux usées domestiques
Le raccordement au réseau collectif d'assainissement, par canalisations souterraines, est obligatoire pour toutes constructions.

Source : Extrait de la notice explicative

Les eaux pluviales seront infiltrées et gérée à la parcelle, si le sol le permet. Cette disposition est reprise dans le règlement de la zone.

c) Eaux pluviales
Les constructions ne seront admises que si le constructeur réalise, à sa charge exclusive et dans l'emprise du terrain, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux, dans le respect du droit des tiers et selon des dispositifs appropriés et proportionnés afin d'assurer une évacuation directe et sans stagnation, conforme aux exigences de la réglementation en vigueur.
L'infiltration des eaux pluviales devra obligatoirement se réaliser à la parcelle.

Source : Extrait de la notice explicative

Ainsi aucun impact n'est attendu sur la masse d'eau souterraine à proximité des captages. Le sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine et les mesures de gestion des eaux permettent de préserver la qualité de l'eau.

Le site projet se situe en dehors des périmètres de protection et aire d'alimentation des captages.

Pour ce qui est de la consommation d'eau potable, des pistes d'économies sont présentées ci-dessous :

L'augmentation d'eau potable peut être partiellement compensée par une baisse des consommations moyennes grâce en particulier aux efforts des collectivités, des industriels, de tout un chacun, et par une optimisation du rendement des réseaux d'adduction en eau potable.

L'enjeu face à cet avenir incertain doit passer par :

- La protection et la restauration des ressources fragiles,
- La diminution des consommations.

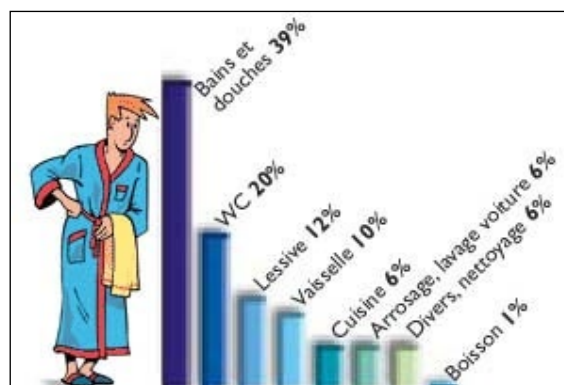
Des mesures à mettre en place pour une économie de l'eau :

Deux actions peuvent être mises en place facilement :

- La « chasse » aux gaspillages, par une information et une sensibilisation auprès des habitants, la mise en place de robinet à économie d'eau sur les nouveaux projets (par exemple des robinets appelés « réducteurs, limiteurs, économiseurs, mousseurs », ces dispositifs limitent le débit d'eau à la sortie),
- La mise en place de méthodes alternatives (récupération d'eau de pluie, noues, ...).

L'installation d'une cuve de récupération d'eaux de pluie est une démarche intéressante. La qualité de l'eau de pluie issue d'une citerne est généralement sûre. L'eau de pluie est idéale pour l'arrosage et plus encore... De plus l'installation d'une telle cuve est une opération « civique » dans la mesure où elle fera office de rétention d'eau pendant les gros orages et participera à la limitation des inondations.

L'eau potable distribuée en France augmente légèrement chaque année et la même augmentation est prévue pour les années à venir. Par ailleurs, l'inéluctable changement climatique va entraîner des étés de plus en plus secs. Avoir une source d'approvisionnement alternative va donc représenter un avantage financier de plus en plus important et seule une citerne de taille suffisante vous permettra de stocker de l'eau avant les sécheresses estivales.



Source : *La maison des négawatts*, T.Salomon et S.Bedel, éd.Terre Vivante

La figure montre que 26 % d'eau potable peuvent être économisée en remplaçant l'eau potable par l'eau de pluie lors d'une utilisation des sanitaires ou du nettoyage extérieur et des arrosages. En effet ces utilisations d'eau ne nécessitent pas une qualité d'eau potable.

c. Mesures de compensation

Afin de compenser son impact sur le milieu physique et la ressource en eau, le projet pourra porter une attention particulière à la préservation des ressources telles que l'eau, les énergies, ... Par ailleurs, les bâtiments devront respecter les normes actuelles en termes de qualité environnementale, d'énergies et de récupération des eaux de pluie notamment.

II. Evaluation des services écosystémiques

1. *Présentation des services écosystémiques et de la méthode d'évaluation*

(Campagne, C.S. et Roche, P.K. 2021. *Guide pour la prise en compte des services écosystémiques dans les évaluations des incidences sur l'environnement, Guide méthodologique, DREAL, 131pages.*)

Le principe de services écosystémiques, a été popularisé en 2005 avec l'Evaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire (Millenium Ecosystem Assesment ou MEA), visant à évaluer scientifiquement l'ampleur des conséquences des activités humaines sur les écosystèmes, desquelles dépend le bien-être de l'Homme.

Au niveau national, la notion de services écosystémiques est adoptée dans deux textes de la politique environnementale :

- **La Stratégie Nationale de la Transition Ecologique vers un Développement Durable (SNTEDD) 2015-2020** votée le 4 février 2015 par le Conseil des ministres.
- **La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** qui intègre les services écosystémiques dans la séquence « éviter – réduire – compenser » ainsi que dans les études environnementales.

Les différents services écosystémiques

Les services écosystémiques sont définis par l'Evaluation Française des Ecosystèmes et des Services Ecosystémiques comme : « **Les avantages retirés par l'Homme de son utilisation actuelle ou future de diverses fonctions des écosystèmes, tout en garantissant le maintien de ces avantages dans la durée** » (EFESE, 2015).

Cette définition intègre une notion de durabilité des services, que la loi du 8 août 2016 vise à préserver.

Les services écosystémiques sont regroupés en trois classes distinctes :

- **Les services d'approvisionnement** sont à l'origine de biens que l'on peut extraire des écosystèmes, tels que la nourriture, les différents matériaux et fibres naturelles, etc.
- **Les services de régulation** sont non matériels et contribuent indirectement au bien-être de l'homme à travers les fonctions de régulation des écosystèmes, tels que la régulation du climat ou des incendies, mais aussi le maintien de cycle de vie des d'écosystèmes ;
- **Les services culturels** représentent les différentes valeurs immatérielles que l'on peut attribuer aux écosystèmes, une valeur esthétique, symbolique (comme les valeurs emblématiques) et récréative telle que les activités de pleine nature (chasse, pêche, randonnée, etc.).

Principes généraux de l'évaluation des services écosystémiques

La demande croissante d'évaluation et de cartographie des services écosystémiques à l'échelle locale et régionale pour soutenir la gestion de la biodiversité, l'aménagement du territoire et l'évaluation de l'impact environnemental a créé un besoin de méthodes robustes et scientifiquement solides pour évaluer les capacités, les demandes et/ou les préférences des services écosystémiques.

Dans le cadre de cette étude, les services écosystémiques sont évalués en services écosystémiques basant sur la matrice de capacité produite par la DREAL Hauts-de-France.

Parmi les différentes approches d'évaluation des services écosystémiques, la méthode des matrices de capacité est considérée comme flexible et rapide à mettre en œuvre. Elle est constituée d'une table d'allocation d'un score pour chaque service écosystémique et chaque écosystème considéré. Cette méthode a été utilisée dans plus d'une centaine d'études scientifiques et a été étudiée et adaptée dans plusieurs d'entre elles. En France, elle a été appliquée dans plusieurs Parcs Naturels Régionaux depuis 2014 (entre autres le PNR des Baronnies Provençales, PNR Scarpe-Escaut et le PNR des Alpilles) et à l'échelle de la Région Hauts-de-France.

Cette approche est basée sur l'utilisation d'un tableau composé d'unités géospatiales, qui peuvent par exemple être les types d'écosystèmes ou modes d'usage ou d'occupation du sol, et d'un ensemble de services qui doivent être évalués dans une zone d'étude spécifique. Dans la table, un score est généré en services écosystémiques référant à l'offre ou à la demande du service pour chaque unité géospatiale. Le score est généralement semi-quantitatif et sur une échelle de 0 à 5 avec 0 pour une offre ou une demande nulle en service et 5 pour une offre ou une demande forte. Il est important de préciser que les scores des services obtenus ne sont pas des préférences individuelles, mais des estimations fondées sur la connaissance de terrain des experts. La préférence est par nature une composante de la demande en service alors qu'ici nous avons à évaluer la capacité en services.

L'ensemble de la méthodologie est décrit dans le rapport d'étude Campagne et Roche 2019 sur l'Évaluation de la capacité des écosystèmes de la région Hauts-de-France à produire des services écosystémiques (<https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/?Les-services-ecosystemiques-15560>).

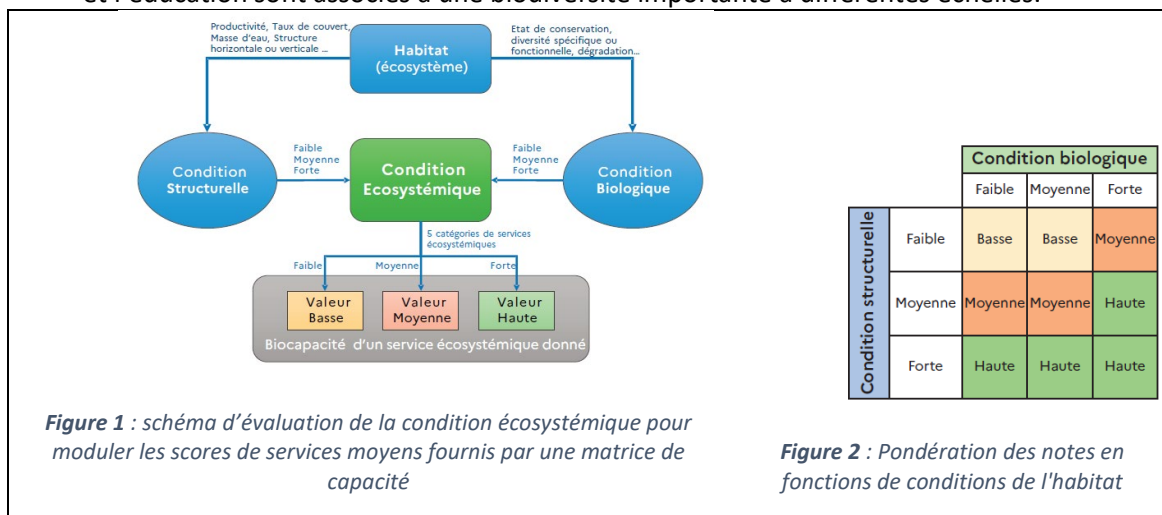
Ainsi, les services écosystémiques de la région des Hauts-de-France ont été évalués en utilisant la méthode des matrices de capacité qui consiste à estimer l'ensemble des services produits par les différents écosystèmes au travers d'une série de scores qui représentent la capacité en services pour chacun des services et des écosystèmes considérés - score noté de 0 (aucune) à 5 (forte). La matrice de la région Hauts-de-France ce sont **25 services écosystémiques et 45 écosystèmes**, soit 1 125 scores. Ces scores ont été établis par un panel d'experts du territoire selon une méthodologie précise. En tout, 30 matrices ont été remplies par 33 experts du territoire régional dont les types d'activités varient : décisionnaires, gestionnaires, experts naturalistes et bureaux d'études.

Ces notes vont être modulées selon la condition écosystémique de l'habitat, basé sur 2 ensembles de conditions indépendantes :

- **Un premier ensemble** que l'on va qualifier de **condition structurelle** est associé à la structure biophysique des écosystèmes. Pour les écosystèmes terrestres la productivité de la végétation, la biomasse aérienne et souterraine, la densité des tiges, la taille/le poids des espèces et la structure verticale et horizontale de la végétation sont très importants. Ces éléments ont tendance à avoir des effets bénéfiques sur de nombreux services écosystémiques et en particulier une grande partie des services d'approvisionnement et un groupe particulier de services de régulation : régulation atmosphérique (stockage du carbone), régulation du débit d'eau (protection contre les inondations), régulation du débit de masse (prévention de l'érosion), régulation de la qualité de l'eau (purification de l'eau) et régulation de la qualité de l'air. Pour les écosystèmes d'eau douce, la naturalité des rives et des fonds, l'importance

quantitative de la masse d'eau, l'altération ou non de la qualité de l'eau peuvent être considérées. Pour les écosystèmes marins, la naturalité du littoral et des fonds, la qualité des eaux, l'importance de la colonne d'eau ou de la structure au regard d'un état naturel sont importantes (zones estuariennes, zones tidales, plages, etc.).

- **Un second ensemble** que l'on va qualifier de **condition biologique services écosystémiques** rapporte à la biodiversité, à la composition des assemblages biotiques, aux interactions spécifiques et aux réseaux trophiques. Elle comprend des indicateurs liés à la diversité : la richesse des espèces, la diversité des populations d'espèces, la richesse fonctionnelle, la diversité fonctionnelle, la complexité structurelle et la diversité des paysages. La diversité s'avère importante pour un large éventail de services qui sont déterminés fortement par des interactions biotiques et renforcés par la complémentarité des espèces. Ce sont en particulier des services de régulation : pollinisation, régulation des prédateurs des cultures, maintien de la qualité des sols, mais également en complément du premier ensemble de conditions pour certains services d'approvisionnement et de régulation, tels que la production de matériaux et fibres, la régulation du climat, les ressources alimentaires sauvages, etc. Certains services culturels comme la valeur d'existence, la valeur patrimoniale, l'esthétique et la connaissance et l'éducation sont associés à une biodiversité importante à différentes échelles.



Ces conditions vont induire une hausse ou une baisse des notes de la matrice, en fonction du service écosystémique considéré. La **Figure 2** reprend un exemple de pondération des notes pour le service SR8 « Contrôle de l'érosion ».

Dans le cas où aucune donnée de terrain ne serait disponible, les conditions structurelles et biologiques sont alors considérées comme moyennes.

Méthode d'évaluation des services écosystémiques

Afin de prendre en compte les services écosystémiques, une méthodologie en 6 étapes est proposée.

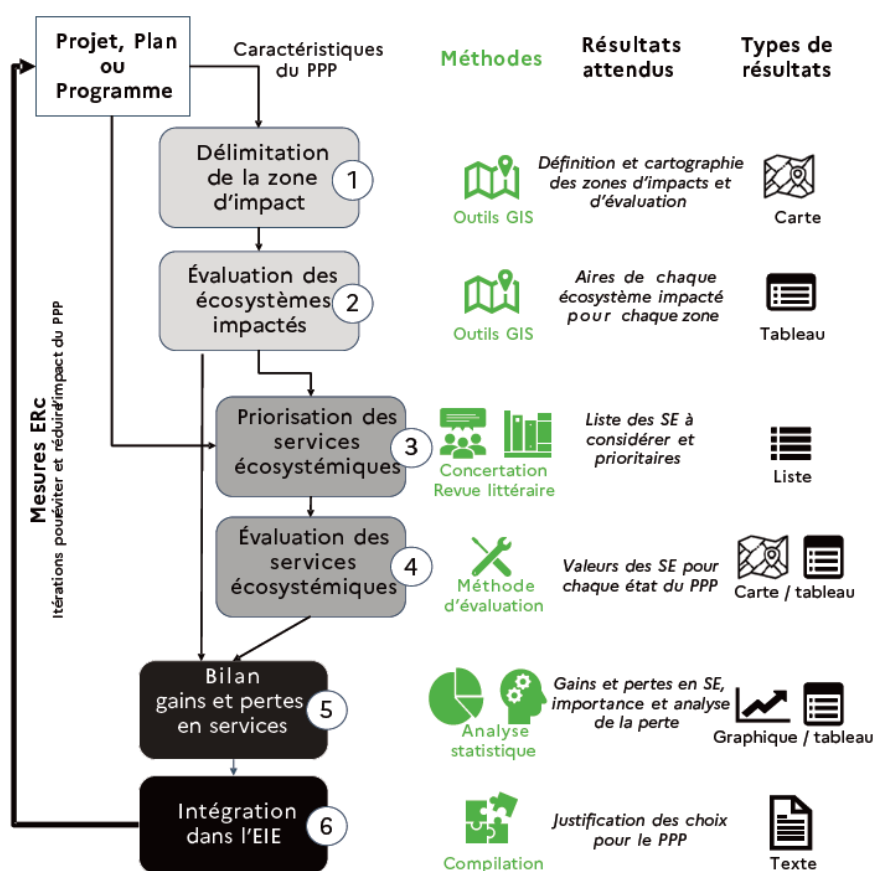


Figure 3 : méthodologie pour l'intégration des services écosystémiques dans les EIE (PPP : projet, plan or programme ; services écosystémiques : service écosystémique ; EIE : évaluation des incidences sur l'environnement)

ÉTAPE 1 : délimitation des zones d'impact et des zones d'évaluations du projet

La première étape consiste à définir et à cartographier deux catégories de zones : les zones d'impacts qui sont les zones sur lesquelles les services écosystémiques vont être affectés par l'aménagement et les zones d'évaluations qui sont les zones sur lesquelles est produit un rapportage des variations des services écosystémiques à la suite de l'aménagement. Ces zones sont définies pour chaque scénario et les sites de compensation éventuels.

Deux zones sont ainsi définies : les zones d'impacts et les zones d'évaluations.

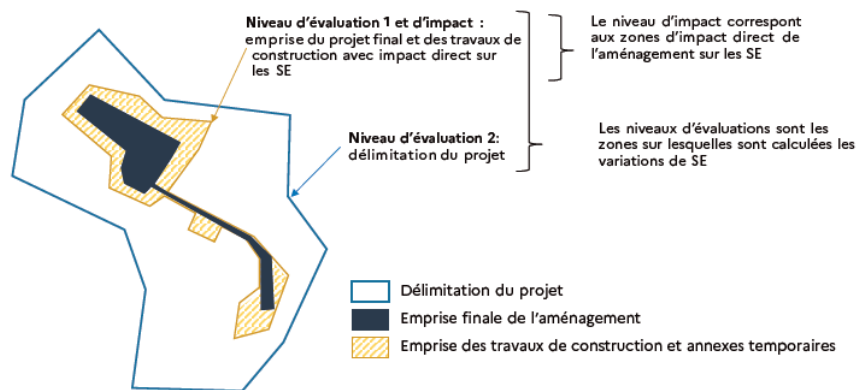


Figure 4 : exemple illustratif schématique des niveaux d'impacts et des niveaux d'évaluations.

ÉTAPE 2 : identification des habitats impactés

Les habitats impactés sont ceux subissant une modification d'occupation du sol ou une modification de leur condition. Il s'agit des habitats inclus dans la zone d'évaluation 1, soit d'impact direct et indirect. Cette liste d'habitats va servir à définir les services écosystémiques à évaluer en priorité. Cependant, il est nécessaire d'identifier également les habitats non impactés inclus dans la zone d'évaluation 2 afin de calculer le taux de variation de la capacité de services écosystémiques à cette échelle.

ÉTAPE 3 : priorisation des services écosystémiques

Dans un processus d'évaluation des services écosystémiques, il est souvent nécessaire de réaliser une sélection des services qui seront étudiés, notamment pour réduire la quantité de travail en n'évaluant que les services les plus importants.

Il convient cependant de définir des critères pour objectiver cette priorisation des services écosystémiques. Il est recommandé dans un premier temps d'utiliser une liste de services écosystémiques de référence et de s'en servir comme base pour la priorisation.

Plusieurs éléments de priorisation doivent être pris en compte en fonction de la nature et du contexte du projet.

1. À partir de la liste des écosystèmes impactés obtenue en Résultat 2, il est possible de déterminer les principaux services écosystémiques rendus par ces écosystèmes ;
2. Les services importants pour les acteurs (ou autres publics cibles) ;
3. Les services à enjeux sont à définir à partir de leur importance sur la zone concernée, sur la ou les communes touchées ou même plus largement sur la communauté de communes ou le département pour certains services. Les différents documents réglementaires tels que les documents de gestion des risques (PPRI par exemple) peuvent être étudiés pour identifier les services à enjeux cités en leur sein.

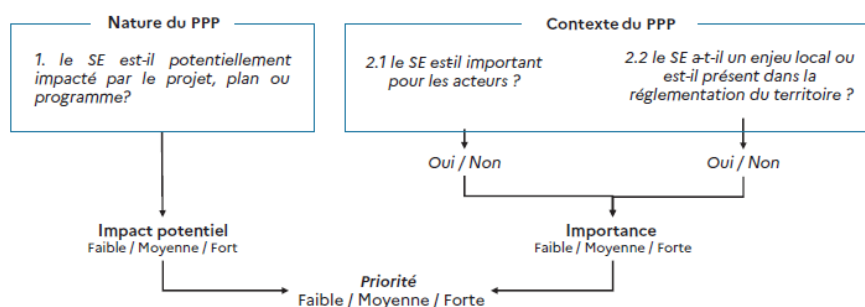


Figure 5 : Méthode de priorisation et arbre de décision pour la priorité d'un service.

ÉTAPE 4 : évaluation des services écosystémiques

Utilisation de la matrice de capacité pour les habitats recensés sur la zone d'étude en fonction de leurs conditions structurelle et biologiques ainsi que leur surface. Cette saisie des habitats peut être réalisée selon différents codages (ARCH, Corine Land Cover, Corine Biotope), des correspondances entre ces codes et les habitats de la matrice ayant été réalisées par le bureau d'études Urbycom.

Cette évaluation des services écosystémiques permet de définir l'importance des différents habitats à l'échelle du site et de la commune.

Cette évaluation est réalisée à l'échelle de l'aire d'étude immédiate (niveau d'évaluation 2) et du territoire communal.

Des graphiques radars peuvent ainsi être produits afin de résumer l'information de manière visuelle.

ÉTAPE 5 : Enjeux, gains et pertes en services écosystémiques

Les enjeux en services écosystémiques sont définis pour chaque service et pour chaque habitat. Un enjeu global à l'échelle du site est également défini pour chaque service et pour chaque catégorie de service. Ces enjeux sont définis sur les notes obtenues lors de l'étape 4.

Tableau 1 : Définition des enjeux liés aux services écosystémiques

Enjeux	Très faible	Faible	Modéré	Fort	Très fort
Notes	$N \leq 1$	$1 < N \leq 2$	$2 < N \leq 3$	$3 < N \leq 4$	$4 < N$

Pour estimer les gains et les pertes, la DREAL Hauts-de-France a produit un tableau permettant d'évaluer l'importance de la variation en services écosystémiques en utilisant les seuils standards sur la base de la méthode de test simplifiée.

Tableau 2 : Définition des impacts sur les services écosystémiques

Niveau d'impact	Signification statistique	Risque d'erreur	Valeur Seuil de différence
NS	Non significatif	$\alpha > 5\%$	$\text{Diff} \leq 0,25$
Faible	Marginalement significatif	$1\% < \alpha \leq 5\%$	$0,25 < \text{Diff} \leq 0,35$

Modéré	Significatif	$0,1\% < \alpha \leq 1\%$	$0,35 < \text{Diff} \leq 0,47$
Fort	Hautement significatif	$0,01\% < \alpha \leq 0,1\%$	$0,47 < \text{Diff} \leq 0,60$
Très fort	Très hautement significatif	$\alpha \leq 0,01\%$	$\text{Diff} > 0,60$

Les résultats seront présentés sous la forme de tableaux récapitulatifs, de graphiques et de cartes de synthèses.

L'impact peut être positif ou négatif selon les aménagements et les services écosystémiques considérés.

ÉTAPE 6 : Analyse des résultats et préconisation des mesures ERc.

Il est nécessaire d'analyser ces gains et pertes de SE. Il peut s'agir d'identifier les principaux services écosystémiques impactés négativement/positivement par le PPP et les évolutions au sein des écosystèmes à l'origine des principales variations.

Si les impacts sont significatifs, il peut être nécessaire de revoir le PPP en envisageant l'implantation sur une autre parcelle (alternative) en examinant une implantation différente sur la parcelle (scénario). L'ajout de mesures ERc peut aussi modifier l'impact sur les SE.

2. Evaluation des services écosystémiques dans le cadre de la déclaration de projet du PLU de Camiers

La commune prévoit la réalisation d'un projet mixte et d'une zone naturelle sur une zone à urbaniser sur le PLU initial. Cette zone est une friche appartenant à la SNCF.

ÉTAPE 1 : délimitation des zones d'impact et des zones d'évaluations du projet

Dans le cadre de ces projets, une seule aire d'évaluation est définie : l'aire d'impact des changements de la déclaration de projet. La surface de la zone étant très limitée, la prise en compte d'une aire d'évaluation plus large n'induirait que peu de changement dans les services écosystémiques évalués.

Une évaluation est également menée à l'échelle du territoire communal afin de comparer les services écosystémiques produits à l'échelle de la commune.

ÉTAPE 2 : identification des habitats impactés

L'identification des habitats impactés a été réalisée grâce à la base de données ARCH et à une photo-interprétation aérienne et à la visualisation des photos Google Street View.

Ainsi, le projet est localisé au sein de 0,008 ha de réseaux ferrés, 3,518 ha d'abords de réseaux ferrés et de 0,33 ha de villes, villages et sites industriels selon la base de données ARCH.

A l'échelle de la commune, 18 % du territoire communal est occupé par des cultures, 14 % par des dunes (blanches et grises et arbustives et arborées), 13% par des espaces bâtis et urbains diffus.

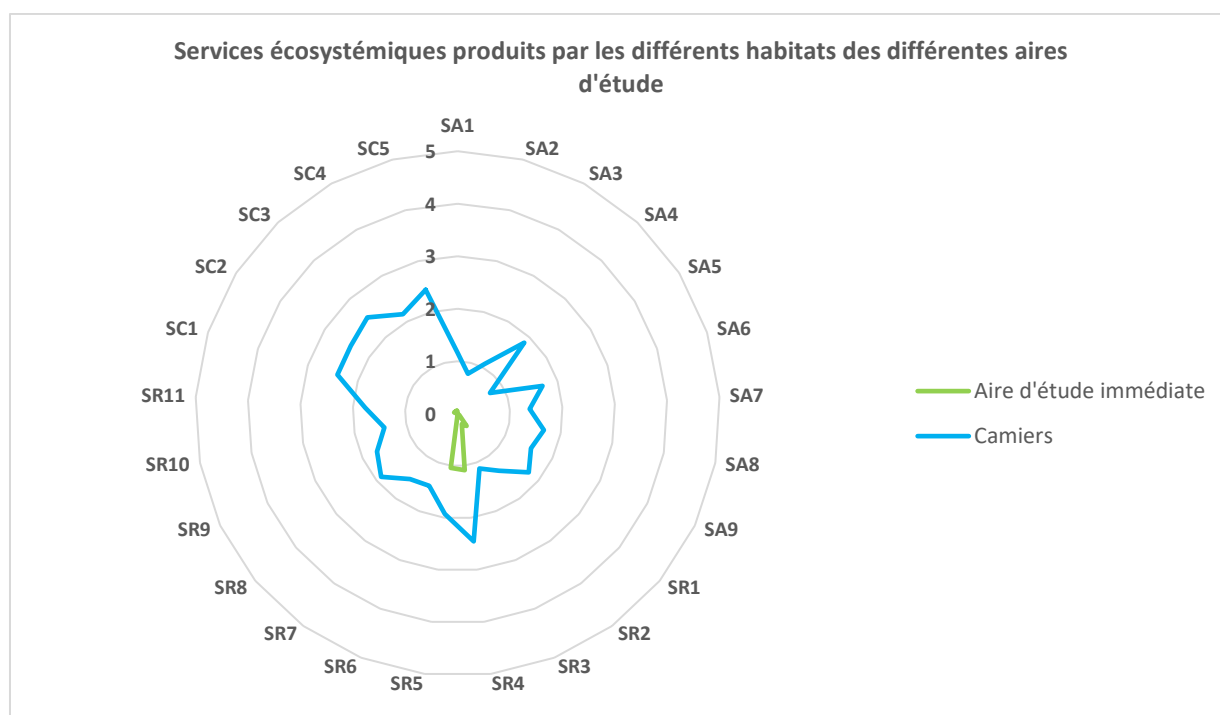
ÉTAPE 3 : priorisation des services écosystémiques

Sur les 25 services écosystémiques évalués, 6 présentent un impact potentiel moyen au sein de la commune de Camiers. Aucune concertation avec les élus n'a eu lieu au sujet des services écosystémiques à prioriser.

ÉTAPE 4 : évaluation des services écosystémiques

La zone de projet étant localisée sur des espaces artificialisés selon le programme ARCH, les services écosystémiques ne sont que peu produits par ces habitats. Les services écosystémiques les plus importants au sein de la zone correspondent aux services de régulation « Offre d'habitat, de refuge et de nurserie » (SR4) et « pollinisation et dispersion des graines » (SR5).

Sur l'ensemble de son territoire, la commune présente des notes fortes pour les services SR4 (Offre d'habitat, de refuge et de nurserie), et l'ensemble des services culturels pour l'ensemble des services considérés. Elles sont dues à la présence de nombreuses dunes et autres espaces naturels typiques du littoral.



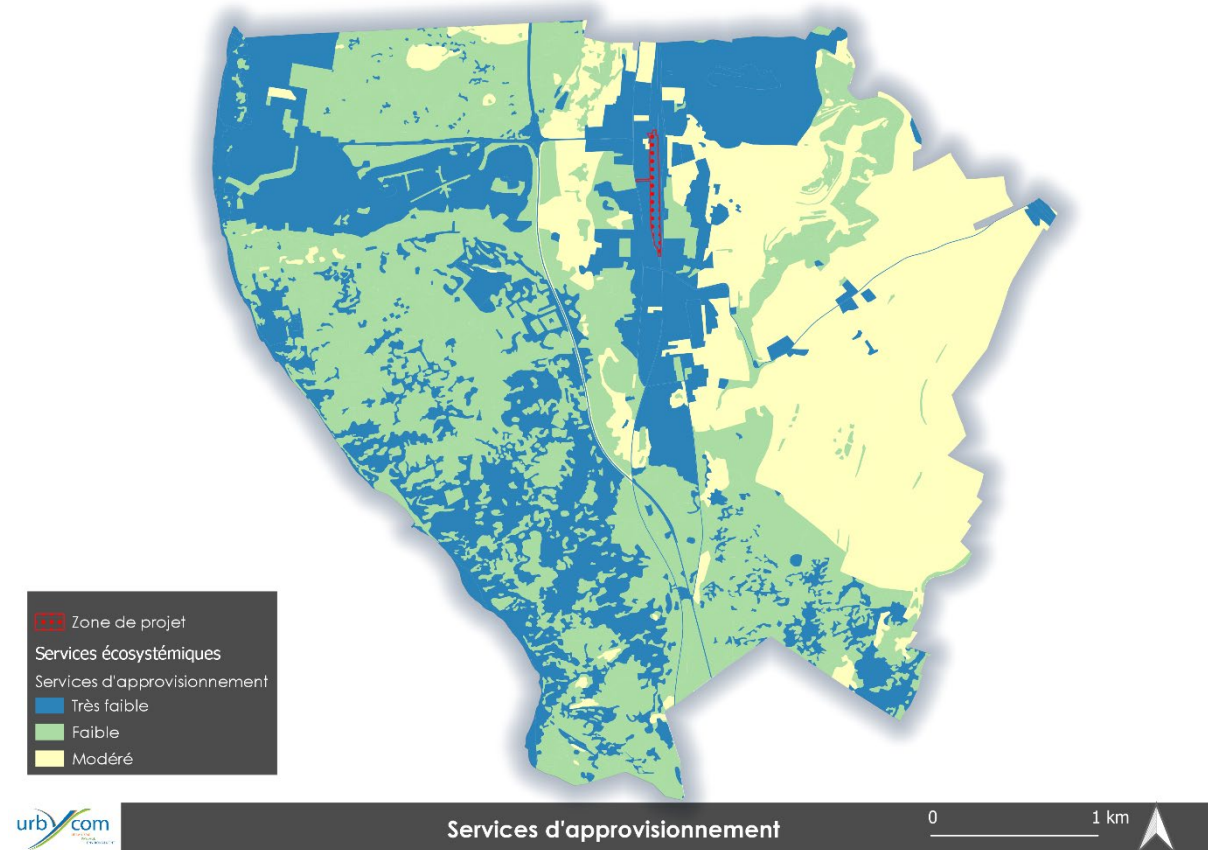
Services écosystémiques	Code	Aire d'étude	Capacité en SE de l'aire d'étude	Camiers	Capacité en SE de la commune
Production végétale alimentaire cultivée	SA1	0,00	Très faible	1,16	Faible
Production animale alimentaire élevée	SA2	0,00	Très faible	0,78	Très faible
Ressource végétale et fongique alimentaire sauvage	SA3	0,00	Très faible	1,08	Faible
Ressource animale alimentaire sauvage	SA4	0,00	Très faible	1,85	Faible
Eau douce	SA5	0,00	Très faible	0,73	Très faible
Matériaux et fibres	SA6	0,00	Très faible	1,70	Faible
Ressources secondaire pour l'agriculture/alimentation indirecte	SA7	0,00	Très faible	1,37	Faible
Composées et matériel génétique des êtres vivants	SA8	0,00	Très faible	1,67	Faible
Biomasse à vocation énergétique	SA9	0,00	Très faible	1,55	Faible
Régulation du climat et de la composition atmosphérique	SR1	0,04	Très faible	1,76	Faible
Régulation des animaux vecteurs de maladies pour l'Homme	SR2	0,29	Très faible	1,34	Faible
Régulation des ravageurs	SR3	0,21	Très faible	1,13	Faible
Offre d'habitat, de refuge et de nurserie	SR4	1,09	Faible	2,45	Modérée
Pollinisation et dispersion des graines	SR5	1,04	Faible	1,93	Faible
Maintien de la qualité des eaux	SR6	0,00	Très faible	1,48	Faible
Maintien de la qualité du sol	SR7	0,00	Très faible	1,54	Faible
Contrôle de l'érosion	SR8	0,00	Très faible	1,89	Faible
Protection contre les tempêtes	SR9	0,00	Très faible	1,70	Faible
Régulation des inondations et des crues	SR10	0,00	Très faible	1,42	Faible
Limitation des nuisances visuelles, olfactives et sonores	SR11	0,00	Très faible	1,77	Faible
Emblème ou symbole	SC1	0,07	Très faible	2,41	Modérée
Héritage (passé et futur) et existence	SC2	0,06	Très faible	2,41	Modérée
Esthétique	SC3	0,05	Très faible	2,51	Modérée
Activités récréatives	SC4	0,06	Très faible	2,16	Modérée
Connaissance et éducation	SC5	0,06	Très faible	2,44	Modérée

ÉTAPE 5 : Enjeux, gains et pertes en services écosystémiques

Une analyse géographique des moyennes des différents services permet d'identifier les zones à enjeux forts pour les services écosystémiques à l'échelle de la commune.

La commune de Camiers ne présente aucune zone à enjeu fort pour les services d'approvisionnement. Les zones agricoles présentent des enjeux modérés et sont situées à l'est du territoire. Ainsi, la zone de projet présente des enjeux très faibles en termes de services d'approvisionnement

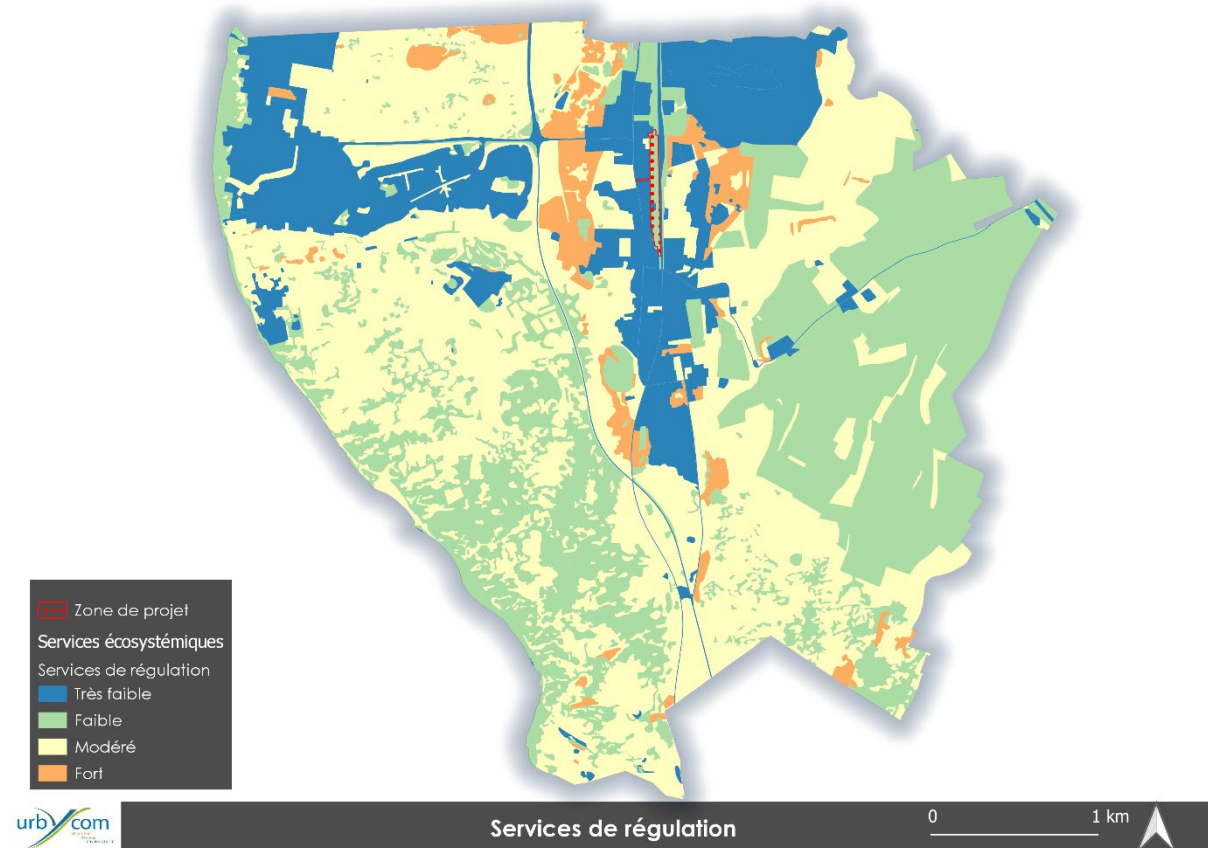
Localisation des enjeux liés aux services d'approvisionnement sur la commune de Camiers



Source : Cartographie Urbycom, Arch

A l'échelle communale, les services de régulation présentent des enjeux variant de très faibles à fort. La zone de projet présente quant à elle des enjeux faibles (abords des voies ferrées) et très faibles (espaces bâtis).

Localisation des enjeux liés aux services de régulation sur la commune de Camiers

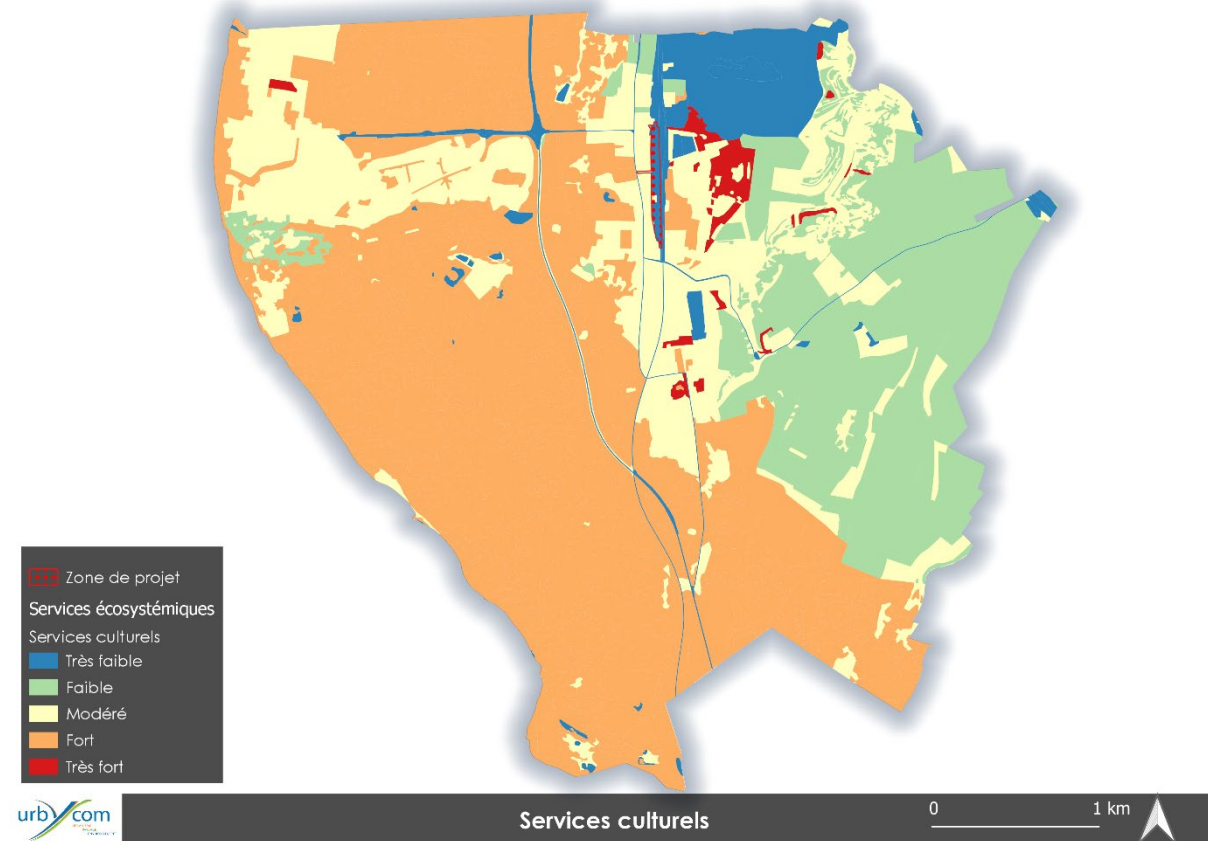


Source : Cartographie Urbycom, Arch

Vis-à-vis des services culturels, la commune de Camiers présente des enjeux variant de très faible (friches, carrières) à très fort (forêts caducifoliées).

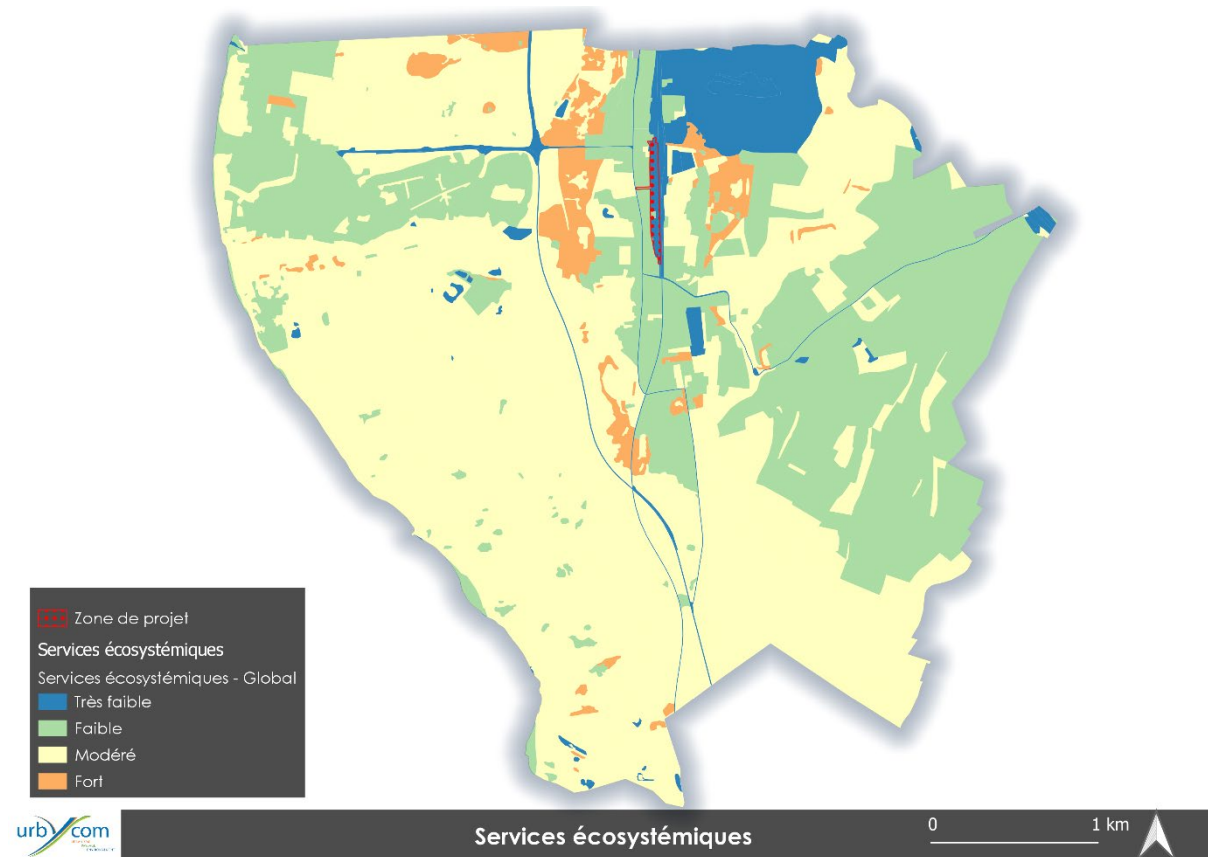
La zone de projet présente alors des enjeux modérés et très faibles pour ce type de services écosystémiques.

Localisation des enjeux liés aux services culturels sur la commune de Camiers



Source : Cartographie Urbycom, Arch

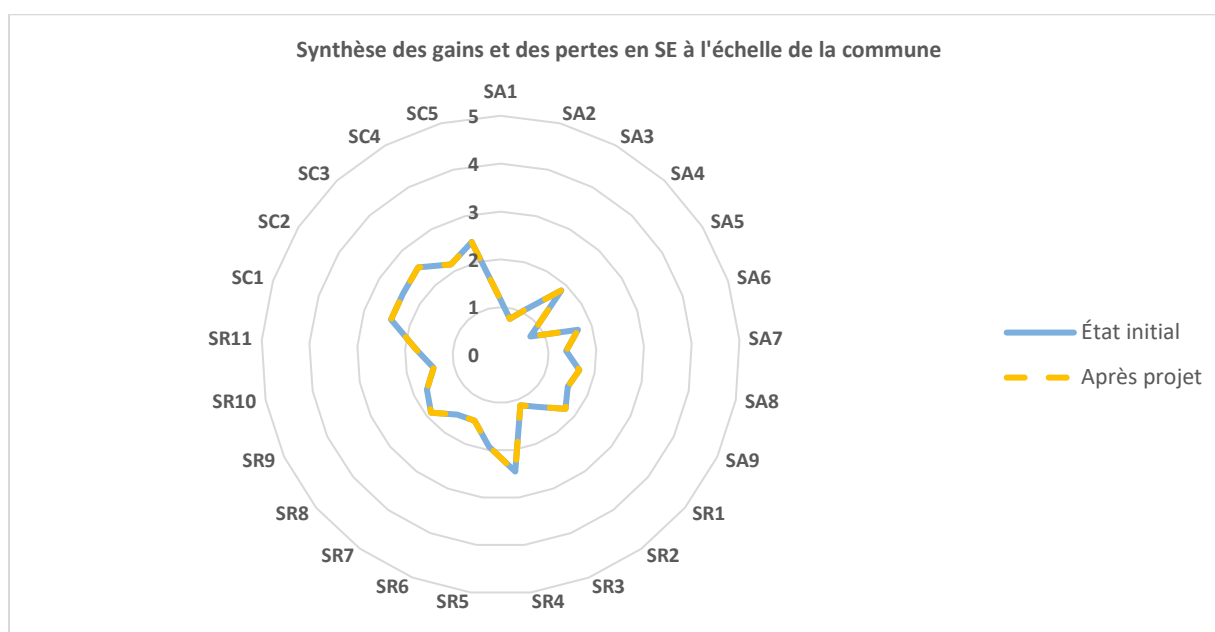
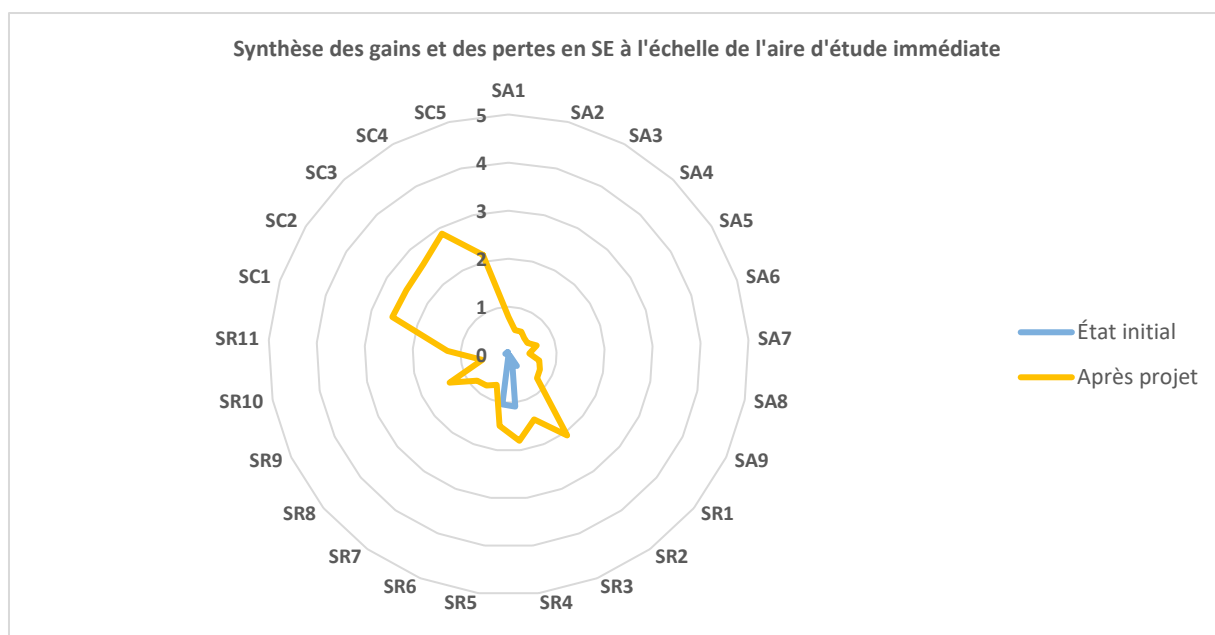
En considérant l'ensemble des services écosystémiques dans la définition des enjeux, on observe que la zone de projet présente des enjeux variant de très faibles à faibles.



Source : Cartographie Urbycom, Arch

Ne disposant pas de l'aménagement définitif de la zone de projet, il est impossible de modéliser finement l'impact de ces derniers sur les services écosystémiques. La simulation réalisée prend en compte l'aménagement d'espaces bâtis, la zone naturelle et les espaces de jardins partagés.

L'artificialisation de cette zone n'induit pas de perte de services écosystémiques significative à l'échelle de la zone. A l'inverse, à l'échelle de la commune de Camiers, ces gains ne sont pas observés.



ÉTAPE 6 : Analyse des résultats et préconisation des mesures ERc.

Le projet de la commune Camiers n'induit pas de perte locale en services écosystémiques. Au contraire, un gain est observé à l'échelle du projet.

Cependant, dans le cadre de l'aménagement de ces zones, la création de jardins partagés, d'une zone naturelle, de haies, linéaires végétalisés, et autres espaces verts peuvent être prévus. Néanmoins en l'absence de projet bien établi, il n'est cependant pas possible de proposer un dimensionnement de ces aménagements.

III. Risques

Le projet est impacté par un axe bruyant de catégorie 3, qui est la voie ferrée en activité, longeant le projet sur sa frange est.

Un risque faible à nul de mouvement des argiles est observé sur l'ensemble de la zone du projet.

Des débordements de nappe ainsi que des inondations de cave peuvent être constatés sur l'emprise du projet.

Des sites ICPE sont recensés dans un rayon de 2km. Le site de la carrière est quant à lui localisé dans un rayon inférieur à 1 km par rapport à l'emprise du projet.

1. *Impacts*

Le projet prévoit la réalisation de logement dans un périmètre de près de 1,5 ha et une zone à vocation d'espace public et d'équipement dans un périmètre d'environ 0,6 ha. La partie sud du site sera dédiée aux espaces naturels et de jardins familiaux.

L'imperméabilisation de sols supplémentaires peut aggraver les risques inondations. Il est donc primordial que la continuité hydraulique en place soit maintenue.

2. *Mesures*

a. Mesures d'évitement

Globalement, le projet présente peu de risques naturels et technologiques. Les mesures adéquates seront mises en œuvre pour la prise en compte des risques dans la réalisation du projet.

Des études complémentaires pourront être réalisées concernant la pollution du site (dépassement des valeurs de référence pour le cuivre en 2011).

b. Mesures de réduction

Le projet devra faire l'objet d'études géotechniques afin d'identifier le risque de mouvement des argiles et de remontées de nappes. Une fois les enjeux identifiés précisément, des mesures de constructions adaptées seront prévues.

Concernant le risque inondation par imperméabilisation des sols, une étude de perméabilité devra être menée afin d'évaluer la possibilité d'infiltration des eaux pluviales. En cas d'impossibilité d'infiltration, les eaux devront être stockées *in situ* avant rejet à débit limité au milieu naturel. Ces mesures permettront d'éviter les inondations en aval du site.

S'agissant du bruit causé par les voiries, les bâtiments devront faire l'objet d'une isolation acoustique conformément à la réglementation en vigueur. Une étude acoustique devra être réalisée dans le cadre

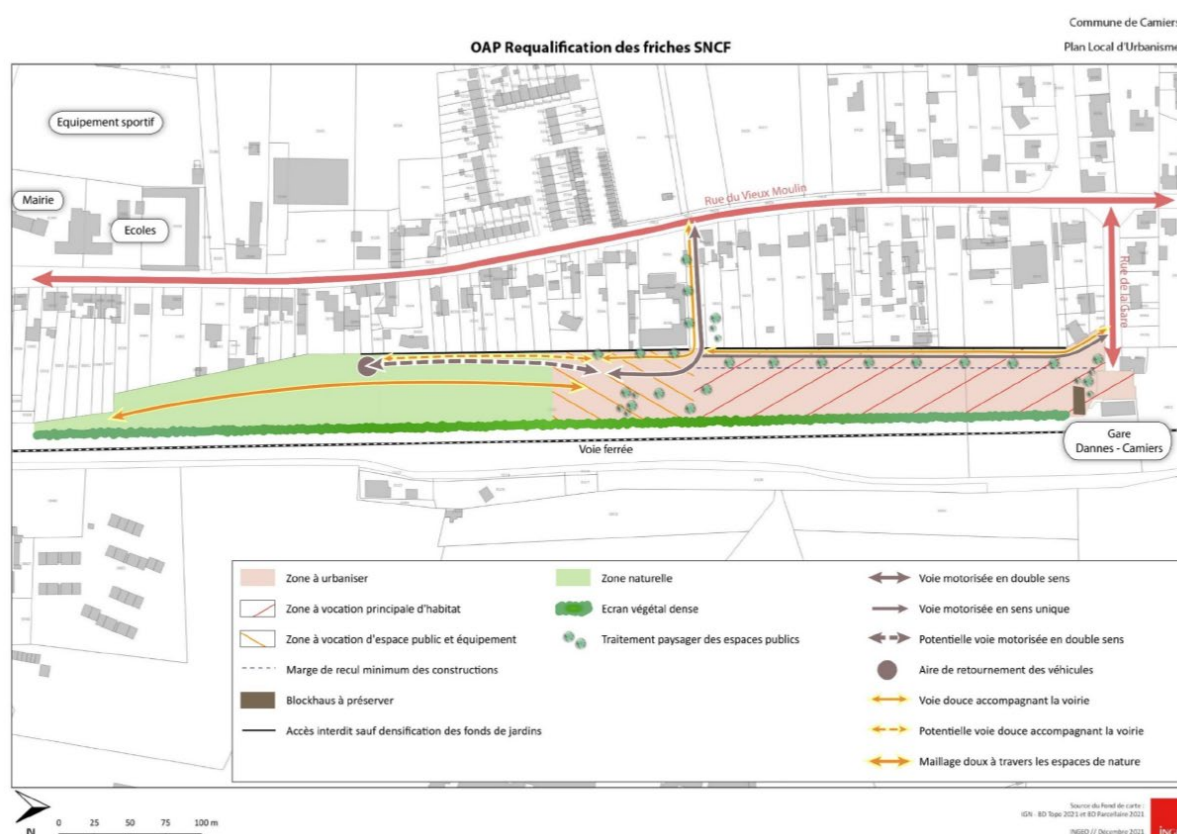
des études préliminaires du projet. Le règlement de la zone rappelle la distance retenue pour laquelle une isolation acoustique renforcée est nécessaire.

1- Classement sonore des infrastructures et transports terrestres

Dans une bande de 250 m de part et d'autre de la voie ferrée Longueau – Boulogne Ville, les constructions exposées au bruit des voies de 2^{ème} catégorie, telle qu'elle figure au plan des annexes, sont soumises à des normes d'isolation acoustique conformément à la loi 92-1444 relative à la lutte contre le bruit, ces décrets d'application et arrêtés, complétés par l'arrêté préfectoral du 23 août 1999 relatif au classement des autoroutes et voies ferrées du Pas-de-Calais à l'égard du bruit.

Source : Extrait de la notice explicative

Des aménagements seront également prévus afin de réduire les nuisances au maximum (végétation des espaces, plantation de haies denses...). Ces derniers sont précisés au sein de l'OAP du site. Cette dernière prévoit notamment un écran végétal dense le long de la voie ferrée mais aussi un traitement paysager des espaces publics.



Source : OAP requalification des friches SNCF

c. Mesures de compensation

Les aménagements paysagers prévus dans le projet permettront également de compenser certains risques.

Parmi ces mesures, est indiqué, l'aménagement d'écran végétal. Notons que d'autres mesures pourront être mises en place telles que des merlons végétalisés ou encore le recul des habitations.

IV. Milieu naturel

1. *Impacts*

D'après le projet ARCH et le registre parcellaire graphique de 2020, le projet se situe sur des terres artificialisées. Aucune terres agricoles et prairies ne sont recensées sur l'emprise du projet. Ce dernier ne rend aucun service écosystémique.

Services écosystémiques rendus par :

Terre agricole :

La terre agricole est un milieu généralement ouvert, monospécifique et uniforme. C'est un habitat très perturbé par les pratiques anthropiques qui y sont appliquées (labours, fertilisants, pesticides). Elle laisse donc peu de place à la faune et la flore spontanées. Les cultures présentent une faible valeur écologique qui peut néanmoins être augmentée en présence de haies ou de bandes enherbées. Bien que la flore de ces milieux soit particulièrement pauvre, les terres agricoles peuvent jouer un rôle dans le cycle de vie de l'avifaune (site de nidification, halte migratoire). Les terres agricoles rendent plusieurs **services écosystémiques** : des **services de régulation** (*atténuation des Gaz à Effet de Serre ou stockage du carbone*) et des **services d'approvisionnement** (*produits de cueillette*).

Par ailleurs le projet se situe en dehors de toutes zones de protection ou d'intérêt pour la biodiversité. Cependant, une Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux est présente sur l'emprise du projet. La zone d'étude ne présente pas un milieu favorable pour la majorité des espèces. Les enjeux de cette zone sont jugés comme moyens.

2. *Mesures*

a. Mesures d'évitement

Par l'absence de zone d'intérêt pour la biodiversité sur l'emprise du projet, ce dernier n'aura pas d'impact sur ces zones.

b. Mesures de réduction

L'imperméabilisation du site de projet situé au droit de friche ne va pas induire de perte en services écosystémiques.

c. Mesures de compensation

Le projet fera l'objet d'aménagements paysagers prévus dans l'OAP. Ces aménagements permettront de créer des espaces favorables à la biodiversité des espaces urbains. Par exemple, un écran végétal dense est prévu le long de la voie ferrée et les espaces publics bénéficieront d'un traitement paysager particulier.

Les linéaires végétalisés / haies / espaces boisés permettent de :

- Limiter les ruissellements de type amont vers aval,
- Servir de support de cycle biologique des espèces arbustives, arborées et de sous-bois,
- Jouer un rôle hydraulique et biochimique,
- De jouer un rôle de puits de carbone (lors de la croissance des arbres et arbustes).

Il est également à noter que la création de zones herbacées permet de :

- Limiter l'érosion et ralentir le ruissellement,
- Incorporer la matière organique en surface,
- Retenir du carbone, de l'azote et des nitrates par l'épisolum humifère qui se reformera dans les espaces verts.

V. Agriculture

1. *Impacts*

Le projet ne se situe pas au droit de terres agricoles. Ces dernières sont situées à distance des terres cultivées.

2. *Mesures*

a. *Mesures d'évitement*

Aucune mesure d'évitement n'a été envisagée car le projet ne porte pas atteinte aux terres agricoles.

b. *Mesures de réduction*

Un écran végétalisé ainsi qu'un traitement paysager des espaces publics et la création d'une zone naturelle cerneront le périmètre du projet. Ces mesures permettront de gérer la transition entre espaces bâtis et non bâtis.

c. *Mesures de compensation*

Aucune mesure de compensation n'a été définie.

VI. Paysage et patrimoine

1. *Incidences sur le paysage*

La zone de projet investit un espace compris entre les jardins des habitations implantées le long de la RD148E6 – Rue du Vieux Moulin (à l’ouest) et la voie ferrée à l’Est (ligne de Longueau à Boulogne-Ville).

Ce projet vient requalifier cet espace en friche appartenant à la SNCF. Cette friche est végétalisée et est essentiellement occupée par des arbres et arbustes.

La zone de projet forme une bande axée nord-sud entre la gare de Dannes-Camiers et la route de Widehem comprenant trois secteurs de vocations différentes. Le secteur le plus au nord, le plus proche de la gare, est dédié à l’implantation d’habitats. Le deuxième secteur, central au sein de la zone, est dédié à l’implantation d’espaces et d’équipements publics. Le troisième secteur occupant le sud, accueillera un espace naturel. Les deux premiers secteurs représentent les enjeux les plus importants en termes d’impact sur le paysage local.

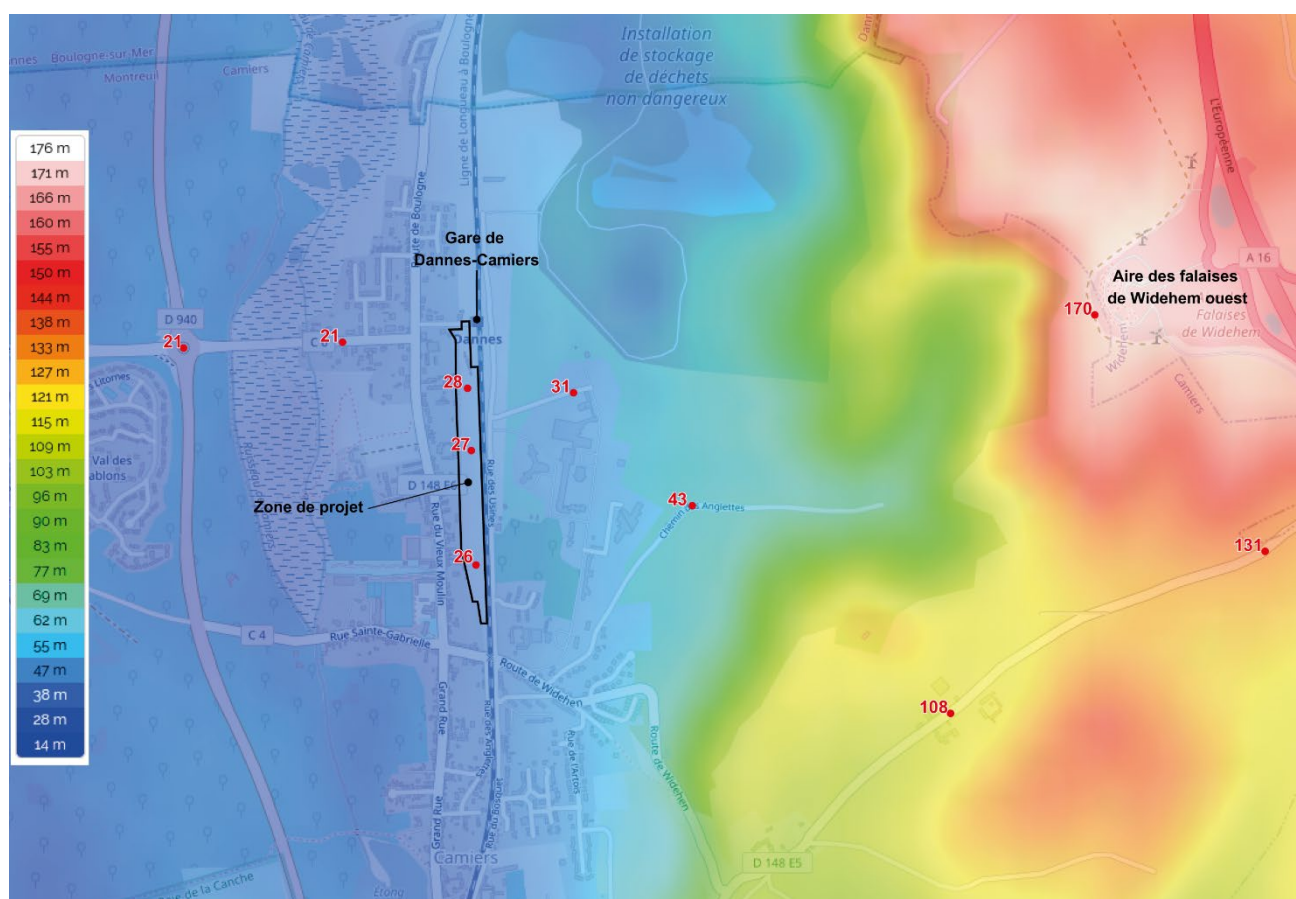
Le paysage alentour est à la fois urbain et naturel. L’ouest et le sud-est de la zone présentent une urbanisation essentiellement résidentielle organisée autour des RD148E6 et de la route de Widehem. On y retrouve une urbanisation ancienne et plutôt linéaire le long de la RD, ainsi qu’une urbanisation plus récente le long de la Route de Widehem et des nombreux lotissements qu’elle dessert. Un établissement public de santé mentale (EPSM) est également implanté à l’est de la zone de projet. Ce dernier est implanté au sein d’un écrin végétalisé (boisement) occupant la quasi-totalité de ses pourtours.

La voie ferrée longeant la limite est de la zone crée une rupture entre les secteurs urbanisés et les espaces plus naturels et au-delà agricoles. En effet, à l’est de la voie (au niveau de la zone de projet) se trouvent uniquement l’EPSM et quelques habitations isolées entourés d’importantes poches boisées.

Les impacts paysagers sont analysés par le biais des perspectives visuelles engendrées par le projet. Ainsi, il est important de se pencher sur les principaux secteurs publics alentours potentiellement concernés par le déploiement du projet.

La topographie du secteur peut fortement jouer sur l’ouverture et la fermeture des perspectives visuelles. La carte ci-dessous révèle que la zone de projet est relativement plate et se situe à des altitudes comprises entre 26 et 28 mètres. A proximité de l’EPSM, les altitudes sont d’environ 31m. Un point plus à l’est le long du chemin des Anglettes révèle une altitude de 43m. La route de Widehem s’élève vers l’ouest et présente des points à 108 et 131m d’altitude, mais ne présente pas de vues vers

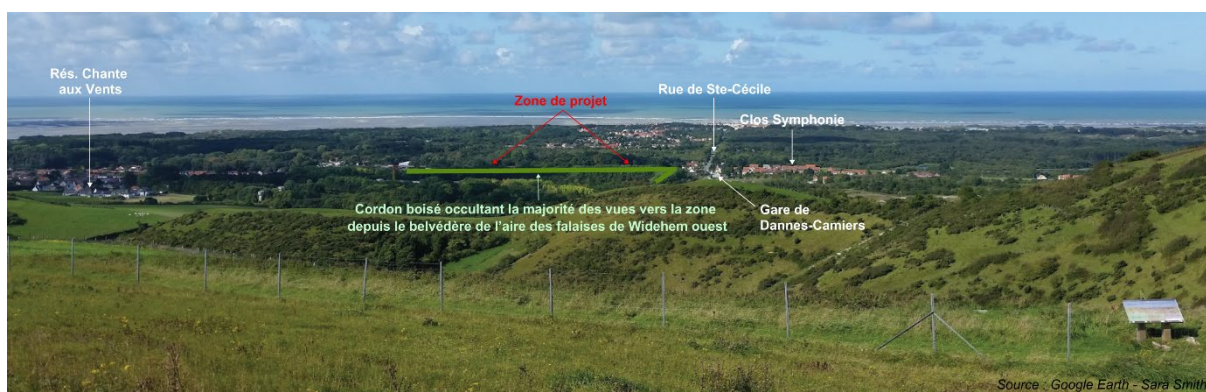
la zone. Les altitudes baissent vers l'ouest et augmentent fortement vers l'est à mesure qu'on se rapproche des falaises de Widehem qui culminent à 170m d'altitude.



La topographie aux abords de la zone de projet

a. Les impacts visuels depuis le belvédère de l'aire des Falaises de Widehem ouest à l'est – vue n°1 sur le plan :

Comme vu précédemment, une aire de repos de l'autoroute A16, « Aire des Falaises de Widehem ouest », implantée à l'ouest à une altitude élevée (170m), dispose d'un belvédère ouvrant les vues vers Camiers et la mer à environ 1,6 km. La zone de projet est dans l'axe de vue qu'offre le belvédère. Toutefois, la végétation existante, notamment entre l'EPSM et la voie ferrée, empêche les vues vers les futurs aménagements.



Carte ci-dessus : photo prise depuis le belvédère de l'aire des Falaises de Widehem ouest

Carte ci-dessous : source Google Earth

Les deux cartes révèlent le masquage de la zone de projet par la végétation existante le long de la rue des Usines



Le projet prévoit la mise en place d'une haie dense le long de son interface avec la voie ferrée. Ce traitement renforcera l'impossibilité des vues vers la zone depuis le belvédère de l'aire d'autoroute.

b. Les impacts visuels depuis la rue des Usines par-delà la voie ferrée à l'est – vues n°2 sur le plan :

La rue des Usines longe l'Est de la voie ferrée. Il s'agit d'une voie peu large et peu fréquentée. Un traitement végétalisé existe entre la voie ferrée et la route, mais il n'est pas toujours continu et peu laisser apparaître la voie, ainsi que les espaces en friche de l'autre côté de celle-ci.



Exemples de vues depuis la rue des Usines. Ci-dessus la frange végétalisée masque la voie ferrée et la zone de projet.
Ci-dessous l'absence ponctuelle de végétation ouvre les vues vers la voie ferrée et vers la zone de projet en friche



Le projet prévoit la mise en place d'une haie dense le long de son interface avec la voie ferrée. De ce fait, depuis cette rue les vues ne seront pas possibles vers la zone de projet.

C. Les impacts visuels depuis la RD148E6 à l'ouest – vues n°3 sur le plan :

Depuis la RD148E6, la trame bâtie n'est pas continue mais les constructions et leurs abords (garage, jardins, clôtures, ...) limitent les vues vers la friche végétalisée destinée à accueillir le futur projet. Aucune véritable dent creuse n'ouvre les vues vers la zone. Seules quelques vues ponctuelles entre les bâtis laissent entrevoir une végétation haute, mais il est même difficile de savoir si cela correspond aux jardins des habitations ou bien à la zone d'étude en friche.



Exemple de vue ponctuelle vers la zone d'étude entre les bâtis de la RD148E6 – difficile de savoir si cela correspond aux jardins ou à la friche végétalisée



Exemples de vues ponctuelles vers la zone d'étude entre les bâtis de la RD148E6 – difficile de savoir si cela correspond aux jardins ou à la friche végétalisée



L'impact visuel du projet depuis la RD148E6 sera très limité par la présence des constructions existantes.

d. Les impacts visuels depuis la rue de la Gare au nord – vues n°4 sur le plan :

Depuis le bout de la rue de la Gare, la végétation occupant la zone de projet est bien visible derrière le mur de clôture.



Vue vers la zone depuis le bout de la rue de la Gare. La végétation occupant la friche est bien visible au-dessus du mur de clôture.

Le projet prévoit la végétalisation des abords de la zone en lien avec la gare. Le projet sera possiblement visible mais sera agrémenté par le végétal. Le paysage devrait en être amélioré depuis ce point, en faisant disparaître le mur peu flatteur.

e. Les impacts visuels depuis la passerelle piétonne au nord – vues n°5 sur le plan :

A côté de la gare, au bout de la rue de la Gare, une passerelle piétonne permet la traversée des voies vers la rue des Usines. Celle-ci surplombe donc la zone de projet et permet des vues vers le secteur de développement.



La passerelle piétonne enjambe la voie ferrée et ouvre des vues vers la zone de projet. Toutefois, cette passerelle est peu empruntée.

Le projet prévoit la végétalisation des abords de la zone en lien avec la gare. Cette valorisation par le végétal permettra d'améliorer les vues mais celles-ci resteront parfaitement ouverte vers la zone.

Les incidences sur le paysage sont faibles voire nulles. Parfois, le projet valorisera les secteurs, notamment aux abords de la gare.

2. Incidence sur le patrimoine bâti

Trois éléments patrimoniaux sont présents au sein et à proximité de la zone de projet. Il s'agit d'une plaque commémorative apposée sur la façade de la gare, d'un blockhaus implanté au nord de la zone de projet et d'un calvaire implanté le long de la RD148E6.



a- calvaire

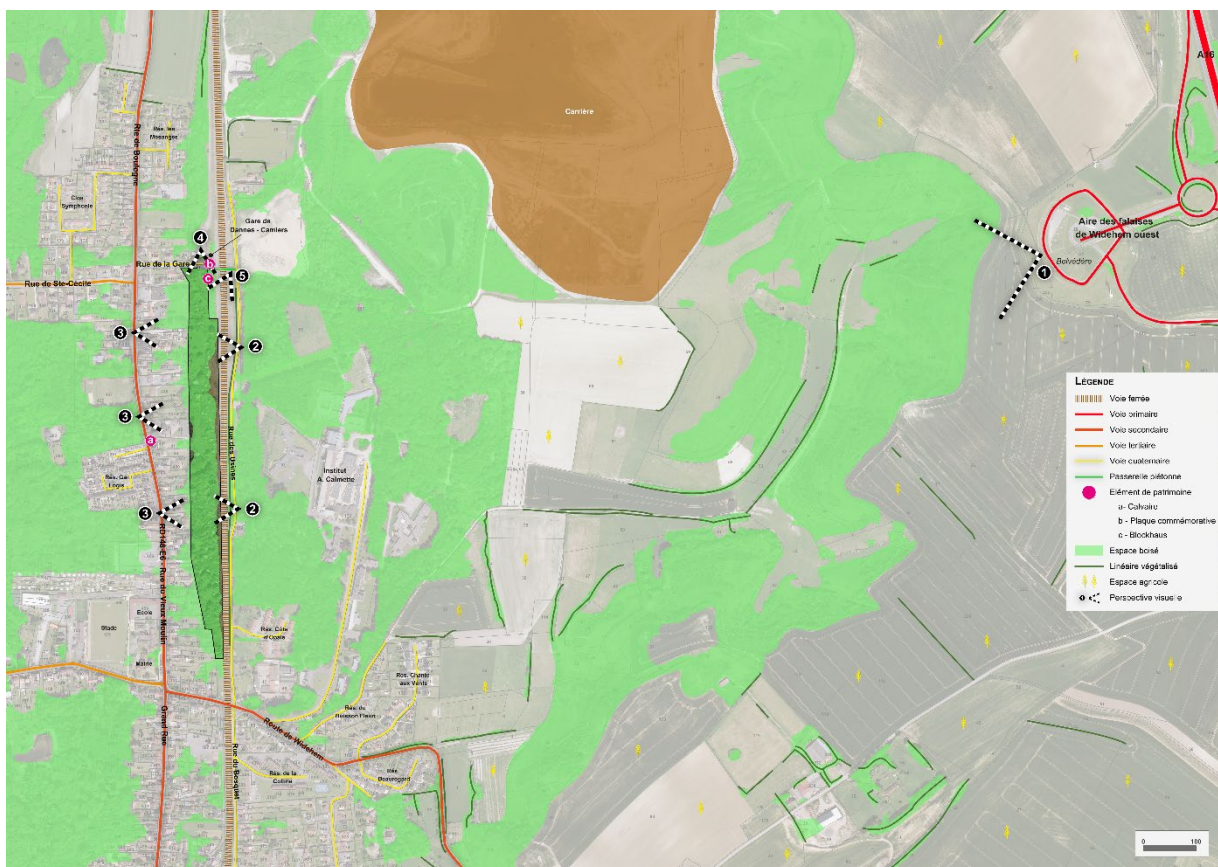


b- plaque commémorative

c- blockhaus – non illustré


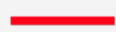





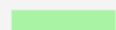
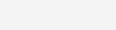


Le blockhaus sera conservé au sein du projet et sera valorisé par les traitements paysagers mis en place. La plaque commémorative sera également valorisée par ces traitements paysagers et le calvaire ne sera pas concerné par l'aménagement de la zone.

Les incidences sur le patrimoine seront soit nulles soit valorisantes.

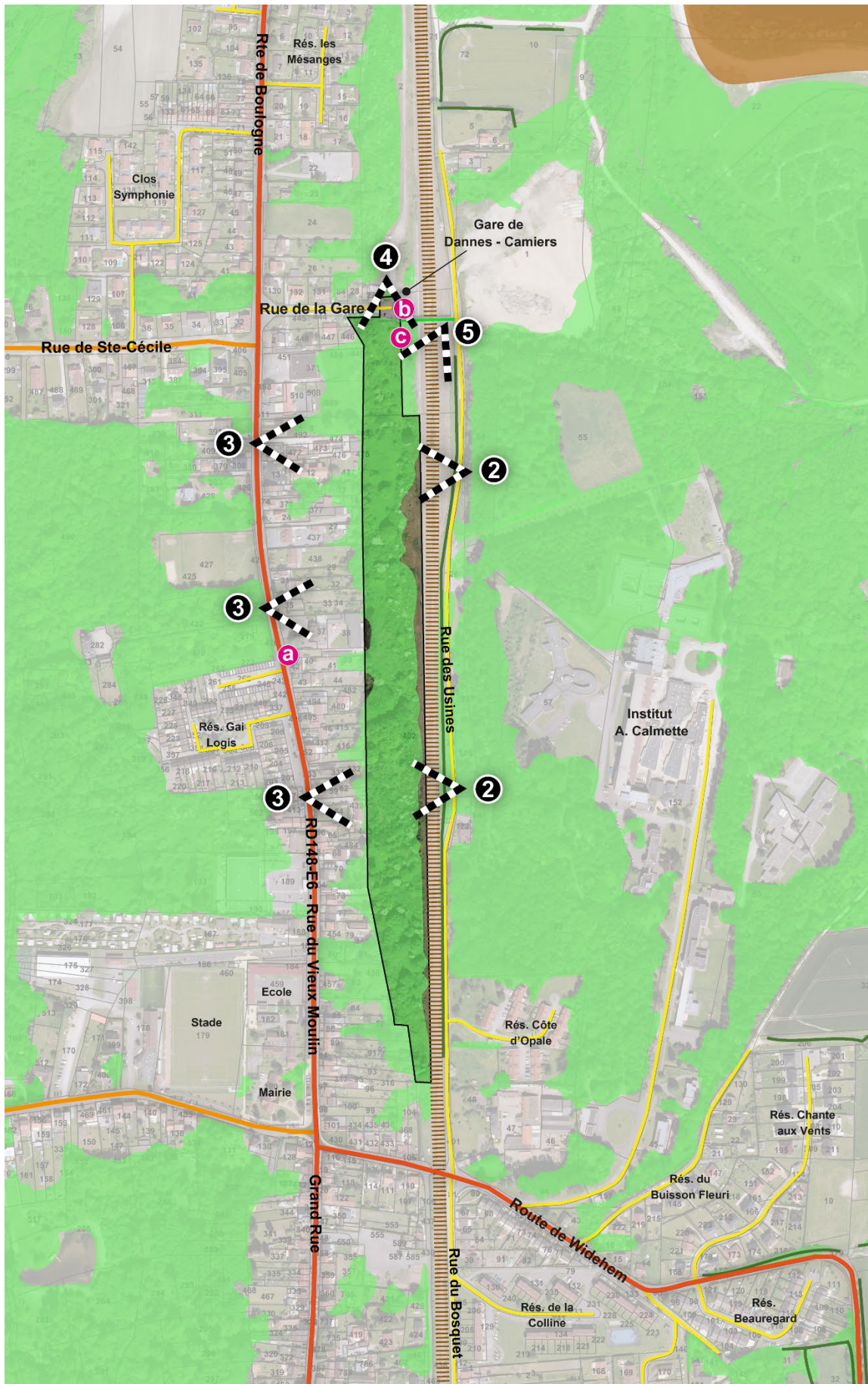


Carte générale du paysage et du patrimoine autour de la zone de projet

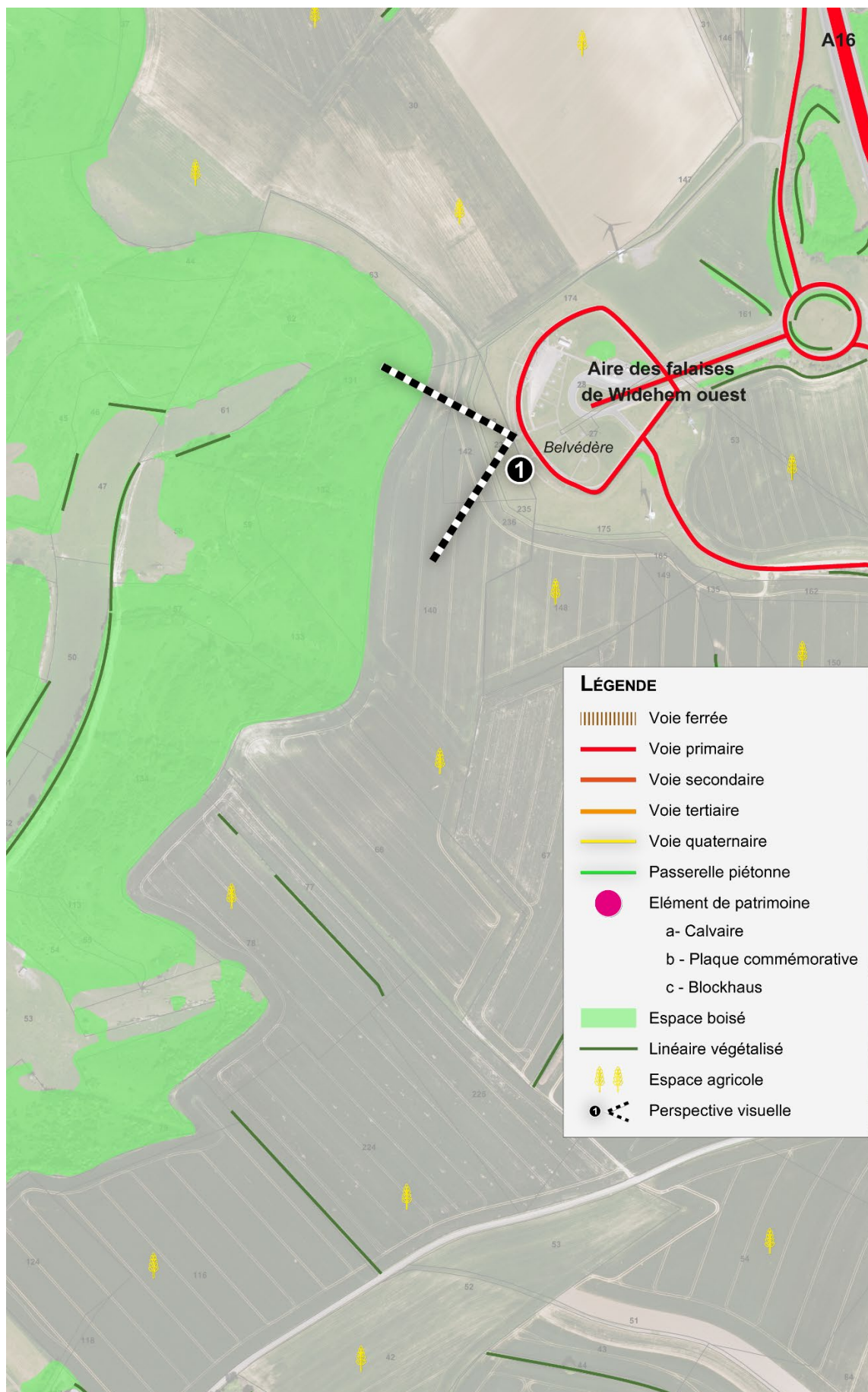
LÉGENDE

-  Voie ferrée
-  Voie primaire
-  Voie secondaire
-  Voie tertiaire
-  Voie quaternaire
-  Passerelle piétonne
-  Elément de patrimoine
 - a- Calvaire
 - b - Plaque commémorative
 - c - Blockhaus
-  Espace boisé
-  Linéaire végétalisé
-  Espace agricole
-  Perspective visuelle

Zoom sur la légende



Zoom sur l'ouest



Zoom sur l'est

VII. Déchets

1. *Impacts*

L'accueil de nouveaux habitants et services induira une hausse des déchets produits.

2. *Mesures*

a. Mesures d'évitement

La production de déchets supplémentaires liée à l'arrivée de nouveaux habitants et services ne peut être évitée.

b. Mesures de réduction

La prévention des diverses pollutions et la minimisation de l'impact carbone feront l'objet d'une attention particulière dans ce projet.

c. Mesures de compensation

Aucune mesure de compensation n'a été prise.

VIII. Climat et déplacement

1. *Impacts*

La venue de nouveaux habitants et services va induire une hausse du trafic routier et de constructions, et donc une hausse des émissions de Gaz à Effet de Serre.

2. *Mesures*

a. *Mesures d'évitement*

Les émissions de Gaz à Effet de Serre supplémentaires liées à la venue de nouveaux habitants et services peuvent difficilement être évitée.

b. *Mesures de réduction*

Ce site revêt une opportunité dès lors qu'il est desservi par :

- Par la gare de Dannes-Camiers : l'un des accès à la zone de projet rejoindra directement le parvis de la gare. Ce dernier sera également réaménagé.
Cette gare permet de relier les pôles de Montreuil, Boulogne-sur-Mer, Etaples-Le Touquet, Abbeville, Amiens, Calais, Saint-Omer, Saint-Pol-sur-Ternoise ou encore Arras.



Source : https://cartes.hautsdefrance.fr/system/files/776-1_Reseau_TER_Hauts_de_France.pdf

- Par des aménagements cyclables et des liaisons douces : des liaisons douces existent entre centre-ville de Camiers et le front de mer sur le boulevard de Sainte-Cécile et le long de la D400. Par ailleurs, dans le cadre du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le maillage de liaisons piétonnes sera renforcé et ce, notamment vers la gare de Dannes-Camiers. Notons également que la CA2BM réalise des travaux de pistes cyclables qui s'intègrent dans le réseau de l'Eurovéloroute littorale. Une portion de cet itinéraire traverse la commune de Camiers.



Source : ca2bm.fr

- Par les transports en commun : une navette reliant Sainte-Cécile au bourg est disponible durant les mois de juillet et août. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération des deux Baies en Montreuillois organise les transports et notamment les transports scolaires, le transport à la demande et le co-voiturage et d'auto-stop sécurisé via le réseau Rezo pouce. La commune de Camiers est notamment desservie par une ligne régulière reliant Boulogne-sur-Mer et la gare d'Etaples-sur-Mer / Le Touquet-Paris-Plage.



Source : ca2bm.fr

La proximité des aménagements cyclables et la desserte en transport collectif peuvent être un atout dans la réduction des émissions à effet de serre notamment pour les futurs habitants de la zone.

c. Mesures de compensation

Les habitants seront encouragés à utiliser les modes alternatifs à la voiture individuelle tels que les aménagements cyclables et les transports en commun, notamment le pôle gare de Dannes-Camiers.

COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent être compatibles avec les orientations de documents, lois qui ont une portée juridique supérieure aux PLU. La hiérarchie des normes pour les PLU est définie par l'article 13 de loi ENE et retranscrites dans le Code de l'Urbanisme (L.101-1, L.101-2, L.131-1 à L.131-7, L.132-1 à L.132-3, L.152-3).

Deux types de relations entre les documents de planification :

- La **compatibilité** n'est pas définie précisément dans les textes de loi. Il s'agit d'une obligation de non-contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

- La **prise en compte**, est une obligation de ne pas ignorer.

Remarque : La prise en compte, ou en considération, des autres documents d'urbanisme ou relatifs à l'environnement est une exigence moins forte que l'observation d'un rapport de compatibilité. Il s'agit de faire en sorte que les objectifs énoncés dans le PADD et traduits sous forme prescriptive dans les orientations d'aménagement soient établis en toute connaissance des finalités propres à ces documents.

Les documents supra-communaux concernant le territoire :

Mise en compatibilité du PLU avec :

- La SCOT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois,
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie,
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin côtiers du Boulonnais.

Prise en compte du PLU avec :

- Le SRADDET,
- Le Schéma Régionale de Cohérence Ecologique – Trame Verte et Bleue (SRCE – TVB),

Les PLU/ PLUi approuvés disposent d'un délai de 3 ans, pour se rendre compatibles avec l'ensemble de ces documents de planification supra communal une fois ces derniers approuvés.

Par ailleurs, comme indiqué dans la circulaire du MEDDE (Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie) du 12 avril 2006, « le rapport peut également faire référence à d'autres documents lorsque cela s'avère pertinent ».

I. Le SDAGE Artois-Picardie

La commune de Camiers est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois Picardie.

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent, pour chaque grand bassin hydrographique, les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui dispose qu'il « fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE). Le SDAGE en cours s'applique pour la période 2022-2027.

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Objectifs du SDAGE

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques,
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante,
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Enjeu D : Protéger le milieu marin,
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Les orientations qui concernent le projet sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Enjeu A : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides		
A.1 – Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux	A-1.1 : Limiter les rejets	Les eaux usées des projets seront traitées à la parcelle.
	A-1.2 : Améliorer l'assainissement non collectif	Non concerné
	A-1.3 : Améliorer les réseaux de collecte	Non concerné
A.2 – Maitriser les rejets par temps de pluie des surfaces imperméabilisées par des voies alternatives (maitrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les construction nouvelles)	A-2.1 : Gérer les eaux pluviales	Les eaux pluviales devront prioritairement être évacuées en milieu naturel direct ou par infiltration.
	A-2.2 : Réaliser les zonages pluviaux	Non concerné
A.3 – Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire	A-3.1 : Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates	Non concerné
	A-3.2 : Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs environnementaux	Les enjeux environnementaux ont été pris en compte dans le choix des zones d'extension. Ils feront également l'objet d'études complémentaires lors de la réalisation du projet. Rappelons que le projet se situe sur une friche appartenant à la SNCF.
	A-3.3 : Accompagner la mise en œuvre du Programme d'Actions Régional (PAR) Nitrates en application de la directive nitrates	Non concerné
A.4 – Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et	A-4.1 : Limiter l'impact des réseaux de drainage	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer	A-4.2 : Gérer les fossés, les aménagements d'hydraulique douce et les ouvrages de régulation	Les fossés ne seront pas impactés par le projet.
	A-4.3 : Eviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage	Non concerné
	A-4.4 – Conserver les sols	Le projet prévoit la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
A.5 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée	A-5.1 : Définir l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-5.2 : Préserver les connexions latérales des cours d'eau	Non concerné
	A-5.3 : Mettre en œuvre des plans pluriannuels de restauration et d'entretien des cours d'eau	Non concerné
	A-5.4 : Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.5 : Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux	Le projet sont situés à distance des cours d'eau.

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-5.6 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques	Non concerné
	A-5.7 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif	Non concerné
A.6 – Assurer la continuité écologique et sédimentaire	A-6.1 : Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale	Les projets sont situés à distance des continuités écologiques recensées notamment au travers du SRCE.
	A-6.2 : Assurer, sur les aménagements hydroélectriques, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau	Non concerné
	A-6.3 : Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs environnementaux	Non concerné
	A-6.4 : Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles	Non concerné
A.7 – Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité	A-7.1 : Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-7.2 : Limiter la prolifération d'espèces exotiques envahissantes	Non concerné
	A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau	Non concerné
	A-7.4 : Inclure la fonctionnalité écologique dans les porter à connaissance	Non concerné
	A-7.5 : Identifier et prendre en compte les enjeux liés aux écosystèmes aquatiques	Non concerné
A-8 : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière	A-8.1 : Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières	Non concerné
	A-8.2 : Remettre les carrières en état après exploitation	Non concerné
A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité	A-9.1 : Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE	Le projet se situe à distance des zones humides.
	A-9.2 : Gérer, entretenir et préserver les zones humides	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-9.3 : Préserver les zones humides dans les documents d'urbanisme	Non concerné
	A-9.4 : Eviter les habitations légères de loisirs dans les zones humides et l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau	Non concerné
	A-9.5 : Mettre en œuvre la séquence « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau	Non concerné
A-10 : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles	A-10.1 : Améliorer la connaissance des micropolluants	Non concerné
A-11 : Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants	A-11.1 : Adapter les rejets de micropolluants aux objectifs environnementaux	Non concerné
	A-11.2 : Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations	Non concerné
	A-11.3 : Eviter d'utiliser des produits toxiques	Non concerné
	A-11.4 : Réduire à la source les rejets de substances dangereuses	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	A-11.5 : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires	Non concerné
	A-11.6 : Se prémunir contre les pollutions accidentelles	Non concerné
	A-11.7 : Caractériser les sédiments avant tout remaniement ou retrait	Non concerné
	A-11.8 : Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides à l'initiative des SAGE	Non concerné
A-12 : Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués		Les sites pollués ont été pris en compte et se situent à distance de la zone de projet.
Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante		
B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE	B-1.1 : Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir	Non concerné
	B-1.2 : Préserver les aires d'alimentation des captages	Le projet se situe à distance des aires d'alimentation des captages.
	B-1.3 : Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires	Non concerné
	B-1.4 : Etablir des contrats de ressources	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages	Non concerné
	B-1.6 : En cas de traitement de potabilisation, reconquérir la qualité de l'eau	Non concerné
	B-1.7 : Maitriser l'exploitation du gaz de couche	Non concerné
B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau	B-2.1 : Améliorer la connaissance et la gestion de la ressource en eau	Non concerné
	B-2.2 : Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	Non concerné
	B-2.3 : Définir un volume disponible	Non concerné
	B-2.4 : Définir une durée des autorisations de prélèvements	Non concerné
B-3 : Inciter aux économies d'eau et à l'utilisation des ressources alternatives	B-3.1 : Inciter aux économies d'eau	Les économies d'eau seront favorisées au sein du projet.
	B-3.2 : Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible	Non concerné
	B-3.3 : Etudier le recours à des ressources complémentaires pour l'approvisionnement en eau potable	Non concerné
B-4 : Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères	B-4.1 : Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse	Non concerné
B-5 : Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable	B-5.1 : Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution	Non concerné
	B-6.1 : Associer les structures belges à la	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
B-6 : Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères	réalisation des SAGE frontaliers	
	B-6.2 : Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse	Non concerné
Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations		
C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations	C-1.1 : Préserver le caractère inondable des zones identifiées	Le projet se situe à distance des zones inondables identifiées.
	C-1.2 : Préserver, gérer et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues	Non concerné
C-2 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues	C-2.1 : Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les eaux pluviales devront être gérées à la parcelle.
C-3 : Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants	C-3.1 : Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versants	Non concerné
C-4 : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau	C-4.1 : Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme	Non concerné
Enjeu D : Protéger le milieu marin		
D-1 : Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées	D-1.1 : Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles	Non concerné
D-2 : Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture		Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
D-3 : Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des navires	D-3.1 : Réduire les pollutions issues des installations portuaires	Non concerné
D-4 : Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation et la présence de déchets sur terre et en mer	D-4.1 : Mesurer les flux de nutriments à la mer	Non concerné
	D-4.2 : Réduire les quantités de déchets en mer, sur le littoral et sur le continent	Non concerné
D-5 : Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de dragage et de clapage	D-5.1 : Evaluer l'impact lors des dragages-immersions des sédiments portuaires	Non concerné
	D-5.2 : S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu	Non concerné
D-6 : Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	D-6.1 : Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement et de planification urbaine	Non concerné
D-7 : Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement et d'activités	D-7.1 : Préserver les milieux riches et diversifiés facteurs d'équilibre du littoral	Non concerné
	D-7.2 : Rendre compatible les schémas régionaux des carrières avec la diversité des habitats marins	Non concerné
Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau		
E-1 : Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE	E-1.1 : Faire un rapport annuel des actions des SAGE	Non concerné
	E-1.2 : Développer les approches inter SAGE	Non concerné
	E-1.3 : Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE	Non concerné
E-2 : Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs environnementaux	E-2.1 : Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs environnementaux du SDAGE et du document stratégique de la façade maritime Manche	Non concerné

Thèmes du SDAGE 2022-2027		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
	Est – mer du Nord (DSF MEMNor), ainsi que les objectifs du PGRI	
	E-2.2 : Viser une organisation du paysage administratif de l'eau en s'appuyant sur la Stratégie d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau (SOCLE)	Non concerné
	E-2.3 : Renforcer la prise en compte de l'évaluation des politiques publiques de l'eau	Non concerné
E-3 : Former, informer et sensibiliser	E-3.1 : Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau	Non concerné
E-4 : Adapter, développer et rationaliser la connaissance	E-4.1 : Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau	Non concerné
	E-4.2 : S'engager dans une gestion patrimoniale	Non concerné
E-5 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau dans l'atteinte des objectifs environnementaux	E-5.1 : Développer les outils économiques d'aide à la décision	Non concerné
	E-5.2 : Renforcer l'application du principe pollueur-payeur	Non concerné
	E-5.3 : Renforcer la tarification incitative de l'eau	Non concerné
E-6 : S'adapter au changement climatique		Non concerné
E-7 : Préserver la biodiversité		Non concerné

II. LE SAGE du bassin côtier du Boulonnais

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ont été institués par la Loi sur l'Eau de 1992 (Code de l'environnement L 212-3 et suivants, R 212-26 et suivants).

Le SAGE est un document de planification pour la gestion de l'eau mis en place à l'échelle d'un bassin versant, échelle géographique et périmètre hydrographique cohérents.

Il est élaboré de manière collective par l'ensemble des acteurs de l'eau.

Il a pour objectif de définir la politique de l'eau et des milieux aquatiques sur un bassin versant, il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

Un SAGE fixe donc un cadre de référence pour tous les projets liés à l'eau sur son territoire et initie des programmes d'actions cohérents à l'échelle d'un bassin versant.

La commune est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin Côtiers du Boulonnais approuvé par arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2013.

Ce dernier fixe 8 orientations stratégiques :

- La gestion qualitative de l'eau
- Les milieux naturels
- La ressource en eau potable
- La protection et la mise en valeur de la frange littorale
- La gestion de l'espace et la maîtrise des écoulements
- La gestion de l'eau en milieu industriel spécifique : les carrières
- Les loisirs et activités nautiques
- La communication et les actions de sensibilisation

Le tableau ci-dessous recense les thèmes et orientation auxquels le projet de Camiers répond.

Orientation stratégique 2 - La maîtrise de la pollution d'origine domestique		
Dispositions du SAGE		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Orientation 2 – Améliorer les systèmes de collecte et les unités de traitement collectif		
M18	Les collectivités territoriales et leurs groupements s'efforcent de mettre en place des systèmes de tamponnement et de traitement des eaux usées par temps de pluie, prioritairement en communes littorales telles que définies dans le SDAGE, lorsque ces pluies ont un impact significatif sur la qualité des eaux réceptrices.	Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle et prioritairement infiltrées.
Orientation 3 – Améliorer les systèmes d'assainissement non collectif		
M22	Les règlements des SPANC pourront demander la réalisation d'études à la parcelle pour la définition du choix technique de l'assainissement non collectif, notamment par rapport à l'enjeu de l'aptitude des sols à l'épuration et à l'infiltration.	Le raccordement au réseau collectif est obligatoire

Orientation stratégique 5 – La gestion de l’espace et la maîtrise des écoulements		
Thème 1 – la maitrise des écoulements en milieux urbain		
Dispositions du SAGE		Mesures prises au travers du document d’urbanisme
Orientation 1 – Limiter le ruissellement et maîtriser les risques d’érosion des sols dans les zones bâties		
M188	Les organismes compétents veilleront à ce que les aménageurs et décideurs locaux mettent en place des techniques alternatives ou compensatoires de réduction des flux d’eaux pluviales, à l’instar des expérimentations faites par l’ADOPTA, dans leurs projets d’aménagement urbain et industriel, notamment sur la partie amont des bassins versants. L’infiltration à la parcelle, l’implantation de noues, de chaussées drainantes, de toits végétalisés, d’ouvrages de récupération et de réutilisation de l’eau pluviale seront privilégiées afin de tendre vers le zéro-rejet.	Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle et prioritairement infiltrées.

III. Le SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois

Le projet permet également de répondre à plusieurs orientations du SCoT du Pays Maritime et Rural du Montreuillois. Ces orientations sont issues du Document d'Orientation et d'Objectifs (D.O.O) du SCOT approuvé le 30 janvier 2014.

■ **Première partie : Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois valorise ses ressources environnementales et patrimoniales pour renforcer sa capacité d'accueil au service de son projet :**

○ **1.1 Préserver et valoriser les ressources écologiques**

▪ **1.1.1 - Reconnaître, préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité majeurs**

Objectif : Reconnaître, préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité majeurs, dans leurs caractéristiques écologiques, sur le long terme dans le cadre d'une politique conservatoire et adaptée à leur fonctionnement.

Dans ce cadre, le SCOT indique que les espaces bâtis existants ne peuvent pas se développer davantage. Cependant, ils peuvent se densifier. Ainsi la requalification de la friche SNCF s'inscrit dans cet objectif.

Par ailleurs, le projet s'inscrit également dans un objectif de renaturation. En effet, la création de la zone naturelle et d'un espace de jardins partagés permettra d'améliorer le fonctionnement écologique du site.

○ **1.2 Gérer l'espace dans le cadre de ses spécificités littorales et rurales en intégrant également la gestion des risques**

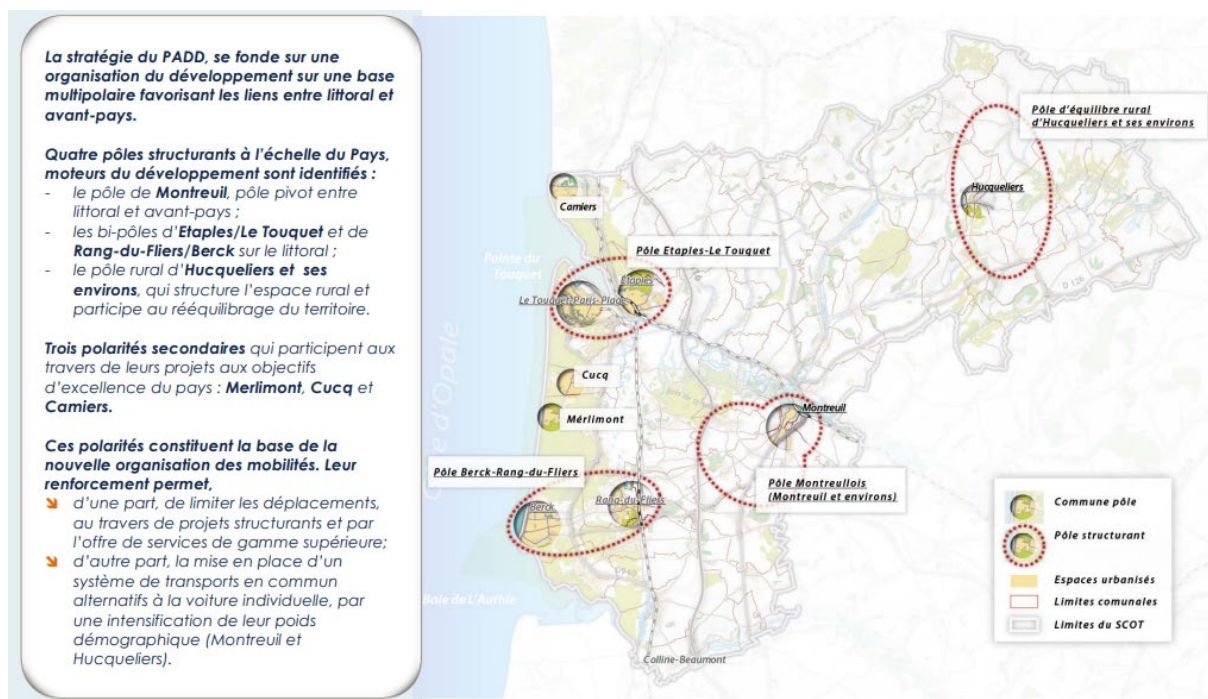
▪ **1.2.4 – Organiser et maîtriser le renouvellement urbain particulièrement en secteur littoral**

Objectif : Le SCOT vise à maintenir un espace littoral dynamique et attractif dans un contexte de forte préservation des espaces agricoles et environnementaux, et de prise en compte des risques. Il encourage un renouvellement et une intensification de ces espaces, visant à mobiliser un gisement foncier qui permet de concilier développement du parc de logements et préservation des espaces agricoles et naturels. Si cet objectif est primordial pour l'espace littoral urbanisé qui doit accueillir dans l'enveloppe urbaine entre 70 et 80% des objectifs de logements, il est également applicable aux autres villes bourgs et villages dans une moindre mesure compte tenu des configurations urbaines.

Dans ce cadre, la requalification de la friche sur laquelle se situe le projet répond à cet objectif et participe au renouvellement urbain de la commune.

■ **Deuxième partie : le Pays Maritime et Rural du Montreuillois organise et déploie ses activités dans un cadre multipolaire et intégré :**

○ **2.1 Renforcer et faire émerger des polarités, supports de mobilités alternatives renforcées et d'équilibre du territoire**



Source : SCOT : Document d'Orientation et d'Objectifs – D.O.O. – Pièce n°3 – Page 81

- 2.1.4-Mettre en œuvre des transports qui accompagnent la structuration du territoire et les mobilités de demain

Objectifs : Le SCOT vise à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation des transports fortement axée sur les mobilités alternatives et les mobilités de demain, anticipant les évolutions en œuvre et en prenant en compte les flux saisonniers.

La mise en œuvre de cet axe passe par le développement de l'intermodalité notamment autour des gares par :

- l'amélioration des conditions d'accès au pôle pour tous modes (bus/cars, piétons, vélos, PMR, taxis)
- une meilleure insertion du pôle dans son environnement urbain présent et futur ;
- la gestion du stationnement dans le périmètre d'influence du pôle ;
- l'amélioration du fonctionnement et de la qualité de service de la gare routière.

L'amélioration de l'accessibilité interne et les mobilités quotidiennes et touristiques, se fera quant à elle par le développement des modes actifs.

Le projet répond à ces deux objectifs car c'est dans ce contexte que le parvis de la gare de Camiers sera réaménagé mais également que les aménagements cyclables vers cette gare seront renforcés. Le projet prévoit également une voie douce au sein de l'emprise du projet.

IV. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique-Trame Verte et Bleue

À la suite de la loi de programmation du 3 août 2009, dite « loi Grenelle 1 » qui fixe l'objectif de constituer, d'ici 2012, une trame verte et bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « loi Grenelle 2 », précise ce projet au travers d'un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la trame verte et bleue.

Le SRCE fixe les objectifs (des milieux en bon état formant des continuités écologiques) et confie à la personne publique le soin de déterminer les moyens appropriés.

En Nord-Pas-de-Calais, le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) a pris le nom de schéma régional de cohérence écologique – trame verte et bleue (SRCE-TVB), pour marquer la continuité avec un schéma régional trame verte et bleue (SR-TVB) préexistant à l'obligation réglementaire d'établir dans chaque région un SRCE.

Dans la région, le bon état écologique n'est à ce jour atteint pour aucune des continuités écologiques identifiées. L'enjeu majeur de ce SRCE-TVB, outre de préserver les continuités, est clairement de les remettre en bon état.

Afin de guider les territoires dans la mise en œuvre de la trame verte et bleue, un **plan d'action** a été réalisé. Il précise **les actions prioritaires** pour chaque milieu et à l'échelle des éco paysages.

Pour chaque éco paysage, des **listes d'opérations** susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques et des listes d'opérations susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs sur les continuités écologiques sont également réalisées.

La déclinaison par éco paysage permet aux acteurs de chaque territoire concerné de s'approprier non seulement les objectifs, mais aussi les opérations prioritaires susceptibles d'impacts positifs sur les continuités écologiques ainsi que celles susceptibles d'atteintes ou d'impacts très négatifs.

Le tribunal administratif de Lille, dans un jugement du 26 janvier 2017, a conclu à l'annulation de la délibération du 4 juillet 2014 du Conseil Régional du Nord Pas de Calais approuvant le SRCE TVB. Néanmoins, il reste intéressant à prendre en compte, à titre informatif.
--

La zone de projet se situe à distance des éléments recensés dans le SRCE-TVB.



Source : SRCE

V. Le SRADDET

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) est un schéma régional institué par la loi NOTRe du 7 août 2015.

Le SRADDET des Hauts de France présente des règles générales et fixe les objectifs de moyen et long terme sur le territoire en matière :

- D'équilibre et d'égalité des territoires
- De désenclavement des territoires ruraux
- D'habitat
- De gestion économe de l'espace
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (marchandises)
- D'intermodalité et de développement des transports / d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional (voyageurs)
- De maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique et contre la pollution de l'air
- De protection et de restauration de la biodiversité
- De prévention et de gestion des déchets.

Le SRADDET des Hauts-de-France a été arrêté par le préfet de région le 4 août 2020 et **se substitue au SRCAE de la région.**

Par ce projet, la commune souhaite réhabiliter une friche appartenant à la SCNF. Cette dernière se situe à proximité immédiate du centre-bourg, des équipements et de la desserte en transports en commun. La gare de Dannes-Camiers se situe à l'entrée nord du site.

Par ailleurs, pour une bonne intégration du projet dans son environnement, une attention particulière sera apportée au traitement paysager prévu sur le site. Le traitement paysager sera un élément fort du projet. En effet, il permettra de mettre l'accent sur le lien social et les espaces naturels et verts via la zone naturelle et les jardins familiaux.

Le tableau suivant reprend les objectifs du SRADDET des Hauts-de-France.

Objectifs		Compatibilité du PLU
Soutenir les excellences régionales	1- Favoriser la diversification économique des territoires en articulation avec les écosystèmes territoriaux (EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	2- Déployer l'économie circulaire (EET, CAE, PRPGD)	Le projet n'est pas directement concerné
	3- Conforter les pôles d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et	Le projet n'est pas directement concerné

	développer leur accessibilité (EET)	
	4- Soutenir le développement et la transformation des filières professionnelles de l'habitat (LGT)	Le projet n'est pas directement concerné
Affirmer un positionnement de hub logistique	5- Augmenter la part modale du fluvial et du ferroviaire dans le transport de marchandises (CAE- TIM)	Le projet n'est pas directement concerné
	6- Optimiser l'implantation des activités logistiques (TIM-GEE)	Le projet n'est pas directement concerné
	7- Favoriser des formes de logistique urbaine et de desserte du dernier km plus efficaces (CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
Faire du Canal Seine-Nord Europe un vecteur de développement économique, industriel et un support d'aménités	8- Faire du CSNE un maillon structurant du Hub logistique Hauts-de-France en veillant notamment à la complémentarité et la mise en réseau des sites et infrastructures (TIM)	Le projet n'est pas directement concerné
	9- Optimiser l'usage de la voie d'eau par une mobilisation des terrains nécessaires au développement économique, touristique et récréatif du Canal (TIM-CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
	10- Tirer parti de la voie d'eau comme ossature des mobilités alternatives et des loisirs, notamment en facilitant l'accès aux berges et aux quais (CAE)	Le projet n'est pas directement concerné
	11- Garantir un cadre de vie de qualité et un maintien de la biodiversité aux abords du Canal (BIO)	Le projet n'est pas directement concerné

Assurer un développement équilibré et durable du littoral	12- Assurer des conditions d'un accueil respectueux des équilibres sociaux, économiques et environnementaux sur le littoral (GEE-EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	13- Valoriser les portes d'entrées en réduisant l'impact environnemental des flux (TIVM-BIO-EET)	Le projet n'est pas directement concerné
	14- Encourager la gestion intégrée du trait de côte (GEE-BIO)	Le projet n'est pas directement concerné
Garantir un système de transport fiable et attractif	15- Proposer des conditions de déplacements soutenables (en transports en commun et sur le réseau routier) (TIV-CAE)	La zone de projet est située à proximité immédiate de la gare ferroviaire et des axes routiers.
	16- Améliorer l'accessibilité à la métropole lilloise (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	17- Faciliter les échanges avec l'Île-de-France, en particulier grâce à la liaison Roissy-Picardie (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	18- Encourager des solutions de mobilité pour tous les publics et les territoires les plus vulnérables (TIV-EET-DTRx)	Les solutions de mobilité alternatives seront également encouragées. La zone de projet se situe à proximité de la gare et des itinéraires cyclables (réalisés et en projet).
	19- Développer les pôles d'échanges multimodaux (TIVM)	Le projet est situé à proximité de la gare.
	20- Tendre vers un système intégré de transport à l'échelle des Hauts de France (TIV)	Le projet n'est pas directement concerné
	21- Favoriser le développement des pratiques alternatives et	La commune soutien le déploiement des voies cyclables et souhaite

	complémentaires à la voiture individuelle (CAE)	développer les mobilités alternatives.
Favoriser un aménagement équilibré des territoires	22- Rééquilibrer l'offre commerciale en faveur des centres villes et des centres bourgs (GEE)	Le projet n'est pas directement concerné
	23- Produire du logement à la hauteur des besoins et en cohérence avec l'ossature régionale (LGT)	Le projet répond aux besoins en logements de la commune.
	24- Réduire la consommation des surfaces agricoles, naturelles et forestières (GEE-CAE)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	25- Privilégier le renouvellement urbain à l'extension urbaine (GEE-CAE)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	26- Développer des modes d'aménagement innovants et prenant en compte les enjeux de biodiversité et de transition énergétique (GEE-BIO)	Des études complémentaires pourront être réalisées afin de prendre en compte au mieux les risques. Par ailleurs, les nouvelles constructions devront se conformer aux réglementations thermiques et acoustiques en vigueur.
	27- Améliorer l'accessibilité des services au public - une articulation du SRADDET et des SDAASP (EET-DTRx)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	28- Soutenir l'accès au logement (LGT)	Le projet prévoit une offre diversifiée de logements.
	29- Développer les stratégies numériques dans les territoires (EET)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	30- Développer de nouvelles formes de travail grâce à un écosystème numérique, en	Le projet n'est pas directement concerné

	particulier dans les territoires peu denses et isolés (EET-DTRx)	
Encourager la sobriété et organiser les transitions	31- Réduire les consommations d'énergies et les émissions de gaz à effet de serre (CAE)	Les nouvelles constructions devront répondre aux réglementations thermiques en vigueur.
	32- Améliorer la qualité de l'air en lien avec les enjeux de santé publique et de qualité de vie (CAE)	<p>Les nouvelles constructions devront répondre aux réglementations thermiques en vigueur.</p> <p>De plus, la zone de projet se situe au cœur de la commune, à proximité des axes de déplacement, de la gare et des services et commerces. Cela permettra de limiter les déplacements automobiles des habitants, source de gaz à effet de serre.</p> <p>Les modes actifs et modes alternatifs à la voiture seront encouragés.</p>
	33- Développer l'autonomie énergétique des territoires et des entreprises (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	34- Expérimenter et développer des modes de production bas carbone (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	35- Réhabiliter thermiquement le bâti tertiaire et résidentiel (CAE-LGT)	Le projet n'est pas concerné
	36- Encourager l'usage de véhicules moins émetteurs de gaz à effet de serre et de polluants, dont électriques et/ou gaz (CAE)	<p>Les modes actifs et modes alternatifs à la voiture seront encouragés.</p> <p>Le projet se situe à proximité de la gare et des itinéraires cyclables.</p>

	37- Maintenir et restaurer les services systémiques fournis par les sols notamment en termes de piège à carbone (CAE)	Le projet prévoit une zone de jardins.
	38- Adapter les territoires au changement climatique (CAE)	Le projet n'est pas concerné
	39- Réduire nos déchets à la source, transformer nos modes de consommation, inciter au tri et au recyclage (PRPGD)	Les économies d'énergie et la réduction des déchets sera encouragée.
	40- Collecter, valoriser, éliminer les déchets (PRPGD)	Le projet n'est pas directement concerné
Valoriser les cadres de vie et la nature régionale	41- Garantir des paysages et un cadre de vie de qualité et œuvrer à la reconquête des chemins ruraux (BIO)	Le projet vise la réhabilitation d'une friche laissée à l'abandon.
	42- Valoriser les ressources remarquables du territoire et l'accueil de nouvelles activités dans les espaces ruraux peu denses et isolés (EET-BIO)	Le projet n'est pas directement concerné
	43- Maintenir et développer les services rendus par la biodiversité (BIO)	L'aménagement du sud du projet permettra de maintenir certains services.
	44- Objectifs par sous-trames (forestières, milieux ouverts, des cours d'eau, des zones humides, littoral) (BIO)	Le projet n'est pas directement concerné

VI. La loi relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral

Comme indiqué dans la notice, la commune de Camiers est directement concernée par la loi Littoral étant donné qu'elle dispose d'une façade maritime. Cette loi primant sur les documents d'urbanisme, il est nécessaire d'examiner la compatibilité du projet envisagé avec les orientations définies dans cette loi. Pour ce faire, l'analyse sera basée sur les articles du code de l'Urbanisme, réceptacles de l'ensemble des dispositions relatives à l'aménagement et à la protection du littoral :

Section 1 : Dispositions générales

Sous-section 1 : Champ d'application

Code de l'Urbanisme - Article L.121-1 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions du présent chapitre déterminent les conditions d'utilisation des espaces terrestres, maritimes et lacustres :</i>
<i>1° Dans les communes littorales définies à l'article L. 321-2 du code de l'environnement ;</i>
<i>2° Dans les communes qui participent aux équilibres économiques et écologiques littoraux, lorsqu'elles en font la demande auprès de l'autorité administrative compétente de l'Etat. La liste de ces communes est fixée par décret en Conseil d'Etat, après avis du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ».</i>
Compatibilité avec le projet
La commune de Camiers étant une commune littorale, son aménagement se doit de respecter les conditions d'utilisations des espaces terrestres, maritimes et lacustres.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-2 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Dans les espaces proches du rivage des communes riveraines de la mer et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, les dispositions prévues aux articles L. 122-5 à L. 122-10, L. 122-12 et L. 122-13 ainsi que les dispositions relatives aux unités touristiques nouvelles prévues à la sous-section 4 de la section 1 du chapitre II du présent titre ne sont pas applicables ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet se situant à distance de l'espace proche du rivage, les dispositions définies s'appliquent. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCot et dans le PLU).

Code de l'Urbanisme - Article L.121-3 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p>« Les dispositions du présent chapitre sont applicables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, défrichements, plantations, aménagements, installations et travaux divers, la création de lotissements, l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes, l'établissement de clôtures, l'ouverture de carrières, la recherche et l'exploitation de minerais et les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le schéma de cohérence territoriale précise, en tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre. Il détermine les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés prévus à l'article L. 121-8, et en définit la localisation ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le présent chapitre s'applique donc pour le projet de la commune de Camiers dès lors qu'il consiste en une opération entremêlant habitat, reconquête des friches et réaménagement des abords du pôle gare.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-4 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p>« Les installations, constructions, aménagements de nouvelles routes et ouvrages nécessaires à la sécurité maritime et aérienne, à la défense nationale, à la sécurité civile et ceux nécessaires au fonctionnement des aéroports et des services publics portuaires autres que les ports de plaisance ne sont pas soumis aux dispositions du présent chapitre lorsque leur localisation répond à une nécessité technique impérative ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet n'entre pas dans ces catégories, les dispositions du chapitre trouvent donc à s'appliquer.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-5 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p>« A titre exceptionnel, les stations d'épuration d'eaux usées, non liées à une opération d'urbanisation nouvelle, peuvent être autorisées par dérogation aux dispositions du présent chapitre ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création d'une station d'épuration</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-5-1 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Dans les zones non interconnectées au réseau électrique métropolitain continental dont la largeur est inférieure à dix kilomètres au maximum, les ouvrages nécessaires à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables peuvent être autorisés par dérogation aux dispositions du présent chapitre, après accord du représentant de l'Etat dans la région.</i></p> <p><i>L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création d'ouvrages nécessaires à la production d'énergie</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-6 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les nouvelles routes de transit sont localisées à une distance minimale de 2 000 mètres du rivage. Cette disposition ne s'applique pas aux rives des plans d'eau intérieurs.</i></p> <p><i>La création de nouvelles routes sur les plages, cordons lagunaires, dunes ou en corniche est interdite.</i></p> <p><i>Les nouvelles routes de desserte locale ne peuvent être établies sur le rivage, ni le longer.</i></p> <p><i>Toutefois, les dispositions des premier, deuxième et troisième alinéas ne s'appliquent pas en cas de contraintes liées à la configuration des lieux ou, le cas échéant, à l'insularité. La commission départementale de la nature, des paysages et des sites est alors consultée sur l'impact de l'implantation de ces nouvelles routes sur la nature.</i></p> <p><i>L'aménagement des routes dans la bande littorale définie à l'article L. 121-16 est possible dans les espaces urbanisés ou lorsqu'elles sont nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne consiste pas en la création de nouvelles routes dans les cas de figures mentionnés ci-dessus.</p>

Sous-section 2 : Régime d'urbanisation :

Code de l'Urbanisme - Article L.121-7 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les opérations d'aménagement admises à proximité du rivage organisent ou préservent le libre accès du public à celui-ci ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas concerné par cette disposition dès lors que celui-ci n'est pas réalisé à proximité du rivage. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU).

Code de l'Urbanisme - Article L.121-8 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants.</i>
<i>Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau mentionnés à l'article L. 121-13, à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics, lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti. Ces secteurs déjà urbanisés se distinguent des espaces d'urbanisation diffuse par, entre autres, la densité de l'urbanisation, sa continuité, sa structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou la présence d'équipements ou de lieux collectifs.</i>
<i>L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Elle est refusée lorsque ces constructions et installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages ».</i>
Compatibilité avec le projet
La zone de projet se situe dans le centre de la commune de Camiers, à proximité immédiate du tissu bâti. Des connexions avec le réseau viaire existant sont également prévues, ce qui démontre de sa proximité. Par ailleurs, le projet ne se situe pas dans l'espace proche du rivage. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU). Le projet envisagé est donc compatible avec ledit article.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-9 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont en outre subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'aménagement ni l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-10 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« Par dérogation à l'article L. 121-8, les constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières ou aux cultures marines peuvent être autorisées avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites et de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.</i>
<i>Ces opérations ne peuvent être autorisées qu'en dehors des espaces proches du rivage, à l'exception des constructions ou installations nécessaires aux cultures marines.</i>
<i>L'accord de l'autorité administrative est refusé si les constructions ou installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages.</i>
<i>Le changement de destination de ces constructions ou installations est interdit ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne consiste pas en la réalisation de constructions ou installations nécessaires aux activités agricoles ou forestières.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-11 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions de l'article L. 121-8 ne font pas obstacle à la réalisation de travaux de mise aux normes des exploitations agricoles, à condition que les effluents d'origine animale ne soient pas accrus ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas de réaliser des travaux de mise aux normes des exploitations agricoles.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-12 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance

« Les ouvrages nécessaires à la production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent ne sont pas soumis aux dispositions de l'article L. 121-8, lorsqu'ils sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Ils peuvent être implantés après délibération favorable de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée par l'ouvrage, et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Ces ouvrages ne peuvent pas être implantés s'ils sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux sites et paysages remarquables.

La dérogation mentionnée au premier alinéa s'applique en dehors des espaces proches du rivage et au-delà d'une bande d'un kilomètre à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article L. 321-2 du code de l'environnement. Le plan local d'urbanisme peut adapter, hors espaces proches du rivage, la largeur de la bande d'un kilomètre ».

Compatibilité avec le projet

Le projet ne consiste pas en la réalisation d'ouvrages nécessaires à la production d'électricité.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-13 – Version en vigueur depuis le 01 août 2017 - Légifrance
<p>« L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L. 321-2 du code de l'environnement est justifiée et motivée dans le plan local d'urbanisme, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.</p> <p>Toutefois, ces critères ne sont pas applicables lorsque l'urbanisation est conforme aux dispositions d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma d'aménagement régional ou compatible avec celles d'un schéma de mise en valeur de la mer.</p> <p>En l'absence de ces documents, l'urbanisation peut être réalisée avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites appréciant l'impact de l'urbanisation sur la nature. Le plan local d'urbanisme respecte les dispositions de cet accord.</p> <p>Dans les communes riveraines des plans d'eau d'une superficie supérieure à 1 000 hectares et incluses dans le champ d'application de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985, les autorisations prévues aux articles L. 122-20 et L. 122-21 valent accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat au titre du troisième alinéa du présent article ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne se situe pas dans l'espace proche du rivage. Celui-ci se situe à plus de 650 m de l'emprise de l'espace proche du rivage (tracé dans le SCoT et dans le PLU).</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-14 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p>« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes respectent les dispositions de l'article L. 121-13 relatives à l'extension limitée de l'urbanisation ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne prévoit pas l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-15 – Version en vigueur depuis le 22 juin 2016 - Légifrance
<p>« Les dispositions de l'article L. 121-13 s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ».</p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet n'est pas concerné.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-16 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés au 1° de l'article L. 321-2 du code de l'environnement ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne se situe pas dans la bande littorale de 100m.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-17 – Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<i>« L'interdiction prévue à l'article L. 121-16 ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.</i>
<i>La dérogation prévue au premier alinéa est notamment applicable, dans les communes riveraines des mers, des océans, des estuaires et des deltas mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement, à l'atterrissage des canalisations et à leurs jonctions, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L. 121-4 du code de l'énergie ou à l'établissement des réseaux ouverts au public de communications électroniques. Les techniques utilisées pour la réalisation de ces ouvrages sont souterraines et toujours celles de moindre impact environnemental. L'autorisation d'occupation du domaine public ou, à défaut, l'approbation des projets de construction des ouvrages mentionnée au 1° de l'article L. 323-11 du code de l'énergie est refusée si les canalisations ou leurs jonctions ne respectent pas les conditions prévues au présent alinéa. L'autorisation ou l'approbation peut comporter des prescriptions destinées à réduire l'impact environnemental des canalisations et de leurs jonctions.</i>
<i>La réalisation des constructions, installations, canalisations et jonctions mentionnées au présent article est soumise à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne consiste pas en la réalisation de constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-18 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<i>« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes sont interdits dans la bande littorale ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-19 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« Le plan local d'urbanisme peut porter la largeur de la bande littorale mentionnée à l'article L. 121-16 à plus de cent mètres, lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux le justifient.</i>
<i>Dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1, lorsque la projection du recul du trait de côte à l'horizon de trente ans le justifie, le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale porte la largeur de la bande littorale mentionnée à l'article L. 121-16 à plus de cent mètres. Cette bande correspond aux parties situées en dehors des espaces urbanisés de la zone définie au 1° de l'article L. 121-22-2 ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne se trouve pas dans la bande littorale indiquée au PLU et n'en modifie pas le tracé.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-20 – Version en vigueur depuis le 22 juin 2016 - Légifrance
<i>« Les dispositions des articles L. 121-16 à L. 121-19 s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat ».</i>
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas concerné.

Sous-section 3 : Dispositions spécifiques aux documents d'urbanisme des communes littorales :

Code de l'Urbanisme - Article L.121-21 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<p><i>« Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :</i></p> <p><i>1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;</i></p> <p><i>1° bis De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, et de la projection du recul du trait de côte ;</i></p> <p><i>2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;</i></p> <p><i>3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.</i></p> <p><i>Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le site de projet n'est pas concerné par un espace ou milieu mentionné à l'article L.121-23, ne peut connaître de risques littoraux du fait de son éloignement, ne se situe pas sur un espace agricole, et ne porte pas atteinte aux conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés, là encore, du fait de son éloignement par rapport au rivage.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne remet pas en cause les espaces naturels présentant le caractère d'une coupure d'urbanisation. Celui-ci se situe en lieu et place de la zone 2AUa au plan de zonage. De plus, cet espace n'est pas identifié par le SCoT comme une coupure d'urbanisation.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-1 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Les communes incluses dans la liste établie en application de l'article L. 321-15 du code de l'environnement dont le territoire n'est pas couvert, à la date d'entrée en vigueur de la liste, par un plan de prévention des risques littoraux prescrit ou approuvé comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte établissent une carte locale d'exposition de leur territoire au recul du trait de côte, dans les conditions prévues au présent paragraphe.

Les communes incluses dans la liste établie en application de l'article L. 321-15 du code de l'environnement dont le territoire est couvert, à la date d'entrée en vigueur de la liste, par un plan de prévention des risques littoraux prescrit ou approuvé comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte peuvent établir une carte locale de projection du recul du trait de côte dans les conditions prévues au présent paragraphe.

Si une ou plusieurs de ces communes appartiennent à un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, la carte est établie par ce dernier.

Dans les communes mentionnées aux deux premiers alinéas du présent article, le présent chapitre est applicable, sous réserve du présent paragraphe ».

Compatibilité avec le projet

Le PLU fait figurer, sur son plan de zonage, les secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans. Le projet se situe à distance de ces secteurs et ne remet pas en cause ce tracé.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-2 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Le document graphique du règlement du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu applicable dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1 délimite sur le territoire de ces communes :

1° La zone exposée au recul du trait de côte à l'horizon de trente ans ;

2° La zone exposée au recul du trait de côte à un horizon compris entre trente et cent ans.

Le rapport de présentation du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu comprend une synthèse des études techniques prises en compte pour délimiter dans le document graphique du règlement les zones mentionnées aux 1° et 2° du présent article et, si elles ont été prises en compte pour procéder à cette délimitation, une synthèse des actions de lutte contre l'érosion côtière et des actions issues des stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte mises en œuvre par les collectivités territorialement compétentes ».

Compatibilité avec le projet

Le projet ne remet pas en cause le périmètre correspondant aux secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-3 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Lorsque le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu inclut le territoire d'au moins une commune mentionnée à l'article L. 121-22-1, l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 153-8 engage l'évolution de ce plan par délibération de son organe délibérant, afin d'y délimiter les zones mentionnées à l'article L. 121-22-2. Cette délibération correspond à celle prévue à l'article L. 153-32, lorsque l'évolution du plan est effectuée selon la procédure de révision, ou tient lieu de l'engagement prévu à l'article L. 153-37, lorsque l'évolution du plan est effectuée selon la procédure de modification de droit commun ou selon la procédure de modification simplifiée, notamment celle prévue au deuxième alinéa du présent article.

Par dérogation aux articles L. 153-31 à L. 153-44, cette évolution peut être effectuée selon la procédure de modification simplifiée prévue aux articles L. 153-45 à L. 153-48.

Pour les communes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 121-22-1, la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.

Si le plan local d'urbanisme délimitant les zones définies à l'article L. 121-22-2 du présent code n'entre pas en vigueur à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'engagement de la procédure d'évolution prévue au premier alinéa du présent article, sauf lorsque le territoire est couvert par un plan de prévention des risques littoraux approuvé à cette échéance comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte, l'organe délibérant de l'autorité compétente adopte une carte de préfiguration des zones définies à l'article L. 121-22-2 avant cette échéance, cette carte étant applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme intégrant ces zones.

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations qui sont situés dans les zones préfigurées en application de l'avant-dernier alinéa du présent article et qui sont de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan, dès lors qu'a été publiée la délibération d'adoption de la carte de préfiguration ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-4 – Version en vigueur depuis le 08 avril 2022 - Légifrance

« I.-Dans les espaces urbanisés de la zone délimitée en application du 1° de l'article L. 121-22-2, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'habitation des constructions, seuls peuvent être autorisés :

1° Les travaux de réfection et d'adaptation des constructions existantes à la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme délimitant les zones définies au même article L. 121-22-2 ;

2° Les constructions ou installations nouvelles nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau, à condition qu'elles présentent un caractère démontable ;

3° Les extensions des constructions existantes à la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme délimitant les zones définies audit article L. 121-22-2, à condition qu'elles présentent un caractère démontable.

II.-Dans les espaces non urbanisés mentionnés aux articles L. 121-16 et L. 121-46, et les secteurs occupés par une urbanisation diffuse mentionnés à l'article L. 121-49, de la zone délimitée en application du 1° de l'article L. 121-22-2, seules les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau peuvent être autorisées, en dehors des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 et à condition qu'elles présentent un caractère démontable ».

Compatibilité avec le projet

Le projet se situe à distance des secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-5 – Version en vigueur depuis le 08 avril 2022 - Légifrance

« I.-Dans la zone délimitée en application du 2° de l'article L. 121-22-2, la démolition de toute construction nouvelle à compter de la date d'entrée en vigueur du plan local d'urbanisme intégrant les zones mentionnées au même article L. 121-22-2 ou du document d'urbanisme en tenant lieu et celle des extensions de constructions existantes à compter de cette même date, ainsi que la remise en état du terrain, sous la responsabilité et aux frais de leur propriétaire, sont obligatoires lorsque le recul du trait de côte est tel que la sécurité des personnes ne pourra plus être assurée au delà d'une durée de trois ans.

L'obligation de démolition et de remise en état est ordonnée par arrêté du maire dans les conditions fixées au III du présent article.

II.-Lorsque le projet requiert la délivrance d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à déclaration préalable, leur mise en œuvre est subordonnée, en application de l'article L. 425-16, à la consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et

consignations d'une somme, correspondant au coût prévisionnel de la démolition et de la remise en état mentionnées au I du présent article, dont le montant est fixé par l'autorisation d'urbanisme.

Le bénéficiaire de l'autorisation adresse au maire le récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et consignations avant la mise en œuvre de l'autorisation.

Par dérogation à l'article L. 518-24 du code monétaire et financier, le délai de trente ans mentionné aux premier et avant-dernier alinéas du même article L. 518-24 est porté à cent ans et la période de trente années mentionnée à l'avant-dernier alinéa dudit article L. 518-24 est portée à cent années.

Le taux de rémunération est fixé dans les conditions prévues à l'article L. 518-23 du même code, en tenant compte du délai de déchéance.

La consignation des sommes correspondant au coût prévisionnel de la démolition et de la remise en état emporte affectation spéciale et légale et droit de préférence, au sens de l'article 2333 du code civil.

Les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de fixation du montant, de dépôt et de conservation de la consignation.

III.-Pour toute construction soumise à l'obligation de démolition et de remise en état, le maire, dans les conditions prévues au I, ordonne l'exécution de ces obligations dans un délai déterminé, qui ne peut être inférieur à six mois.

Lorsque l'arrêté n'a pas été exécuté dans le délai fixé au premier alinéa du présent III, le maire met en demeure le propriétaire de procéder à cette exécution dans un délai déterminé, qui ne peut être inférieur à un mois.

IV.-Si, à l'issue du délai fixé dans la mise en demeure ordonnant des travaux de démolition et de remise en état du site, ceux-ci n'ont pas été accomplis par le propriétaire, le maire peut faire procéder d'office à tous les travaux nécessaires en lieu et place de la personne mise en demeure et aux frais de celle-ci. En cas d'absence ou d'insuffisance des sommes consignées, les frais de toute nature avancés sont recouvrés comme en matière de contributions directes en application de l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales. Si l'immeuble relève du statut de la copropriété, le titre de recouvrement est émis à l'encontre de chaque copropriétaire pour la fraction de créance dont il est redevable.

V.-La somme consignée attachée au bien et, le cas échéant, les intérêts échus peuvent être déconsignés, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, sur décision du maire au bénéfice du propriétaire, au fur et à mesure de l'exécution des travaux de démolition et de remise en état, ou du comptable de la commune, pour financer la réalisation d'office des travaux.

VI.-Nonobstant toutes dispositions contraires, les titulaires de droits réels ou de baux de toute nature portant sur des constructions créées ou aménagées en application du présent paragraphe ne

peuvent prétendre à aucune indemnité de la part de l'autorité qui a fait procéder à la démolition et à la remise en état.

VII.-A peine de nullité, toute promesse de vente, tout contrat de vente ou de location ou tout contrat constitutif de droits réels portant sur des constructions soumises aux obligations prévues au présent article doit les mentionner.

VIII.-Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions nouvelles ou extensions de constructions existantes réalisées dans le cadre d'un bail réel conclu dans les conditions prévues à l'article L. 321-18 du code de l'environnement ».

Compatibilité avec le projet

Le projet se situe à distance des secteurs concernés par le recul potentiel du trait de côte à 100 ans (indiqué par l'indice rtc au plan de zonage)

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« La carte communale applicable dans les communes mentionnées à l'article L. 121-22-1 délimite sur le territoire de ces communes les zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 121-22-2.

Le rapport de présentation de la carte communale comprend une synthèse des études techniques prises en compte pour délimiter dans le document graphique les zones mentionnées aux mêmes 1° et 2° et, si elles ont été prises en compte pour procéder à cette délimitation, une synthèse des actions de lutte contre l'érosion côtière et des actions issues des stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte mises en œuvre par les collectivités territorialement compétentes ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-7 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Lorsque la carte communale inclut le territoire d'au moins une commune mentionnée à l'article L. 121-22-1, l'autorité compétente mentionnée à l'article L. 163-3 engage la révision de la carte communale afin d'y délimiter les zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 121-22-2.

Pour les communes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 121-22-1, cette procédure de révision est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.

Si la carte communale délimitant les zones mentionnées à l'article L. 121-22-2 du présent code n'entre pas en vigueur à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'engagement de la procédure de révision, sauf lorsque le territoire est couvert par un plan de prévention des risques littoraux approuvé à cette échéance comportant des dispositions relatives au recul du trait de côte, l'organe délibérant de l'autorité compétente adopte une carte de préfiguration des zones définies au même article L. 121-22-2 avant cette échéance, cette carte étant applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du document d'urbanisme délimitant ces zones.

L'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délais prévus à l'article L. 424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations qui sont situés dans les zones préfigurées en application du troisième alinéa du présent article et qui sont de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution de la future carte, dès lors qu'a été publiée la délibération d'adoption de la carte de préfiguration ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-8– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance

« Dans la zone délimitée en application de l'article L. 121-22-6 et mentionnée au 1° de l'article L. 121-22-2, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'habitation des constructions, l'article L. 121-22-4 est applicable ».

Compatibilité avec le projet

Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-9– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« Dans la zone délimitée en application de l'article L. 121-22-6 et mentionnée au 2° de l'article L. 121-22-2, l'article L. 121-22-5 est applicable ».</i>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-10– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<i>« I.-L'autorité compétente prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme ou engage l'élaboration d'une carte communale lorsque la commune, si elle est compétente, ou au moins une commune du territoire de l'établissement public de coopération intercommunale compétent est mentionnée à l'article L. 121-22-1 et n'est couverte par aucun de ces documents d'urbanisme.</i>
<i>Pour les communes mentionnées au premier alinéa du même article L. 121-22-1, la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme ou de la carte communale est engagée au plus tard un an après la publication de la liste mentionnée à l'article L. 321-15 du code de l'environnement.</i>
<i>II.-Sans préjudice de la section 3 du chapitre III du titre V du présent livre, l'élaboration du plan local d'urbanisme s'effectue dans les conditions prévues au présent paragraphe.</i>
<i>III.-Sans préjudice de la section 3 du chapitre III du titre VI du présent livre, l'élaboration de la carte communale s'effectue dans les conditions prévues au présent paragraphe ».</i>
Compatibilité avec le projet
Non concerné, le PLU est existant.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-11 – Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
<p>« Dans un délai de six ans à compter de l'entrée en vigueur de la carte communale révisée en application de l'article L. 121-22-7 ou adoptée en application de l'article L. 121-22-10, l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, après avoir sollicité l'avis de ses communes membres, décide, si la projection du recul du trait de côte le justifie, soit d'engager la révision de la carte communale, soit de maintenir la carte communale en vigueur, soit de prescrire l'élaboration d'un plan local d'urbanisme établissant une carte locale d'exposition de son territoire au recul du trait de côte, dans les conditions prévues au présent paragraphe.</p> <p>L'autorité compétente délibère de nouveau, tous les six ans, soit après l'entrée en vigueur de la carte révisée en application du premier alinéa du présent article, soit après la délibération décidant son maintien en vigueur en application du même premier alinéa, en vue de prendre l'une des décisions mentionnées audit premier alinéa.</p> <p>Les deux derniers alinéas de l'article L. 121-22-7 sont applicables lorsque l'autorité compétente engage la révision de la carte communale en application du présent article ».</p>
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-22-12– Version en vigueur depuis le 25 août 2021 - Légifrance
« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent paragraphe ».
Compatibilité avec le projet
Non concerné.

Sous-section 4 : Préservation de certains espaces et milieux

Code de l'Urbanisme - Article L.121-23– Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques.</i></p> <p><i>Un décret fixe la liste des espaces et milieux à préserver, comportant notamment, en fonction de l'intérêt écologique qu'ils présentent, les dunes et les landes côtières, les plages et lidos, les forêts et zones boisées côtières, les îlots inhabités, les parties naturelles des estuaires, des rias ou abers et des caps, les marais, les vasières, les zones humides et milieux temporairement immergés ainsi que les zones de repos, de nidification et de gagnage de l'avifaune désignée par la directive 79/409 CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne remet pas en cause les décisions relatives à la vocation des zones dès lors qu'il se situe en zone 2AUa (ouverte à l'urbanisation après modification du PLU). Le projet ne se situe pas non plus sur un des espaces précités au sein de l'article.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-24– Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Des aménagements légers, dont la liste limitative et les caractéristiques sont définies par décret en Conseil d'Etat, peuvent être implantés dans ces espaces et milieux lorsqu'ils sont nécessaires à leur gestion, à leur mise en valeur notamment économique ou, le cas échéant, à leur ouverture au public, et qu'ils ne portent pas atteinte au caractère remarquable du site.</i></p> <p><i>Ces projets d'aménagement sont soumis, préalablement à leur autorisation, à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement dans les cas visés au 1° du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement et à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Dans les autres cas, ils sont soumis à une mise à disposition du public pendant une durée d'au moins quinze jours, dans des conditions permettant à celui-ci de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. La nature des documents communiqués au public et les modalités de leur mise à disposition sont précisées par l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. A l'issue de la mise à disposition et avant de prendre sa décision, l'autorité administrative en établit le bilan ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
<p>Le projet ne se situe pas ces espaces et milieux.</p>

Code de l'Urbanisme - Article L.121-25– Version en vigueur depuis le 25 novembre 2018 - Légifrance
<p><i>« Dans les communes riveraines des mers, des océans, des estuaires et des deltas mentionnées à l'article L. 321-2 du code de l'environnement, l'atterrage des canalisations et leurs jonctions peuvent être autorisées, lorsque ces canalisations et jonctions sont nécessaires à l'exercice des missions de service public définies à l'article L. 121-4 du code de l'énergie ou à l'établissement des réseaux ouverts au public de communications électroniques.</i></p> <p><i>Les techniques utilisées pour la réalisation de ces ouvrages électriques et de communications électroniques sont souterraines et toujours celles de moindre impact environnemental.</i></p> <p><i>Leur réalisation est soumise à enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.</i></p> <p><i>L'autorisation d'occupation du domaine public ou, à défaut, l'approbation des projets de construction des ouvrages mentionnée au 1° de l'article L. 323-11 du code de l'énergie est refusée si les canalisations ou leurs jonctions ne respectent pas les conditions prévues au présent article ou sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux sites et paysages remarquables. L'autorisation ou l'approbation peut comporter des prescriptions destinées à réduire l'impact environnemental des canalisations et de leurs jonctions ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Le projet ne prévoit pas l'atterrage des canalisations, ni leurs jonctions.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-26 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
<p><i>« La réalisation de travaux ayant pour objet la conservation ou la protection de ces espaces et milieux peut être admise, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ».</i></p>
Compatibilité avec le projet
Le projet prévoit la conservation du Blockhaus mais n'envisage pas la réalisation de travaux.

Code de l'Urbanisme - Article L.121-27 – Version en vigueur depuis le 01 janvier 2016 - Légifrance
« Le plan local d'urbanisme classe en espaces boisés, au titre de l'article L. 113-1, les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs de la commune ou du groupement de communes, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ».
Compatibilité avec le projet
Le projet n'est pas situé sur un espace identifié comme boisé sur le plan de zonage et ne remet en cause aucun de ces espaces.

La paragraphe 3 de la sous-section 4 sur le schéma d'aménagement de plage (articles L121-28 à L.121-30) ne sera pas analysé dès lors que cela ne concerne pas le projet. La section 2 sur les servitudes ne sera pas analysée non plus dès lors que le projet ne se situe pas sur le littoral.

Ainsi, d'après les éléments indiqués ci-dessus, et pour réaliser une synthèse, le projet est compatible avec les grandes thématiques de la loi littoral sont :

- **La bande littorale de 100m** : le projet se situe à distance de la bande littorale de 100m (à plus de 2 km). Celle-ci n'est donc pas impactée par le projet.
- **L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage** : le projet se situe à distance de l'espace proche du rivage (à plus de 650m). Celle-ci n'est donc pas impactée par le projet.
- **Les coupures d'urbanisation** : le site du projet n'est pas identifié par le SCoT comme une coupure d'urbanisation. Celles-ci ne sont donc pas impactées par le projet.
- **Les espaces boisés les plus significatifs** : le projet n'est pas localisé sur un espace boisé classé par le PLU.
- **Les espaces remarquables et caractéristiques du littoral** : le projet ne remet pas en cause les décisions relatives à la vocation des zones. En effet, le projet se situe en lieu et place d'une zone 2AUa.
- **L'extension de l'urbanisation en continuité des agglomérations, villages et la densification des secteurs déjà urbanisés** : le site de projet se situe à proximité immédiate du tissu bâti, qui peut à la fois être vu comme une extension en continuité (création d'un « second rang ») et comme une densification (urbanisation d'un espace situé entre le tissu bâti et la voie ferrée).

VII. Le PGRI Artois-Picardie

La commune de Camiers est concernée par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation 2022-2027 du bassin Artois Picardie.

Le PGRI fixe plusieurs objectifs de gestion des inondations pour le bassin et des dispositions associées.

Objectif 1 : Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations

Orientation 1 : Renforcer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire	<p>Les risques d'inondation sont pris en compte dans le projet.</p> <p>Les risques liés aux inondations sont également recensés au sein des plans de zonage.</p>
Orientation 2 : Développer les actions de réduction de la vulnérabilité par l'incitation, l'appui technique et l'aide au financement, pour une meilleure résilience des territoires exposés	Non concerné.
Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques	
Orientation 3 : Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements.	<p>Des aménagements hydrauliques seront réalisés au sein des zones de projet. Les aménagements paysagers permettront également de ralentir les écoulements.</p> <p>La gestion des eaux pluviales se fera à la parcelle dans la mesure du possible et si les études réalisées montrent une absence de pollution des sols.</p>
Orientation 4 : Renforcer la cohérence entre les politiques de gestion du trait de côte et défense contre la submersion marine	Non concerné
Orientation 5 : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues	Des aménagements hydrauliques pourront être réalisés au sein des projets afin de garantir les continuités hydrauliques. Les aménagements paysagers permettront également de ralentir les écoulements.
Orientation 6 : Evaluer toutes les démarches de maîtrise de l'aléa à la lumière des risques pour les vies humaines et des critères économiques et environnementaux	Non concerné
Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information, pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs	
Orientation 7 : Améliorer et partager la connaissance de l'ensemble des phénomènes d'inondation touchant le bassin Artois-Picardie, en intégrant les conséquences du changement climatique	Non concerné

Orientation 8 : Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et des dommages auxquels ils sont exposés, comme support d'aide à la décision pour réduire la vulnérabilité des territoires et renforcer la gestion de crise	Les risques inondations sont mentionnés sur les plans de zonage. Les risques notamment liés aux inondations ont été pris en compte dans la réalisation du projet.
Orientation 9 : Capitaliser les informations suite aux inondations	Non concerné
Orientation 10 : Développer la culture du risque par des interventions diversifiées et adaptées aux territoires, pour responsabiliser les acteurs et améliorer collectivement la sécurité face aux inondations	Non concerné
Objectif 4 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés	
Orientation 11 : Renforcer les outils de prévision et de surveillance pour mieux anticiper la crise	Non concerné
Orientation 12 : Développer et renforcer les outils d'alerte et de gestion de crise, pour limiter les conséquences des inondations sur les personnes, les biens et la continuité des services et des activités	Des aménagements hydrauliques et paysagers seront mis en place et permettront de limiter ces risques.
Orientation 13 : Concevoir au plus tôt l'après-crise pour faciliter et accélérer la phase de réparation	Non concerné
Objectif 5 : Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires	
Non concerné	

VIII. Le Parc Naturel marin des Estuaires picards et de la mer d'Opale

Le plan de gestion du Parc Naturel marin des Estuaires Picards et de la Mer d'Opale fixe les objectifs à atteindre et les actions à mettre en œuvre pour la protection, la connaissance, la mise en valeur et le développement durable du territoire du parc. Il s'articule autour de 4 thématiques :

- La qualité de l'eau,
- La protection du patrimoine²e naturel,
- La mise en valeur du patrimoine culturel et paysager,
- Le développement durable des activités.

Finalité du plan de gestion		Mesures prises au travers du document d'urbanisme
Qualité de l'eau		
Des eaux en bon état écologique	Une production primaire garantissant la pérennité de la biodiversité et de la productivité des écosystèmes	Le site de projet se situe à distance du littoral. De plus, les prescriptions du SAGE et du SDAGE seront respectées.
	Une qualité écologique favorable au bon fonctionnement des réseaux trophiques	
	Une qualité écologique des eaux des bassins versants contribuant à favoriser la bonne qualité écologique des eaux du Parc	
	Une présence en microparticules et en macrodéchets ne générant pas de nuisances au milieu marin, côtier et intertidal	Non concerné
	Une qualité sanitaire compatible avec les activités socio-économiques présentes sur le périmètre du Parc	Non concerné
Des eaux en bon état chimique	Des dispositifs et des réseaux de suivi, d'études, de sentinelle et de réaction envers les pollutions chimiques améliorés pour une meilleure évaluation de la connaissance de l'état chimique des eaux du Parc	Non concerné

	Des pollutions chimiques réduites dans l'eau et les sédiments ne nuisant pas au bon état écologique des eaux et aux activités du Parc	Non concerné
	Une qualité chimique des eaux issues des bassins versants compatibles avec le maintien d'une bonne qualité chimique des eaux du Parc	Les nouvelles habitations seront obligatoirement raccordées à la station d'épuration de Camiers.
Patrimoine naturel		
Des habitats marins, côtiers, estuariens et intertidaux reconnus et protégés dans la dynamique de l'évolution naturelle	Une mosaïque d'habitats estuariens conservée	Le site de projet se situe à distance de ces habitats.
	Tous les habitats à statut pour lesquels le Parc a une responsabilité en bon état de conservation	
	Tous les sites patrimoniaux et/ou d'intérêt géologique reconnus et protégés	Le site de projet se situe à distance de ces sites.
Un bon état des fonctionnalités de l'écosystème pour assurer tout ou partie du cycle biologique des espèces dans un système hydro-sédimentaire évolutif	Une expression optimale des fonctionnalités écologiques structurantes du territoire du Parc	Non concerné
	Une connectivité écologique des habitats en bon état pour une productivité et une richesse des milieux	Le site de projet se situe à distance des continuités écologiques.
	Une reconnaissance des fonctionnalités écologiques du milieu marin et de leur rôle dans la production des services écosystémiques	Non concerné
Un bon état de conservation des espèces	Un bon état de conservation de toutes les espèces à statut pour lesquelles le Parc a une responsabilité	Non concerné
	Un bon état des espèces ordinaires les plus constantes et les plus fidèles au territoire du Parc	Non concerné
	Des espèces envahissantes intégrées dans la gestion du Parc	Les espaces verts créés seront d'essence locale.

Activités du territoire		
Une gestion des ressources optimisée pour une exploitation durable	Des ressources halieutiques exploitables durablement, des capacités productives et reproductives préservées ou améliorées	Non concerné
	Des modes d'exploitation et d'élevage tenant compte de la sensibilité des milieux	Non concerné
Des activités compatibles avec les écosystèmes	Des activités touristiques et des loisirs de nature ajustées aux potentialités environnementales du territoire	Non concerné
	Des aménagements littoraux, des activités industrielles et portuaires ajustées aux potentialités environnementales du territoire	Non concerné
Des usagers respectueux de l'environnement marin et littoral	Des usagers respectueux, acteurs de la protection du patrimoine maritime naturel	Une communication et des actions de prévention pour les nouveaux habitants pourront être faites.
Des activités pérennisées et valorisées	Des activités qui continuent à se développer au sein du territoire du Parc	Non concerné
	Des activités professionnelles attractives et reconnues pour leur pratique respectueuse au sein du territoire du Parc	Non concerné
Des activités conciliées entre elles, une cohésion renforcée entre les usagers	Une cohabitation optimisée des activités pour l'accès aux ressources et à l'espace	Non concerné
	Une cohabitation harmonieuse entre les usagers	Non concerné
Un Parc reconnu comme espace d'innovation et d'expérimentation	Le Parc zone d'attractivité pour les activités expérimentales répondant à ses enjeux	Non concerné
	Des projets innovants compatibles avec le milieu marin suscités, accompagnés et/ou portés par le Parc	Non concerné

Patrimoine culturel		
Un patrimoine culturel paysager, maritime et balnéaire préservé, mieux connu, valorisé et approprié en tant que bien commun	Un patrimoine culturel immatériel lié à la mer sauvegardé, mis en valeur et transmis	Non concerné
	Un patrimoine mobilier, immobilier, artistique, architectural, archéologique et sous-marin connu, sauvegardé et valorisé	Le projet ne porte pas atteinte à ces éléments. Rappelons qu'il permet la réhabilitation d'une friche ferroviaire.
	Des entités paysagères liées aux spécificités humaines, naturelles et géologiques ainsi qu'à leurs évolutions, reconnues et valorisées	
Une identité culturelle maritime et balnéaire affirmée, source de lien social et de développement durable	Une identité culturelle maritime structurée, affirmée et vivante	Non concerné
	Une identité culturelle maritime source de lien social intra et inter générationnel	Non concerné
	Une identité culturelle maritime systématiquement intégrée à la question du développement économique durable	Non concerné
Le Parc, outil de gestion de référence pour la gestion de l'espace marin		
Une gouvernance active et crédible	Le Parc, un outil partagé	Non concerné
	Des échanges actifs entre le Parc et la société civile	Non concerné
	Des décisions du Parc suivies d'effets	Non concerné
Le Parc intégré, articulé et complémentaire avec les politiques publiques à différentes échelles	Les politiques publiques locales intègrent les finalités du parc	Non concerné
	Un Parc impliqué dans les politiques publiques locales	Non concerné
	Une articulation des actions du Parc avec les politiques nationales et internationales	Non concerné

Un Parc qui évalue et adapte sa gestion pour atteindre ses objectifs		Non concerné
Le Parc, un outil de sensibilisation et d'éducation à l'espace marin		Non concerné
Le Parc, un acteur de la réglementation dans un espace marin respecté	Une réglementation de plus en plus respectée	Non concerné
	Une surveillance et des contrôles organisés au regard des finalités du plan de gestion	Non concerné
Le Parc acteur de référence de la connaissance sur le milieu marin avec un enjeu de détroit et d'estuaires au sein de l'espace Manche, au service des territoires et des acteurs.		Non concerné

INCIDENCES NATURA 2000

I. Contexte réglementaire

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, étant donné les communautés végétales et les espèces qu'ils contiennent.

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux dans des sites sélectionnés pour leur intérêt tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

Ces sites sont désignés par chaque Etat Membre en application de deux Directives Européennes : la Directive Habitats et la Directive Oiseaux.

1. *DOCOB*

Pour chaque site Natura 2000, un Document d'Objectifs est rédigé en concertation avec les acteurs locaux. Le Document d'Objectifs (DOCOB) définit :

- Les enjeux du site en matière de conservation des habitats et de conciliation des activités socio-économiques avec ces enjeux de conservation,
- Les orientations de gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire correspondantes pour contribuer à leur conservation,
- Les modalités de leur mise en œuvre et les dispositions financières d'accompagnement.

Le Document d'Objectifs constitue une référence pour la mise en œuvre de contrats et de chartes en vue de la conservation des espèces et des habitats du réseau Natura 2000.

2. *Charte Natura 2000*

La Charte Natura 2000 est annexée au Document d'Objectifs et comporte plusieurs engagements (dont la mise en œuvre n'est pas rémunérée) et recommandations qui s'appliquent soit à l'ensemble du site, soit à certains milieux, soit à certaines activités. Ces engagements participent au maintien de l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, en cohérence avec les objectifs de gestion du Document d'Objectifs.

Les titulaires de droits réels et personnels (propriétaires et mandataires) sur les terrains du site Natura 2000 peuvent adhérer à la charte qui porte sur une durée de 5 à 10 ans. Elle ouvre droit à exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dans les conditions définies par l'article 146 extrait de la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (annexe 3) et dans certaines conditions à des aides publiques (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit, aides forestières de l'Etat ...).

La charte ne substitue pas au droit commun : la réglementation, liée à la protection de sites, des espèces ou des habitats et les zonages réglementaires, est à respecter.

II. Les Sites Natura 2000

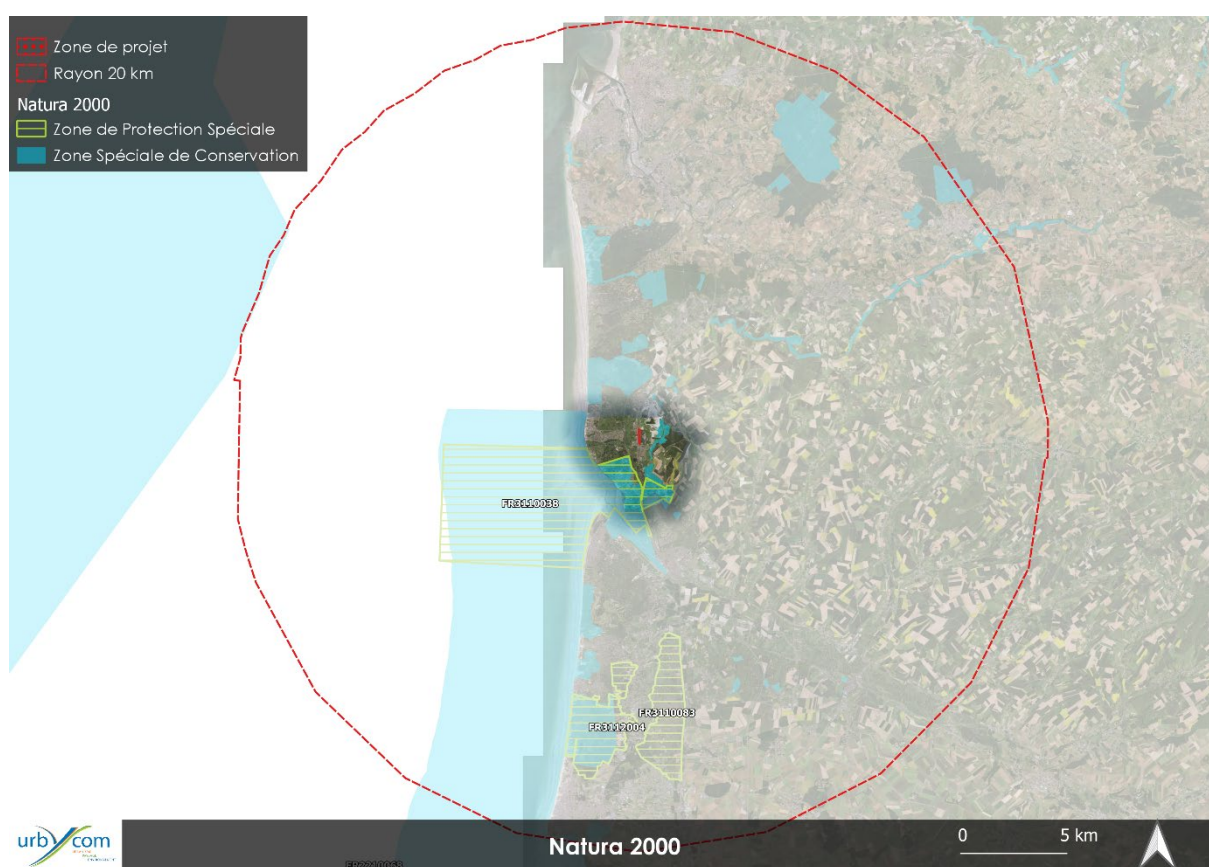
Le territoire communal recense plusieurs sites Natura 2000. En effet, on recense une Zone de Protection Spéciale (ZPS) et trois Zones Spéciale de Conservation.

- **Zone Protection Spéciale :**

- FR3110038 – « Estuaire de la Canche »

- **Zone Spéciale de Conservation :**

- FR3102005 – « Baie de Canche et couloir des trois estuaires »
- FR3100480 – « Estuaire de la Canche, dunes picardes plaquées sur l'ancienne falaise, forêt d'Hardelot et falaise d'Equihen »
- FR3100483 – « Coteau de Dannes et de Camiers »



Source : Cartographie Urbycom

III. Prise en compte des sites

1. *Intégrité des sites et liens écologiques*

Comme dit précédemment, le projet se situe majoritairement au droit de terres anthropisées.

Le projet n'influencera pas les habitats préservés par les zones Natura 2000. En effet, les habitats qui composent majoritairement les sites Natura 2000 sont forêts caducifoliées, des zones humides, cours d'eau et des pelouses métallicoles. La zone de projet ne concerne pas ces espaces.

2. *Assainissement*

Pour ne pas avoir d'impact sur la qualité des eaux plus locales, les nouvelles constructions auront obligation de traiter les eaux usées conformément à la législation. Rappelons que la commune est reliée à une station d'épuration dont les limites de charge maximale en entrée n'ont pas été atteintes.

IV. Conclusion

Compte tenu de ces éléments, le projet n'a pas d'incidences sur le fonctionnement des sites Natura 2000 du fait du manque d'habitats en commun, de la distance et de la gestion des eaux qui sera appliquée au droit du projet.

Ce chapitre retrace l'historique de la procédure de Déclaration de Projet afin de mettre en avant les efforts et les mesures mises en œuvre lors de l'élaboration du document pour prendre en compte l'environnement et la santé humaine.

I. Consommation d'espace possible

😊 Incidence positive

Le présent projet d'intérêt général s'implante sur un espace actuellement en friche. Cet espace est déjà artificialisé.

II. Protection du milieu naturel

😊 Incidence positive

Le site retenu est localisé à distance des zones de protection et d'inventaire écologique.

Seule une ZICO est présente au sein de l'emprise du projet. Le site de projet ne présente cependant pas d'enjeu et de milieu favorable à la majorité des espèces.

III. Prise en compte de l'environnement

☹ Incidence négative

Malgré les mesures prises :

- Traitement paysager,
- Traitement des eaux usées et infiltration des eaux pluviales,
- Développement des énergies renouvelables,
- Amélioration de la qualité environnementale des bâtiments,
- Développement de la biodiversité, ...

Le projet apporte des nuisances supplémentaires notamment en termes de flux routiers et de l'augmentation des déchets engendrée. Ces augmentations seront difficilement évitables.

IV. Zones de risques

😊 Incidence positive

Des études géotechniques permettront d'adapter le projet aux risques réels du terrain. Ainsi, les nouvelles constructions seront mises à l'abri des éventuels risques présents sur le site d'études (mouvement des argiles, remontées de nappes, inondations de cave, pollution, nuisances).

De même les aménagements devront prendre en compte les nuisances sonores observées de cette zone. Rappelons que la voie de chemin de fer longeant l’emprise du projet est classée en catégorie 3.

V. Patrimoine urbain et paysager

😊 Incidence positive

Les incidences sur le paysage sont faibles voire nulles. Parfois, le projet valorisera les secteurs, notamment aux abords de la gare.

Les incidences sur le patrimoine seront également soit nulles soit valorisantes.

INDICATEURS DE SUIVI

Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à différentes dates. Dans le domaine de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer d'une part l'état initial de l'environnement, d'autre part, les transformations impliquées par les dispositions du document, et enfin le résultat de mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée.

Grandes thématiques	Sous thématiques	Indicateurs/ Méthodes	Etat initial de l'environnement	Objectifs de résultats	Mesures correctives
Milieus physiques et Ressources naturelles	☞ Consommation d'espaces agricoles et naturels	Registre Parcellaire Graphique de 2019	Aucune terre agricole n'est impactée par le projet.	Réhabilitation d'une friche de la SNCF	
	☞ Qualités des sols, réseau hydrographique et zones humides	Source : SDAGE Artois Picardie.	Aucune zone humide sur l'emprise du projet. Aucun cours d'eau ne traverse l'emprise du projet.	Projet hors zone humide	
	☞ Ressource en eau potable (quantité et qualité)	Qualité de l'eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés (Source : ARS 2021)		Maintenir une qualité d'eau conforme aux exigences en vigueur.	Recherche d'économie d'eau
	☞ Entités naturelles et continuités écologiques	SCRE Nord-Pas-de-Calais	Aucun élément recensé par le SRCE au sein du projet.	Projet situé à distance des éléments recensés par le SRCE-TVb	
Cadre de vie, paysage et patrimoine	☞ Paysage naturel et de campagne		Friche de la SNCF	Paysagement du site	Paysagement du site
	☞ Patrimoine urbain et historique			Paysagement du site	Paysagement du site

	☞ Accès à la nature, espaces vert			Une zone naturelle sera créée au sud du projet. Un traitement paysager des espaces publics sera réalisé.	Réalisation de traitement paysager et d'une zone naturelle.
Risques, nuisances et pollutions	☞ Risques naturels	Sources : géorisques	Risques d'inondations par remontée de nappe, par inondation de cave Retrait et gonflements des sols argileux : faible à nul.	A définir par étude géotechnique	
	☞ Risques technologiques	Sources : géorisques	Sites pollués : 1 site ICPE à proximité immédiate. Dépassement des valeurs de référence pour le cuivre (étude de pollution, 2011)	Possibilité de réaliser des études complémentaires	
	☞ Nuisances		Voie ferrée : catégorie 3	Isolation acoustique du projet	Renforcement de l'isolation des bâtiments et réalisation d'un écran végétal dense le long de la voie ferrée.
Forme urbaine	☞ Forme urbaine				Intégration paysagère du projet

et Stratégie climatique	☞ Bioclimatisme et performances énergétiques			Amélioration de la qualité environnementale des bâtiments	
	☞ Développement des énergies renouvelables			Développer les énergies renouvelables	
	☞ Déplacements doux et qualité de l'air	Commune de Camiers Sainte-Cécile Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois	Présence d'une gare Présence de nombreux itinéraires cyclables (existants et en projet) dont un itinéraire de véloroute. Réseau de transport en commun desservant le site de projet.		Renforcement des itinéraires doux par la réalisation d'une voie douce accompagnant la voirie.
Urbanisme, réseaux et équipement	☞ Approvisionnement en eau potable			Raccordement des nouveaux bâtiments au réseau communal	Obligation de raccordement
	☞ Collecte et traitement des eaux usées	Source : ministère de la transition écologique (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/)	Station de Camiers : Capacité nominale : 9 833 EH Charge maximale en entrée : 9 801 EH La station de Camiers a une capacité de 2 000 habitants supplémentaires. La station de Dannes devrait voir le jour à l'échéance 2024-2025.	Raccordement des nouveaux bâtiments au réseau collectif Déraccordement de des eaux usées de Dannes, qui amènerait une charge organique à 9 615 équivalent/habitants sur la station d'épuration de Camiers.	Obligation de raccordement

	🗑️ Gestion des déchets			Zone à desservir en collecte des déchets	Objectif de minimisation de l'impact carbone et des déchets.
--	------------------------	--	--	--	--

